Vol. 4 • No. 19 • Du 24 au 30 Novembre 2010 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

OCCUPATION: LA RÉVOLTE S'AMPLIFIE !

Voir page 4

La ville de Port-au-Prince, s'est lancée dans la bataille pour la désoccupation du pays le jour même du 18 novembre 2010, rappelant le 207ième anniversaire de la grande victoire des forces révolutionnaires haïtiennes sur l'armée coloniale française

18 NOVEMBRE 2010: PAS DE VERTIÈRES, MAIS DE LA MINUSTAH!

Voir page 4



Le gouvernement Préval/Bellerive, en ce jour de la célébration du 207ième anniversaire de Vertières, n'a fait que lancer les troupes d'occupation (Minustah) et la Police nationale à la trousse des citoyens qui réclament le droit à la vie, à la dignité dans un pays qui est leur



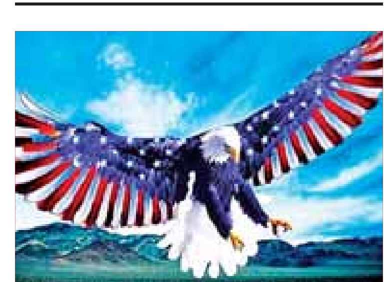
Pèp ayisyen revòlte kont okipasyon LONI an!

Page 6



Elections : Dernière ligne droite pour un vote sanction contre le Président René Préval

Page 7



L'Afrique de l'Ouest : nouvelle aventure des impérialismes états-unien et européen !

Page 10



La tension monte d'un cran entre les deux Corées

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

L'inégalité devant les catastrophes!

Par Berthony Dupont

Il y a dans l'histoire de notre pays des actes sans lesquels il est impossible de comprendre la réalité haïtienne, de savoir pourquoi les choses sont comme elles sont et pas autrement. En effet, il a fallu ce désastre spectaculaire du 12 Janvier 2010, grossièrement exploité par la propagande impériale, pour comprendre où nous en sommes à l'heure actuelle.

Des milliers de sinistrés vivent encore dans des conditions inhumaines, des familles entières ne savent pas pour combien de temps elles resteront dans cette situation, vu qu'en Haiti lorsqu'on parle de provisoire c'est tout simplement de définitif qu'il est question ; à la manière de ce Conseil Electoral Provisoire vieux de 23 ans qui a encore pour tâche d'organiser les prochaines mascarades électorales du dimanche 28 novembre à venir.

De ce fait, prenons encore l'exemple de ce choléra qui continue de se propager dans l'île et face auquel aujourd'hui on est déjà à 1.415 décès et plus de 25.000 hospitalisations, selon le dernier décompte communiqué par le ministère de la Santé. Et quand on parle de 1.415 décès, c'est sans prendre en compte les gens décédés dans les endroits très reculés du pays, soit qu'ils n'ont eu aucun accès à des centres de santé ou autres, soit que leurs parents ont dû les enterrer illico. Jusqu'à nos jours on n'a jamais fait remarquer que les victimes du choléra viennent des bidonvilles miséreux, refuges de la paysannerie dépossédée, paupérisée, attirée par de faux espoirs de travailler à la capitale.

Alors que ce désastre est en train de couvrir toute Haiti, laissant prévoir qu'un nombre incalculable de gens va être victime, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie qui se foutent pas mal du pays, qui ne se soucient guère de la détérioration rapide de la situation, dépensent de larges sommes dans des shows électoraux. Pourtant, on prétend qu'il n'y a pas assez de fonds pour venir en aide aux victimes du choléra ; tout comme on n'avait pas de moyens financiers pour les sinistrés du 12 Janvier. « *C'est une situation d'extrême urgence, une question d'heures. L'épidémie n'attend pas et continue d'évoluer. 6,8 millions de dollars seulement ont été récoltés sur les 164 millions sollicités* » vient de déclarer Elisabeth Byrs, porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Où sont passés ces 6,8 millions ?

La réalité c'est que les élections sont plus importantes que la vie de ces hommes, femmes et enfants qui sont en train de dépérir et de mourir. N'ont-ils pas droit à la vie et à la participation aux destinées de leur pays ? Est-ce là une formule démocratique ? Nous ne le croyons pas, car le marocain Mehdi Ben Barka nous avait enseigné que : « *La démocratie n'est pas une enseigne qu'on exhibe pour les touristes ; c'est une réalité qui doit ouvrir à chacun des possibilités de progrès et de culture…* »

Venons en à un autre aspect. Cette tragédie en fait vient mettre à genoux le département de l'Artibonite. En effet, la production du riz va être boudée par la population parce que suspecte d'être contaminée. D'autre part le riz étranger, vendu moins cher d'ailleurs que le produit national, va se vendre davantage, contribuant ainsi à détruire l'économie de la région artibonitienne pour une longue durée, si ce n'est de façon définitive. A ce compte, ce crime est signé par qui ? Quel pays, dans le passé, avait concocté de multiples complots et qui n'a eu de cesse de saboter notre production nationale ?

Au-delà de la ligne de front de cette guerre froide renaissante se déroule une guerre économique plus subtile, une guerre menée pour nous assujettir encore davantage aux intérêts des sociétés transnationales. Certes, une façon de nous rendre entièrement dépendants d'eux. Le plus tragique de l'affaire, c'est que celui qui sabotait la production rizicole de l'Artibonite quand il était à Washington est en ce moment précis, le plus grand dirigeant de l'Etat haïtien, à travers une certaine Commission Intérimaire de Reconstruction Nationale.

Par ailleurs, il y a des voix qui veulent bien qu'on reporte les élections en signe de respect au peuple: « *La tenue des prochaines élections est déjà hypothéquée par des protestations, le deuil dans la population et une situation humanitaire désastreuse.* » Pour toute réponse, le chef de l'occupation du pays, Edmond Mulet a, catégoriquement et avec plein d'arrogance, fait savoir que « *Même si les manifestants qui ont récemment manifesté contre l'épidémie de choléra et contre un certain abandon de la part du gouvernement sur le manque de services, ces manifestations étaient pour une partie politiquement motivées. Nous savons qu'il existe des groupes qui ne veulent pas des élections ou souhaitent qu'elles soient reportées ; malgré tout, le processus électoral suit son cours, le gouvernement et la vaste majorité des candidats sont déterminés à ce que ces élections se déroulent comme prévu le 28 novembre* ».

Dans la même veine, Lut Faber-Gossens, chef de la délégation de l'Union européenne en Haïti, a également fait savoir « *qu'il n'y avait pas d'obstacle à la tenue des élections dimanche prochain en Haïti, le calendrier électoral est respecté et qu'il n'y a pas de problème particulier pour aller voter* ». Pour bien nous tourner en dérision, elle a précisé « *que l'environnement en Haïti est comparable à celui de n'importe quel pays qui prépare des élections* ». Mais oui, tout va très bien, madame la marquise.

Le mépris, voilà bien le mot qui qualifie le mieux l'attitude de la dite communauté internationale, et du train où ça va il semblerait qu'on en est à la phase ultime d'un complot contre l'existence même du peuple haïtien.

Xénophobie exacerbée des Dominicains contre les Haïtiens

Par Jackson Rateau

Un ressortissant haïtien du nom de Wilmo Louwes a été testé positif pour le choléra en République Dominicaine. C'était toute fois le premier cas de choléra enregistré en République voisine.

Wilmo Louwes a eu son exeat le vendredi 19 novembre dernier du centre hospitalier dominicain où il a été soigné.

Selon le docteur Reyes qui lui a administré des soins médicaux, le malade est traité et, en aucun cas, il ne pourra pas infecter d'autres personnes.

Cependant, la vie du jeune homme semble devenir très compliquée dans ce pays après cette maladie. Sa femme et lui ont été expulsés du quartier de Higuey où ils vivaient depuis 3 ans. Le samedi 20 novembre dernier, sous de fortes pressions du propriétaire et des locataires du complexe d'appartements où ils résidaient, ils ont dû être évacués du quartier.

Le même samedi 20 novembre, dans la commune de El Penon, dans le Barahona, des citoyens dominicains ont gagné les rues pour manifester contre la présence des compatriotes haïtiens dans cette localité où ils sont au nombre de 500, vivant en situation irrégulière. Ils sont accusés d'être porteurs du bacille du choléra et sont toujours sous la menace des xénophobes dominicains.

Libération de deux enfants kidnappés à Furcy

Dans la soirée du jeudi 18 novembre dernier, dans la localité de Sambour, Furcy, Pétion-Ville, une opération musclée dirigée par une unité de la PNH affectée à Kenscoff, a permis de libérer Bryan Brezault, 6 ans et Dylan Brezault 11 ans, deux enfants kidnappés depuis le 11 novembre 2010 dans leur domicile situé à Duplan, Pétion-Ville.

Cette soirée a été le moment le plus terrifiant pour cette famille quand soudainement, 4 bandits firent irruption dans leur résidence et sont partis avec les deux enfants, alors qu'ils revenaient de l'école, accompagnés de leur mère. Ils ont été contraints par les voyous de marcher 7 heures de temps, jusqu'à atteindre l'endroit de leur séquestration.

Selon le responsable de l'opération, Robert Louis, en dépit d'exiger des parents des victimes le versement d'une rançon, les voleurs persistaient à exiger beaucoup plus d'argent.

Deux jeunes gens de la localité de Sambour où les enfants ont été gardés en otage sous une tente dans un champ, ont appelé la police et l'ont informée du sinistre endroit. Mais, les inconnus armés qui se faisaient passer pour des policiers avaient eu le temps de s'enfuir.

L'agente policière Francine Deruisseau s'est rendue

Le lundi 15 novembre dernier, l'agente policière Francine Deruisseau, accusée avoir assassiné l'enseignant Philibert Jean-Louis le 9 octobre 2010, et qui était en cavale depuis plus d'un mois, s'était finalement rendue à l'Inspection Générale de la Police de Port-Au-Prince pour être disponible à la justice haïtienne.

Sur ordre de l'Inspection Générale de la PNH, Francine Deruisseau, une policière au grade d'agent III, affectée à l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre UDMO, a été mise en isolement au commissariat de Pétion-Ville.

Rappelons que monsieur Philibert Jean-Louis, 35 ans, était professeur de mathématiques, militant d'un syndicat enseignant du nom de « Union Nationale de Normaliens Haïtiens » (UNNOH). Il a été tué par l'agente policière Francine Deruisseau le 9 octobre 2010, lors d'une manifestation devant les locaux du Ministère de l'Education Nationale et d'Enseignement Professionnel (MENEP) à Port-Au-Prince.

Une fillette de 3 ans extraite d'une fosse sceptique

Le matin du lundi 22 novembre dernier, au Collège Mixte de Canapé Vert HADEM, une fillette de 3 ans qui s'était rendue seule à la toilette a été renversée dans une fosse sceptique communément appelée latrine, remplie d'excréments. L'enfant n'a été sauvée de justesse que grâce à la diligence des sapeurs pompiers, et d'un homme, par son acte héroïque, qui s'était déjà descendu dans la fosse avant même l'arrivée des sapeurs.

Compte tenu des conditions abjectes auxquelles les enfants haïtiens sont adhérés dans des établissements bidon, servant d'écoles, leur vie est de plus en plus précaire.

L'homme haïtien, de son enfance à sa vieillesse, est toujours un intrépide, un éternel combattant pour la vie.

Michèle Montas: la trahison continue !

Par Morisseau Lazarre

Les récentes déclarations de Michèle Montas sur la radio « Signal FM » au cours desquelles elle a pris fait et cause pour la MINUSTAH, bras armé des Nations-Unies qui assure l'occupation d'Haïti pour les pays colonialistes, ont saisi plus d'un par surprise. Pourtant, ça n'aurait pas du être le cas, car ayant accepté le poste de porte-parole du secrétaire général des Nations-Unie, Ban ki-moon, marionnette lui-même dans la cage des impérialistes, Madame Montas n'avait fait que choisir son camp et donner la main à ses frères et soeurs de classe, pour qui l'occupation du pays apporte plus de richesses et de bonheur.




Michèle Montas et Patrick Elie

Oyez la plaidoirie de madame : *« La MINUSTAH n'est pas venue ici de son propre chef. Haïti est un membre fondateur des Nations-Unies. C'est le gouvernement haïtien lui-même qui avait sollicité la présence de la MINUSTAH. Les Nations-Unies sont ici dans le cadre d'une mission spéciale, et ceci, à chaque fois que le gouvernement haïtien le réclame.*

« En tant que membre des Nations-Unies, c'est dans ce cadre qu'est venue la mission qui, par exemple, a pour mandat de donner son support aux Élections, la Justice et la Sécurité. Ce mandat est en accord avec les autorités haïtiennes. Ce n'est pas spécialement ce gouvernement, c'est aussi les gouvernements antécédents. Les Nations-Unies ne sont pas ici comme par hasard. Moi, je dis que c'est tout à fait injuste d'accuser la MINUSTAH dans la propagation de l'épidémie de choléra. C'est vrai que le CDC, le centre d'Atlanta a déterminé que le type de choléra est identique à celui, originaire d'Asie du sud. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il serait difficile que ce type de choléra atteigne notre sol. Je dois dire qu'il y avait une épidémie de choléra qui avait frappé le Pérou, en Amérique latine. C'était le même type de choléra. Faut-il que je dise que le choléra soit propagé par tel ou tel autre individu ? Il y a pas mal de gens qui, depuis le séisme, circulent dans tout le pays, comme les ONG, qui sont venues ici, des gens qui font le va-et-vient, qui font le commerce aussi. Ainsi ce genre de maladie peut atteindre un autre pays.

« Dans le cadre des Nations-Unies, je prenais en considération les accusations contre les Népalais. MINUSTAH a conduit des analyses d'eau dans des laboratoires à Saint Domingue, le maire de Mirebalais a aussi ordonné des analyses d'eau dans les laboratoires nationaux. Tous ces tests se sont révélés négatifs. Est-ce possible que ce soit les Népalais qui auraient propagé cette maladie dans le pays ? Moi, je ne vois pas comment. Je comprends les frustrations de ceux qui veulent rendre les autres responsables de leurs souffrances. Je comprends cela. Je comprends que nous avons besoin de boucs émissaires. Nous avons besoin de dire : voici celui qui est responsable.

« Comme ils ne nous ressemblent pas, ils sont d'une autre race, ils ne sont pas nos pareils, alors c'est plus facile de les pointer du doigt. Je crois que c'est décourager la MINUSTAH dans ses efforts de nous aider à juguler la maladie. Il nous faut reconnaitre le travail qu'est entrain de faire la MINUSTAH à travers tout le pays. Samedi, ils entreprenaient une opération appelée « Opération Bonjour ». Dans le cadre de cette opération, ils distribuaient non seulement des matériels électoraux, mais aussi des kits pour combattre le choléra. C'est la MINUSTAH qui fait tous les efforts pour lutter contre la maladie. Qui va à travers tout le pays pour distribuer des matériels ? Quels sont nos moyens pour accomplir cette tâche ? La MINUSTAH dans sa totalité se met à notre disposition dans le cadre de la lutte contre la maladie. Elle travaille d'un commun accord avec les autorités sanitaires. Elles n'ont qu'à lever le petit doigt pour dire qu'elles ont besoin de quelque chose et tout de suite la MINUSTAH le leur apporte. Je crois que beaucoup de politiciens en profitent. Donc, c'est plus facile de les accuser. Mais, cela n'explique pas la logique de nous dédouaner nous-mêmes. »

Alors, voici Michèle Montas, produit de sa classe, à visage découvert ! En vérité, son feu mari, Jean Dominique, ce fougueux journaliste avec ses éditoriaux au vitriol à l'endroit des ennemis de la Patrie, ce patriote courageux et sincère qui défendait son peuple et son pays avec pour armes sa voix et son micro, et pour lesquels il a payé le tribut à la nature, en se faisant cribler de balles assassines, a dû se retourner inlassablement dans sa

Suite à la page (18)

Occupation :
La révolte s'amplifie en Haïti !

Par Hervé Jean Michel

Après les violentes manifestations qui ont éclaté dans le nord du pays les 15, 16 et 17 Novembre 2010, principalement dans la ville du Cap-Haïtien contre les forces d'occupation en Haïti (Minustah), accusée de propagatrices de l'épidémie de choléra, Port-au-Prince, la capitale du pays s'est lancée dans la bataille le jour même du 18 novembre 2010, 207ième anniversaire de la grande victoire des forces révolutionnaires indigènes sur l'armée coloniale française.

Partis du siège du Ministère de la Santé publique à la Rue St Honoré où ils étaient massés, des milliers de manifestants, entre autres : des étudiants, des anciens employés révoqués de l'Administration publique par l'application du plan néolibéral, des membres d'organisations populaires et syndicales et aussi des représentants d'organisations de réfugiés, vivant dans des abris provisoires, se donnaient comme destination finale le siège de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à Bourdon.

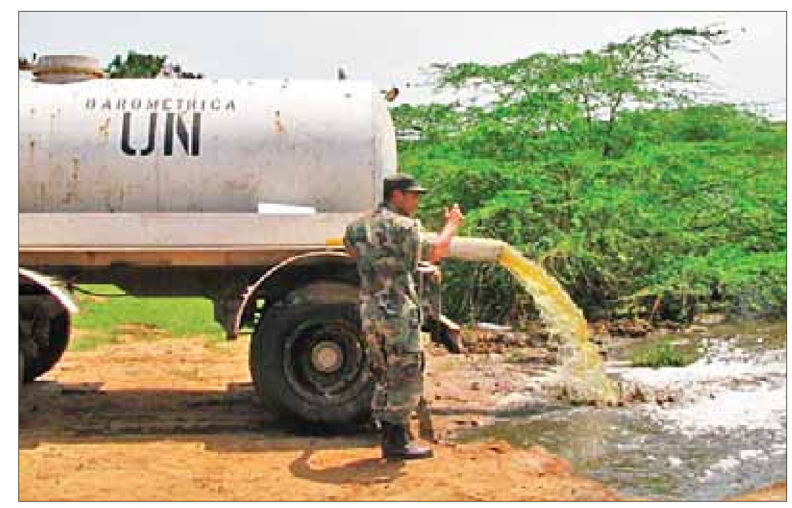
Arborant des pancartes avec des slogans hostiles tels : ONU= racisme, BM + BID+FMI=sous-développement, Minustah=choléra, elle doit quitter le pays, Abas occupation, Abas Préval, Abas le plan néolibéral, la manifestation a emprunté Lalue, une artère conduisant à Bourdon. Chemin faisant, le Corps d'Intervention de Maintien de l'Ordre (CIMO) a dispersé les manifestants en lançant du gaz lacrymogène. Cette intervention brutale de cette entité de la Police Nationale d'Haïti (PNH) a changé le cours ultérieur de la manifestation.

Mécontents, les militants s'étaient repliés sur le Champ de Mars pour revenir à la charge. Des pneus enflammés, des barricades dressées à partir de poubelles placées dans les rues et tous autres objets qui pouvaient créer le chaos, étaient utilisés. De nombreuses photos, des billboards de candidats y compris des affiches étaient arrachées, déchirées puis jetées. Le candidat à la présidence de la plateforme présidentielle, INITE, Jude Célestin, ainsi que le président de la République, René Préval étaient traités de manière sarcastique.

Des rues telles : Bois-Verna, Lalue, Pont-Morin, Capois étaient le théâtre de scènes de révolte. Des véhicules de la PNH ont eu des vitres brisées par des pierres lancées par des manifestants en furie. Ceux de la UNPOL, la police de l'ONU, n'ont pas eu un meilleur sort ; ils ont été attaqués. Les forces de l'ONU en faisant usage de gaz lacrymogène aux alentours des agglomérations de tentes sur le Champ de Mars, ont fait beaucoup souffrir les enfants et les adultes qui y traînent leur malheureuse vie.

Alors que Port-au-Prince était entrée le 18 novembre dans la bataille contre la Minustah accusée de propagatrice du choléra, le feu continuait de s'allumer au Cap-Haïtien les mardi et mercredi qui ont succédé le lundi 15, jour du déclenchement des protestations. Ces événements qui ont embrasé la cité capoise, prouvent que le peuple comprend très bien la situation dans laquelle il vit sous ce régime d'occupation impérialiste, ayant reçu la très large bénédiction des laquais du pays.

« La Minustah est un microbe social, il faut qu'elle parte », a déclaré l'un des manifestants qui en appelait à la PNH de ne pas s'armer contre un peuple qui défend sa survie. *« Nous sommes des Haïtiens, les policiers de la PNH sont des Haïtiens et ce cadavre que je regarde là-bas est celui d'un Haïtien. Nos forces de police ne doivent pas intervenir pour soutenir les forces d'occupation. Nous n'en pouvons plus avec la Minustah. La police doit nous laisser faire notre travail, nous n'avons pas affaire avec elle. La Minustah ne peut pas gagner la bataille. Nous demandons à tous les Capois de ne pas se laisser prendre au piège de l'argent pour tuer notre mouvement »*. Ce sont ces paroles qui ont été proférées par un des manifestants qui se disait être prêt à poursuivre la bataille pour la libération du pays par le départ des forces d'occupation.



Les forces d'occupation de la Minustah sont bien responsables de propagatrices de l'épidémie de choléra en Haiti

La police entend-elle le cri de ces exploités, de ces humiliés, de ces exclus, alors que sa mission consiste à protéger la vie et les intérêts des riches et des puissants d'ici et d'ailleurs ?

La police étant payée, étant instruite pour entreprendre le sale boulot de défendre les exploiteurs, ne va rien entendre des profondes paroles, des paroles de vérité qui proviennent des profondeurs de la conscience patriotique d'un peuple écrasé, détruit, vomi par le néolibéralisme !

Quelle était la réaction du gouvernement Préval/Bellerive face, aux événements dans le Nord du pays ? Le mardi 16 novembre, le gouvernement a dépêché une délégation conduite par le Ministre de l'Intérieur, Paul Antoine Bien-Aimé, composée entre autres des ministres : Joanas Gué (Agriculture), Jacques Gabriel (Travaux publics), Alex Larsen (Santé publique), le directeur de la PNH, Mario Andrésol. Cette délégation était porteuse de menaces, d'intimidations et était mal venue dans la fière cité capoise. Elle ne pouvait que temporiser à Quartier-Morin, le temps de laisser passer l'orage.

Que pouvait dire le gouvernement Preval/Bellerive à un peuple qu'il méprise, humilie et insulte, sinon faire du chantage pour provoquer la peur ?

Pas plus que les propos de condamnation de la violence survenue au cours de ces manifestations par Préval, n'ont de valeur, dans la mesure où le peuple a accusé la Minustah d'avoir pollué l'eau du fleuve Artibonite en y jetant des matières fécales. Le gouvernement faisait la sourde oreille, pariant que le temps et d'autres problèmes ponctuels finiraient par faire oublier cette « vétille ». Le gouvernement est donc responsable des violences dans le Nord, le Plateau Central et l'Ouest du pays. C'est pourquoi, l'intervention de Préval n'était que de l'huile sur le feu, en insinuant que les troubles dans le pays pourraient empêcher que des interventions efficaces soient faites pour traiter le choléra. Croyant pouvoir endormir les revendications populaires, le chef de l'Etat a brandi les élections, comme si ces dernières allaient être sérieuses, démocratiques, honnêtes, porteuses de solutions aux affreux problèmes qui accablent le pays.

Comme d'habitude le proconsul, Edmond Mulet, accuse les manifestants capois d'être des criminels et des irresponsables. Jouant le même jeu hypocrite que Préval, il a déclaré : *« Les manifestants empêchent l'acheminement de l'assistance médicale et sanitaire aux milliers de patients récemment frappés par l'épidémie de choléra, les condamnant à une mort certaine »*. Le proconsul a raison, dans la mesure où ce sont ces mêmes manifestants qui empêchent l'acheminement de l'aide aux réfugiés-rescapés du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Raison pour laquelle ils sont toujours dans des abris de fortune, dans les multiples camps répandus à travers le département de l'Ouest : les camps de « Kanaran, de Babankou II par exemple, où des milliers d'êtres humains sont entassés dans des conditions d'hygiène précaires, attendant qu'une épidémie, le choléra par exemple, vienne les décimer.

Ce même proconsul qui ne jure que par la mort de ces malheureux, jette des larmes de crocodiles : *« Si cette situation perdure, beaucoup de patients dans l'attente désespérée des soins, risquent de mourir ; de plus en plus d'Haïtiens dans l'attente désespérée de l'accès à des soins préventifs, risquent d'être rattrapés par l'épidémie »*. De quelle prévention parle Mulet, quand aucun programme de vaccination n'a été mis sur pied pour empêcher la propagation du mal, alors les candidats du gouvernement et le CEP de Dorsinvil dépensent des millions de dollars dans une prétendue élection pour maintenir le statu quo !

Le jeudi 18 novembre 2010, ce sont de violentes manifestations de rues qui ont rappelé le 207ième anniversaire de la bataille de Vertières, ultime bataille qui a ouvert la voie à la libération du pays et a élargi les frontières de la liberté et de l'indépendance jusqu'aux confins de l'Amérique. Le gouvernement, à l'instar des années précédentes, est lassé de ses hypocrisies, de ses mensonges de célébrer Vertières avec des milliers de soldats d'occupation sur le territoire libéré par les luttes des va-nu-pieds de 1803. Tout à l'accomplissement de sa mission de renforcer la misère, l'exploitation et le pillage des ressources du pays, par l'implantation définitive du néolibéralisme, le gouvernement Préval/Bellerive ne s'est pas embarrassé dans des formules : indépendance, autonomie, souveraineté nationale, qui n'ont rien à voir avec des magouilles pour l'accaparement définitif du pouvoir par l'impérialisme et la bourgeoisie haïtienne.

Quand à ceux qui disent décidés à poursuivre le combat contre la colonisation du pays, ils ne doivent pas oublier que la bataille est difficile, périlleuse et longue ; que bien des pièges ensemencent cet espace. La preuve est faite aujourd'hui de l'émiettement des forces populaires, une stratégie qui englobe aussi tout un processus de paupérisation pour réduire à néant toute détermination et toute volonté à agir pour transformer la situation.

18 Novembre 1803 - 18 Novembre 2010:
Pas de Vertières, mais des soldats de la Minustah !

Par Hervé Jean Michel

Quand les va-nu-pieds de Vertières ont bouté les forces colonialistes françaises de Saint-Domingue, les vieux mythes de l'exploitation esclavagiste ont pâli et tremblé d'effroi, face à cette revanche historique.

Cette arme de libération que fût l'armée indigène a soulevé l'émotion et l'admiration de toutes les consciences éprises de liberté, de justice et du respect des droits de l'homme à travers le monde. Notre Amérique, terre bouleversée, saignée, génocidée, déshumanisée par le choc de la pénétration de la civilisation occidentale, a commencé à marquer l'histoire d'une pierre blanche par la désesclavagisation et la libération.

« Le soleil s'est levé, retirez-vous ténèbres », pouvaient s'écrier des millions de Nègres, disséminés à travers cette vaste étendue de terre, livré au pillage des colonio-esclavagistes occidentaux. La violence de la tempête de la première colonisation que fut l'œuvre des conquistadores, conduits par Christophe Colomb, a entraîné le génocide des autochtones qui vivaient paisiblement en ces lieux. Astreints à des travaux de forage à la recherche de l'or, ces autochtones finissaient par être ruinés pour mourir dans des proportions génocidaires. Jusqu'à aujourd'hui, nul ne s'est posé la grande question de la responsabilité du royaume de l'Espagne dans ce crime contre l'humanité.

Le traité de Ryswick, 1697, a vu la France initier un autre type d'esclavage, à partir de l'introduction des Nègres arrachés du continent africain, afin de peupler et de mettre en valeur l'économie de plantation et de production de matières premières, nécessaires à l'alimentation de l'économie mercantile française. La terreur exercée sur les Nègres dans les plantations de café, d'indigo et surtout de canne à sucre, n'a d'égal que celle utilisée par les conquistadores espagnols contre les Amérindiens dans les mines, à la recherche du renforcement, de l'intensification du bullionisme espagnol.

Voilà donc, des conditions de vie créées par *« ces Occidentaux chrétiens, porteurs de civilisation, de lumières, d'évangélisation et d'humanisme à des sauvages analphabètes, animistes par surcroît. »* Tous ces préjugés fondés sur la supériorité raciale, civilisationnelle, sur la couleur de la peau, ne sont autres choses que de fausses symétries idéologiques pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, d'une culture par une autre et fonder par ainsi le système colonio-esclavagiste continental.

Le 18 Novembre 1803, à Vertières, les Indigènes de Saint-Domingue ont livré l'ultime bataille victorieuse contre ce système déshumanisant pour fonder un Etat-Nation, au frontispice duquel brille l'humanisme fondé sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Malheureusement, les belles promesses de cette magnifique victoire n'ont pas été tenues. Moins de trois années plus tard, des forces réactionnaires ont réagi par un coup d'Etat qui a coûté au pays et à l'humanité, le 17 Octobre 1806, l'assassinat du père fondateur de la Nation haïtienne, née de la déclaration de l'indépendance le premier janvier 1804 aux Gonaïves.

Ainsi, la belle totalité historique construite dans la sueur, la souffrance, les sacrifices et le sang, était morte. Notre histoire qui s'était annoncée d'une grande fertilité historique était frappée de stérilité. 207 ans plus tard, Haïti n'a enfanté que la souffrance, la misère, le crime, l'exploitation, l'injustice et la domination impérialiste. Aucune démocratie n'est possible dans un monde dominé par la bourgeoisie et l'impérialisme, qui fondent leur philosophie et leur praxis sociales, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, le profit maximum et sur la subordination de l'homme à l'économie de consommation.

Regardons cette Haïti d'aujourd'hui, cette Haïti devenue un enfer pour ses propres fils, cette Haïti du péril. Ce qui fait dire au président Aristide exilé en Afrique, à l'instar de Toussaint Louverture au Fort de Joux en France. *« Il faut comprendre qu'en Haïti, nous avons les mêmes personnes qui ont organisé l'invasion de 2004, après m'avoir kidnappé pour me placer en Afrique, ils sont toujours là. Cela signifie qu'il y a une sorte d'occupation néocoloniale de 8900 soldats de l'ONU avec 4000 policiers, dépensant plus ou moins cinquante et un (51) millions de dollars US par mois dans un pays où 70% de la population vivent avec moins de un (1) dollar par jour. En d'autres termes, c'est un paradis pour les occupants. Nous avons d'abord eu la colonisation d'Haïti et nous avons maintenant une sorte d'occupation néocoloniale d'Haïti. A mon avis, ils ne veulent pas de mon retour parce qu'ils veulent toujours occuper Haïti »*.

Ce sont des paroles qui expliquent clairement la situation dans laquelle vit ce pays qui, à un moment donné de l'histoire de la décolonisation, fût un pionnier, un soleil, un phare qui a brillé et a éclairé la voie vers cette nécessaire décolonisation.

En ce 207ième anniversaire de la victoire de Vertières, Haiti souffre d'une souffrance infinie, luttant pour la reconquête des libertés perdues et de sa splendeur d'antan. *« 18 novembre 1803-18 Novembre 2010, du temps s'est écoulé, la lutte peut changer de forme, mais c'est toujours le même objectif, un peuple, une nation luttant pour le respect de la dignité et de son droit à l'autodétermination.»*, une lecture de l'Organisation politique Fanmi Lavalas qui dit croire dans la continuité de la mobilisation pour la libération d'Haïti et de tous ses fils.

« En 1803, les ancêtres ont compris que la liberté ne sied pas avec la colonisation. Aujourd'hui, nous devons comprendre que la bataille pour la démocratie ne sied pas avec l'occupation. Il n'y a pas de démocratie tant que la nation n'aura pas repris ses droits d'autonomie. Ainsi les prétendues élections du 28 novembre ne pourront jamais produire la démocratie, ni la dignité nationale. » a poursuivi Fanmi Lavalas dans une note de presse postée le 18 Novembre 2010.

Ainsi par le néocolonialisme, qui s'affirme sous sa forme néolibérale, Haïti gît dans un trou noir, s'enfonçant de plus en plus dans l'absurde, dans la misère absolue. Des troupes d'occupation trônent dans ce pays qui a juré liberté pour ses fils. C'est pourquoi le gouvernement Préval/Bellerive, en ce jour de la célébration du 207ième anniversaire de Vertières, n'a fait que lancer les troupes d'occupation (Minustah) et la Police nationale à la trousse des citoyens qui réclament le droit à la vie, à la dignité dans un pays qui est leur.

Ce gouvernement n'avait rien à dire, sinon nier l'engagement historique pris par nos ancêtres à travers cette phrase: *« Jurons de vivre libres ou de mourir. »* Aujourd'hui, nos élites ne jurent que par le profit, l'exploitation, l'injustice, l'exclusion sociale et le partage des richesses nationales avec le patron impérialiste. Ainsi Haïti poursuit sa descente dans l'enfer et entend que ses fils, ceux qui ont encore un tant soit peu de dignité ou qui cherchent à la gagner, interviennent pour intervertir l'ordre des choses, reprendre une initiative historique détruite par les colons d'ici et d'ailleurs.

Nos 207 années d'hibernation historique ont enfanté un pays absolument écartelé, dans lequel le dialogue, la concertation et le compromis sont devenus des impossibles-impossibles, où les élites considèrent les masses comme des exclus n'ayant aucun droit, même pas celui de vivre. Les vieilles idéologies qui ont enchaîné les esclaves au char de la servitude sont gardées vivantes pour endormir et aliéner la conscience des Haïtiens en les maintenant prisonniers du néolibéralisme.

L'histoire ne rétroagit pas, certes, mais elle permet d'éclairer le cheminement vers la construction d'un futur meilleur. C'est ce futur meilleur qui doit mobiliser la force et l'intelligence de tous les Haïtiens épris de dignité, assignés à l'immense tache de régénérescence d'Haïti.

Cauchemar vibrio-choléro-électoral (Zam fannfwa toutes !)

Par Fanfan Latulipe

Nous sommes le lundi 22 novembre 2010. Les nouvelles sont alarmantes. Le choléra a déjà fait plus de 3.000 victimes. Les hôpitaux, centres médicaux, centres de santé regorgent de malades sous perfusion. Le site officiel du ministère de la Santé affiche 26,538 personnes hospitalisées. De temps à autre, on découvre un cadavre en putréfaction dans l'une des milliers de tentes abritant les sinistrés. Le corps médical est sur les dents. Les «croisades» rassemblent plein de naïfs qui ne jurent que par leurs pasteurs et une guérison biblique assurée. Les *houngan* font leur beurre en recommandant des feuilles *koko zonbi*. Le haut clergé catholique renouvelle la consécration du pays à cette Dame du Perpétuel Secours qui fait tout sauf secourir. Bref le pays est aux abois.

Le CEP fait savoir que des centaines de milliers de bulletins de vote peuvent avoir été accidentellement contaminés par des employés négligents et malpropres que l'on aurait surpris à ne pas avoir suivi les pratiques d'hygiène élémentaires alors qu'ils sortaient d'une toilette portable et s'apprêtaient à trier les bulletins pour en faire de gros paquets à destination des bureaux de vote. Par ailleurs des centaines de milliers de bulletins sont inutilisables pour cause de sabotage.

En effet, de nombreux bulletins portant le nom de Célestin arborent une double tête de chien et de Préval à la place de la photo du candidat. Les bulletins de Mirlande Hyppolite présentent une tête bicéphale, celle «mégacéphale» de Leslie Manigat cachant presque la microcéphalie de sa femme. Nombre de bulletins destinés à Michel Martelly montrent un pantin en *pantalèt* de soie rose et un soutien-gorge rouge brodé, à l'effigie d'Erzulie *je wouj*. Ceux de Neptune montrent un serpent à deux têtes dont l'une est celle de Conzé et l'autre la tête désabusée du candidat. Les bulletins de Cristallin sont à l'effigie d'une marionnette désarticulée tricéphale arborant la tête du candidat (affichant un sourire atrocement béat) soudée à celle d'Aristide et à celle de Sò An, mouchoir de *manmbo* au cou. Bref un *tchak*, une pagaille tchakante dans les bulletins avant la grande bataille armageddonienne finale. Œuvre dont on ne sait de quel ténébreux saboteur.

Le mardi 23, au *pipirit* chantant, les candidats font sortir une note de presse à l'effet que des «*déclassés sociaux, des perturbateurs de l'ordre électoral et des esprits pervers*» en mal de «*troubler la paix électorale*» se sont laissés aller à «*des actes insensés relevant de comportements pathologiques nauséeux*». La note poursuit : « des individus stipendiés par des forces obscures, éternels pêcheurs en eaux troubles appartenant à des associations de malfaiteurs et de faussaires veulent empêcher le peuple d'exercer ses pleins droits de citoyens pour l'établissement d'une démocratie authentiquement citoyenne, pérenne et sereine. Ils ne seront pas six dans les douze. *Wè pa wè, lantèman pou 4 è*, les élections auront lieu *kanmèm kanmèm*.

Nous voici déjà rendu au mercredi 24. Radio Kiskeya annonce que le candidat C. J a été pris d'un «léger début de vomissements» (comprenne qui pourra) suivi d'un «aussi léger début de diarrhée» (sic). Pressé de se faire emmener à l'hôpital, C.J a eu à déclarer: «*l'Eternel est mon berger, ma demeure et mon rempart contre tous les enfers ligués contre moi... Ma diarrhée est très peu abondante, assurément débutante, mais ni déroutante, ni dégoûtante. Je me rends à l'hôpital tout en me confiant à mon Créateur. Et pourvu que les toubibs, à l'hôpital, ne me fassent pas un mauvais sort avant mon heure, je suis candidat à la présidence* tèt kale».

Le jeudi 25, la situation est gravement grave. Radio Métropole annonce que selon le *Centers for Diseases Control*/Centres américains de prévention et de contrôle des maladies, la souche cholérate introduite en Haïti par des soldats népalais a subi une soudaine mutation chromosomo-minustahto-prévalo-népalo-microbienne rendant le bacille mutant, baptisé *Vibrio nepalae minusthae prevalae*, extrêmement virulent. Malgré la réhydratation en milieu hospitalier, les malades ne s'en sortent pas facilement, d'autant que les tests de sensibilité aux antibiotiques ne sont pas encore concluants. Les gens meurent comme des vers, comme des mouches, comme des poules. Un vrai zoocide. Deux candidats présumés importants, J.H.C et J.H.A semblent avoir attrapé «la chose».

C'est un *chuichuichui* partout dans la ville. Les reporters avides de *zen* choléro-diarrhéique arpentent tous les centres hospitaliers à la recherche de candidats atteints du «mal népalais», mal honteux. Pour couper court aux rumeurs, J.H.C fait sortir un communiqué: «*suite à des rumeurs malveillantes, désobligeantes et même méchantes, des journalistes propagateurs de papotages, bavardages, tripotages et autres malpwòptades font circuler les ragots les plus invraisemblables à mon sujet. Je dois défendre mon honneur intestinal. Je n'ai pas eu de diarrhée, je n'ai pas de diarrhée, je n'aurai pas de diarrhée. J'ai été candidat, je suis candidat, reste candidat et serai président*».

J.H.A pour sa part croit à un complot ourdi au Palais national même pour caponner la population et renvoyer les z-élections sine die. Il appelle Signal FM. Il se met deux boules de coton dans chaque narine, et se prend à simuler la voix de quelqu'un d'autre. D'une voix nasillarde à la Bawon Sanmdi, il menace :« *c'est peut-être vous qui faites courir ces rumeurs diarrhéiques, vibrioniques et cholériques à propos de mon candidat, et si ce n'est pas vous c'est assurément l'un de ces médias vendus qui reçoivent des petits chèques* anba tab *en provenance de la présidence. Votre nom est déjà sur une liste de* sousou grangou *suspects. Gare à vous si vous ne rectifiez pas le tir, car lorsque mon candidat sera bien installé dans son fauteuil,* se sa m bliye m pap fè. *Quand bien même J.H.A serait à l'article de la mort,* l ap toujou kandida. Lantèman pou 4 è, eleksyon pou 28.»



Le pays est aux abois d'un cauchemar vibrio-choléro-électoral

Le vendredi 26, trois des membres du CEP se font transporter à l'hôpital de la MINUSTAH en vitesse. Ils s'y croient plus en sûreté que dans un centre haïtien. Avant de s'y rendre, et tant ils sont aux abois, ils communiquent avec Préval qui dit devoir communiquer avec Mulet qui lui-même tient à s'entretenir avec Ban ki Moon, lequel Moon avance que sa « Lune » onusienne doit d'abord avoir le feu vert du «Soleil» washingtonien. Préval de son côté a les deux pieds pris dans une même graine de soulier car on vient de lui apprendre que Compère Jujude, son favori aux z-élections, lui aussi *pran nan mera*. Malgré des perfusions bien balancées pour leur contenu en électrolytes, on arrive à peine à le maintenir en vie tant le robinet intestinal n'arrête pas de couler dru et *dri*.

Entre-temps, le vibrion de la colère a décidé de faire une ballade au clair de lune népalais sur les territoires intestinaux de trois autres candidats, C.H.B, L.V et Y.N. Ô ironie du sort ! Alors que C.H.B, un homme de cœur, prête sa jeep pour transporter des «choléreux» (sans arrière pensée politique), voilà qu'il est forcé de passer sous les fourches vibrioniques du bacille mutant et mutin à la fois. Un journaleux zingueur et méchant prête à C.H.B d'avoir laissé échapper de façon zingante: «*merde, les microbes n'ont même pas de RESPÈ pour les gros bourgeois* !» L.V, de son côté, toujours confiant dans son étoile présidentielle est persuadé que *mikwòb pa touye ayisyen*. Serein, quoique baignant dans les eaux bactériennes du vibrion, il envoie un télégramme à Bill Clinton ainsi libellé : *Candidate strong*/*Kandida djanm* STOP. *Intestines loose but candidate holds tight* / *Trip ta vle lage sa*, mais candidat *pap lage sa*. STOP. *Tell Hillary to pray for me* / *Di Hillary pou l mete m nan men Granmèt la*.

Dans la nuit du 26 au 27 novembre, le candidat Y.N qui depuis la traîtreuse nuit de «passation des pouvoirs» au vendu de Boca Raton ne manque pas de *relyasyon* troubles sollicite le président dominicain de le faire chercher en hélicoptère: atención hermano Leonel/ attention ! Leonel mon frère, negrito tomado en las meras */ ti nèg pran nan mera*. Mandal elicóptelo pól favól / Me faire chercher en hélicoptère s'il vous plaît. Ne perdant pas une minute, il fait parvenir un message à la presse: « *Sous des apparences diarrhéiques, le candidat Y.N est en bonne santé. Faire savoir à la population que nous serons leur défenseur face à un Etat qui les a privés de tout. AYISYEN POU AYITI. AYITI POU AYISYEN. VIBRIYON POU NEPALÈ*».

Entre-temps, candidats et conseillers électoraux encore en bonne santé apparente, «veillent leur cul», littéralement. Il y a cette candidate qu'on dit être en flèche dans les sondages, M.H.M et qui prend toutes les précautions hygiéniques possibles et imaginables. Ainsi, au cours de ses rares pérégrinations électorales, et sur conseil de son génial mari, elle se fait accompagner de quatre *sekretè*. Deux d'entre eux portent cuvette, savon et serviette hygiénique. Les deux autres armés d'aérosols *made in USA* dispersent de temps à autre des gouttelettes très fines de chlore liquéfié pour chasser les vibrions. Dans des temps très anciens, les Romains disaient: *Puer, abige muscas*, esclave, chasse les mouches. Grâce au génie incommensurable de monsieur le mari de madame, la formule est devenue: Esclave, chasse les vibrions.

La nation est sur le qui-vive et du train cholérique où ça va, peut-être que parmi les candidats personne ne vivra qui verra. Mais *Bondye bon*. Les journalistes s'interrogent, les langues brassent beaucoup de salive électorale, l'ex-porte-parole de Ban ki Moon après s'être démasquée sur la question du vibrion népalais vient de se «remasquer» mine de rien, le petit peuple ne sait s'il va voter chien méchant ou chat mimi, les bourgeois n'en ont pas vraiment cure puisque Bill ne les laissera pas tomber, les pantins électoro-bourgeois-petits-bourgeois grouillent d'impatience attendant le feu vert des décideurs. Pour parler canadien, chacun se dit: vas-tu ou vas-tu pas ? Comprenez: y aura-t-il des élections ou y en aura-t-il pas ? Du côté du grand oracle sorbonnard de Marin sur Plaine, on est confiant, d'autant que les sondages sont excellents.

Le 27 au matin, la veille du jour J, malgré que le nombre des décès ait atteint 8.284, malgré qu'il y ait 257.323 malades *malman* hospitalisés, malgré que sept des neuf conseillers électoraux et dix-sept des dix-neuf candidats agréés soient en traitement réhydratant, malgré même que Mullet commence à sentir « bouillir » ses tripes, le verdict washingtonien tombe comme un couperet : URNES TOUTES ! ÉLECTIONS TOUTES ! DÉMOCRATIE TOUTE ! MINUSTAH TOUTE ! ZAM FANNFWA TOUTES !

Pardonnez, lecteurs et lectrices, le soir, dès que je mange du homard, *fò m fè kochma*.

Pozisyon Tèt Kole Oganizasyon Popilè nan yon Konferans pou laprès

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo rele laprès jodi a la a pou l fikse pozisyon l yon lòt fwa ankò sou 2 bagay ki domine aktyalite a: zak represyon sòlda Loni yo ki nan Minustah fè sou popilasyon an, nan peyi aak kesyon seleksyon malatchonn KEP Preval/Dorsinvil la vle foure nan gòj pèp la.

Tèt Kole Oganizasyoon Popilè yo kondane ak tout fòs li, tout krim sòlda Minista yo fè sou popilasyon an, nan Plato Santral, Kap-Ayisyen ak Pòtoprens, pandan yo t ap manifeste pou egzije depa fòs Loni yon an peyi Dayiti. Sòlda Ministah yo kontamine dlo yo ak maladi kolera a, k ap touye Ayisyen pa pil ak pakèt. Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo ap kontinye mobilize pou kontinye denonse sòlda Ministah yo, k ap pote maladi nan peyi Dayiti epi kontinye manifeste pou fòse okipan yo kite peyi a san kondisyon, pou pita pa pi tris.

Sou kesyon seleksyon 8 novanm yo, Tèt Kole ap reyafime pozisyon l, yon lòt fwa ankò, li pa pral patisipe nan okenn maskarad electoral e li pa gen okenn kandida kandida l ap sipòte, li mande pèp la rete chita lakay li dimanch 28 novanm lan, pou attaché pouvwa Preval la ki gen gwo zam fann fwa nan men y oak sòlda Ministah yo pa fin touye yo menm l ap touye pèp la ak kolera. Preval ak Ministah ap prepare yon lòt 29 novanm 87, yon lòt riyèl Vayan. Pou zòt ak fòs fènwa yo pa fè 2 pwen sou nou, pou yo pa fin touye nou ak kolera-Ministah-Seleksyon malatchyonn, rete lakay nou dimanch 28 novanm lan. Tèt Kole di l ap kontinye akonpaye pèp Ayisyen an nan batay l ap Mennen pou l jwenn liberasyon l e pou yon chanjman total capital, pou kondisyon lavil chanje.

Se poutèt sa Tèt Kole ap mande tout popilasyon an, nan katye popilè yo, nan kan yo, etidyan, manm òganizasyon popilè yon an 2 gwo manifestasyon k ap fèt nan Pòtoprens mèkredi 24 ak jedi 25 novanm pou voye Preval ak tout okipan li yo ale. Preval fin kraze peyi a, okipan yo ap fin touye pèp la ak kolera.

Manifestasyon mèkredi 24 la ap rasanble devan local ONA, ri Pikan Channmas a 9 vè nan maten e manifestasyon jedi a ap rasanble devan Fakilte de Dwa, nan ri Oswald Durand a 9 vè di maten, n ap tann tout moun pou libere peyi aanba men kolon, enperyalis ak tout restavèk yo.

Pòtoprens, 23 Novanm 2010

Deklarasyon Komisyon Pèmanan mobilizasyon Fanmi Lavalas nan yon Konferans pou laprès

Komisyon Pèmanan mobilizasyon Fanmi Lavalas kondane ak tout fòs li zak kriminèl fòs okipasyon Loni yo nan peyi Dayiti fè sou popilasyon Plato santral, Nò ak Lwès peyi a, poutèt popilasyon an leve kanpe kont MINISTA. Popilasyon an akize sòlda Loni yo kòm moun ki pote maladi kolera a nan peyi Dayiti, lè yo lage matyè fekal yo, nan rivyè yo, nan lak ak flèv yo.

Nou menm nan Fanmi Lavalas, jan nou toujou fè l, n ap akonpaye popilasyon an nan kad batay l ap mennen pou fòse MINISTA kite peyi a. Nou mande popilasyon an, nan 4 kwen peyi a kontinye mobilize, pa pran nan presyon, pou fè respekte dwa yo, pou konbat tout fòs etranje k ap sèvi ak mizè pèp la, pou domine l, pou kontinye kenbe pèp la anba okipasyon enperyalis yo.

Reprezantan nasyonal la, Jean Bertrand Aristide pale li pa apiye okenn kandida, nou menm nan Fanmi Lavalas nou rete makonnen ak lidè nou Titid, nou pa nan seleksyon, nou pap apiye okenn kandida woulibè. Seleksyon sa yo pap pote anyen pou pèp ayisyen, se kontinite nan trayizon, nan esklizyon, nan okipasyon, nan kolera, nan grangou mizè sèlman l ap pote.

Fanmi Lavalas pa nan kontinite, li nan batay pou fè respekte dwa l ak dwa pèp ayisyen an pou l patisipe nan zafè politik peyi l, pou chanje kondisyon lavi l, jan doktè Titid di a klè: « mwen swete politisyen yo pa konsantre sou mwen, men pito sou pèp la, pa sèlman pou eleksyon yo, men pou respekte dwa yo: dwa pou yo jwenn manje, dwa pou yo ale lekòl, dwa pou yo jwenn laswenyaj e dwa pou yo patisipe nan zafè politik peyi yo ».

Se pou rezon sa yo nou menm nan Fanmi Lavalas pandan n ap akonpaye mas pèp la nan batay pou voye Okipan - MINISTA- Kolera ale.

Nou menm nan Fanmi Lavalas, nou mande pèp la nan 10 depatman peyi a kontinye leve kanpe kont Minista- Kolera ak tout René Préval yo a. Se nan sans sa a, nou apiye gwo manifestasyon PEVEP ap fè Mèkredi 24 la nan Pòtoprens ak gwo manifestasyon Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo ap fè Jedi 25 Novanm lan kont okipasyon peyi a ak tyoul li yo nan peyi a.

Pòtoprens, Lendi 22 Novanm 2010

Pèp ayisyen an revòlte kont fòs LONI yo

Aprè nouvèl la te fin tonbe nan zòrèy tout pèp ayisyen an nan mwa oktòb ak novanm 2010 la, se sòlda fòs okipasyon òganizasyon Nasyonzini yo, ki se MINUSTAH ki lage kaka yo, nan rivyè yo ki koule nan flèv Latibonit lan, kontamine dlo yo, k ap touye pèp ayisyen an ak maladi kolera; popilasyon an nan Nò, Sant ak kapital peyi Dayiti te leve kanpe pou reklame depa fòs okipasyon Loni an nan peyi a.

Aprè plizyè manifestasyon kont Minustah ki te fèt nan Plato Santral, yonn nan depatman peyi Dayiti, se popilasyon Nò a, nan Kap-Ayisyen, depi lendi 15 novanm 2010 la, ki leve kanpe kont Minustah pandan tout semèn lan. Manifestan yo bloke lari a, mete dife nan lari yo, boule 2 komisarya polis, lòt bò pon ak Baryè boutèy, yo fè afwontman ak lapolis. Sòlda Loni yo tire sou manifestan yo, yo touye plizyè jèn gason e blese plizyè lòt, voye yo al kouche sou kabann lopital.

Manifestan yo pa t dekouraje, yo te kontinye mouvman pwotestasyon an madi, mèkredi, jedi ak vandredi. Kèk manifestan ki te ankòlè epi endiye te deklare:*"Nou pap pran kolera ak Minustah. Nou pa vle Minustah. Minustah dwe bay peyi a prese prese. Minustah ap touche konbyen milyon dola vèt, gade yon peyi kouman l ye. N ap mobilize pou Minustah kite peyi a. Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo."* Yonn nan manifestan yo pa t kache endiyasyon l devan sitiyasyon katastwofik sa a, sòlda Loni yo vin lage nan peyi Dayiti: *"Genyen 3 peyi nan lemonn ki genyen maladi sa a, youn nan yo se nepalè yo ki nan peyi nou, se yomenm ki vini avè l, se pou yo ale avè l. n ap fout voye yo ale, tounè boule m, si yo pa ale anpil moun ap mouri, nou konnen n ap mouri e y ap mouri tou."* Yon lòt manifestan te kontinye denonse sòlda Loni yo nan gaye maladi kolera a nan peyi Dayiti: *"Detoutfason mikwòb sosyal ki rele Minista a, pou yo leve kont yo an Ayiti, pa kesyon kolera sèlman, kèlkeswa kote Minustah ye ann Ayiti pou yo leve kont Minustah. Tè a, se tè ayisyen. E nou mande Polis nasyonal la pa gen odas pou yo kanpe anfas pèp la pou Mnustah. Moun k ap mouri yo kouwè moun sa a ki atè a se yon Ayisyen, polis yo se Ayisyen yo ye. Fòk pèp la bloke peyi a, nan 10 depatman an, ni nan men Preval ni nan men Minustah, fòk pèp la defini yon estrateji batay pou voye minustah ale »*

Manifestan yo te menm rive souke yon pon nan vil Kap-Ayisyen, bloke tout kwen vil la. Sitiyasyon sa a te depase ni sòlda Loni yo, ni Polis nasyonal la, pandan 3 jou yonn dèyè lòt. Tout mobilizasyon sa a te genyen yon sèl objektif: Depa fòs okipasyon sa yo sou bout tè papa Dessalines nan, ki pap regle anyen pou pèp ayisyen an, k ap touye Ayisyen pou yo ka pwoteje enterè gwo peyi enperyalis yo, konpayi miltinasyonal yo ak restavèk yo ki nan gouvènman Preval/Bellerive la, an Ayiti.

Nan Pòtoprens, jedi 18 novanm lan, nan lokazyon batay Vètyè a, divès òganizasyon sosyal, popilè, pwogresis tankou Tèt Kole òganizasyon Popilè yo, MODEP, Kowalisyon Oganizasyon ki angaje nan yon kanpay sansibilizasyon ak pledwaye pou lekòl pou tout timoun, Batay Ouvriye, Komite relèvman Divivye, GREPS, Inivèsite popilè, Platfòm Anplwaye viktim antrepriz piblik yo (PEVEP) elatriye te lanse



Sou pankat manifestan yo te ekri : « Minustah = kolera ! Preval = kolera!

yon jounen mobilizasyon kont prezans Minustah nan peyi a, k ap touye pèp ayisyen an ak maladi kolera. Manifestasyon an te demare devan lokal ministè Sante piblik la, ki chita kò l, nan sant kapital la nan ri Sentonore, ak plizyè santèn moun ak pankat nan men yo. Anvan manifestasyon an te demare, plizyè militan te ekri sou miray ministè a, anpil gwo pawòl pimanbouk kont Rene Preval ak Ministah : *« Preval+ Ministah = kolera, Aba Minustah ! Aba okipasyon ! Aba Preval »*

Sou pankat manifestan yo te ekri : *« Minustah = kolera ! Preval = kolera ! Aba CIRH ! Nasyonzini rasis ! Bank Mondyal+ FMI+BID= sou-devlopman ! Minustah pann Ayisyen ! Jistis pou Gerald Gilles ! Jistis pou Filibert Louis »*

Manifestan yo te fè plizyè virewon nan zòn Channmas la anvan yo te pran wout Lali a, yo t ap chante : *« Mete Minustah yo deyò anmwey ooo ! mete kriminèl yo deyò anmwey ooo ! Mete kolera yo deyò anmwey ooo ! »*

Lè yo rive nan ri kapwa a, devan Enstiti ameriken yo te frape bab pou bab ak yon machin UN ki te genyen kèk sòlda Minista, manifestan yo ki te ankòlè kalonnnen machin lan ak kout wòch, sòlda UN yo tonbe, yo leve, machin nan kouri avèk yo pandan yo t ap tire sou pwotestatè yo. Manifestan yo te gaye nan kan yo, yo retounen, yo pran wout Lali a, sou tout wout la y ap boule kawoutchou, mete barikad, rache foto kandida yo. Lè yo rive anba limyè wouj kafou Kriswa, ajan CIMO yo bonbade manifestan yo ak gaz lakrimojèn, gaye manifestasyon an.

Manifestan yo pa t pran nan kwaponnay, yo plonje nan zòn Pon-Moren devan Teleko a, mete dife nan kawoutchou ak tout afich kandida, ak sou tout wout Bwa-vèna a epi y al repliye devan Fakilte Etnoloji a, nan Avni Magloire Anbroise. Kèk minit aprè, manifestan yo ki te rete detèmine te reprann mobilizasyon an, 4 blennde ministah te parèt nan tèt ri Saint-Honore a bonbade manifestan ak viktim tranbleman n tè 12 janvye a, ki nan kan Channmas yo, nan plas atis yo, plas Petion ak Dessalines ak gaz lakrimojèn, ki te lakòz 2 timoun mouri ak plizyè lòt ale lopital.

Militan yo te repliye yon lòt fwa epi reprann mobilizasyon an, kote yo t al fè fas kare ak 2 kamyon ki te chaje ak ajan CIMO, ki te kwaze nan kafou ri Mayi ak ri Kapwa. Aprè plizyè minit kwoke kòn ak CIMO yo, manifestan yo te pran wout Lali a, yon lòt fwa, bloke l ak poubèl, kawoutchou k ap boule sou tout wout la. Ponpye, traktè ak lapolis te vini pou yo te touye dife a, debloke lari a, manifestan yo, te kalonnen ak kout wòch, kraze vit traktè, yo te sètoblije kouri ale bay lari blanch. Manifestan te rive antre lakay yo bò 3 zè nan aprèmidi.

Mobilizasyon sa yo ki deklennche nan 3 depatman peyi a : Plato Santral, Kap-Ayisyen ak Lwès, montre yon lòt fwa ankò pèp ayisyen an pa dakò ak okipasyon fòs etranjè Loni yo nan peyi Dayiti, k ap touye pèp la ak kolera. Pèp Ayisyen an pa dakò ak dominasyon gwo peyi enperyalis yo, k ap fin souse san l.

Pèp ayisyen an pa dakò ak rejim Preval la, k ap fè tout mannigèt, magouy, seleksyon malatchonn pou l pase pouvwa a bay yon pwòch li, nan kad yon swadizan kontinite, nan esklizyon, nan trayizon, nan kolera, nan grangou, mizè inyorans elatriye. Se poutèt sa, mobilizayson yo ap kontinye daprè òganizatèò yo jiskaske MINUSTAH kite peyi a ak tout kolera li a.

Yves Pierre Louis

Haïti décimée par la résurgence du choléra

Colère contre les forces de l'ONU mais gratitude envers le travail de la Brigade médicale cubaine

« Socialisme ou barbarie », la vieille alternative de Rosa Luxembourg trouve une application tragique dans la confrontation de la situation de Cuba socialiste, libéré de l'impéarialisme états-unien après la révolution de 1959, et de Haïti soumise au joug de l'impérialisme, presque sans interruption, depuis son indépendance.

Les mêmes ouragans et séismes qui causent des dégâts matériels d'inégale ampleur à Cuba plongent Haïti dans des catastrophes humaines d'une ampleur inégalée. Dans le tremblement de terre de janvier, ont péri – par les conditions matérielles et sanitaires dans lesquelles survivent les habitants de l'île – plus de 250 000 Haïtiens alors que près de la moitié de la population (1,5 million d'habitants) est encore, presque un an après, sans domicile.

Depuis le début du mois d'octobre, une autre catastrophe faussement naturelle s'abat sur Haiti, une maladie disparue depuis un siècle sur l'île: le choléra. Contraste saisissant avec Cuba reconnu par l'OMS comme un des pays bénéficiant des meilleurs services de santé au monde, supérieurs sur plusieurs indicateurs à la première puissance économique du monde.

Les Haïtiens entre colère et désespoir: 1 186 victimes d'une maladie disparue depuis un siècle sur l'île.

Depuis la mi-octobre, 1 186 Haïtiens ont perdu la vie à cause de l'épidémie, 73 personnes en meurent chaque jour. 49 418 ont déjà été contaminées par le choléra et hospitalisées ou traitées dans les Centres de traitement du choléra (CTC) créés par le gouvernement Haïtien pour suppléer les centres hospitaliers débordés par l'ampleur de la maladie. Dans cette situation tragique, le peuple Haïtien oscille entre colère et désespoir, résignation et rage, explosant contre ceux identifiés aux malheurs qui s'abattent sur le peuple Haïtien. Depuis plusieurs semaines, les forces de l'ONU de la Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) sont prises à partie par les habitants de l'île, accusées même d'y avoir introduit la maladie. Plusieurs manifestations au Cap-Haïtien, dans le nord de l'île, ont dégénéré en émeutes après que les forces de l'ONU aient ouvert le feu, causant la mort de plusieurs manifestants.

La Brigade médicale cubaine: douze ans au service du peuple Haïtien

Pourtant, jamais une telle rage légitime n'a été dirigée contre les médecins cubains présents sur place. Car, depuis une dizaine d'années, les médecins cubains réalisent un inlassable travail de terrain pour prévenir et guérir les différentes épidémies, touchant l'île, suppléant un État défaillant et des pays occidentaux indifférents à son sort. Et Cuba n' a jamais rien attendu ni exigé en retour pour cette aide sanitaire.

La Brigade médicale cubaine s'était installée à Haïti en 1998, après l'ouragan George qui avait déjà dévasté le pays, avec l'arrivée sur place de 2 500 infirmiers et médecins. Depuis, la Brigade n'a plus quitté l'île, et ce sont les médecins cubains qui étaient en première ligne en début d'année pour venir en aide aux victimes du séisme meurtrier (cf Une solidarité passée sous silence: les médecins cubains à Haïti). Ce sont également eux qui ont été les premiers à discerner l'ampleur de la catastrophe sanitaire causée par le retour du choléra sur l'île.

Le bilan des médecins cubains sur l'île depuis 1998 se passe de commentaires: 6 000 collaborateurs cubains ont réalisé 14 millions de consultations médicales, plus de 225 000 opérations chirurgicales, 100 000 accouchements et sauvé 225 000 vies. Grâce à l'opération Miracle depuis 2004, 47 273 Haïtiens ont été opérés avec succès de la vue. Grâce à une aide similaire dans le domaine de l'éducation, 160 030 Haïtiens ont été alphabétisés.

Et le contingent de 800 médecins et infirmiers a été considérablement renforcé le samedi 14 novembre dernier par l'arrivée de nouveaux infirmiers et médecins, et surtout de spécialistes des épidémies.

Si, pour les médecins cubains, les premiers jours furent difficiles, ne connaissant plus la maladie que par la littérature médicale ou historique, ils ont rapidement acquis de l'expérience dans son traitement, aboutissant à une baisse rapide du taux de mortalité chez les patients traités.

Les médecins cubains opèrent essentiellement dans les Centres de traitement du choléra créés par le gouvernement Haïtien et font bénéficier, non seulement les malades mais aussi le personnel médical Haïtien, de leurs compétences médicales de haut niveau. Ils participent même à la campagne de prévention de la maladie, organisée dans les écoles par le gouvernement, en collaboration avec l'UNICEF.

Depuis 50 ans, Cuba a, non seulement construit un système socialiste qui a su éloigner le peuple Cubain des besoins, de la peur du lendemain et de la misère mais aussi, a propagé un internationalisme désintéressé qui, de l'Angola à Haïti, du Vénézuela au Nicaragua, provoque la gratitude et suscite l'exemple chez des peuples, frappés durement par le capitalisme et l'impérialisme le plus barbares!

Au moment où Cuba est victime d'une attaque sans précédent de la part de l'impérialisme états-unien et européen, nous, communistes français, soulignons cet exemple d'internationalisme prolétarien que constitue Cuba socialiste!

Solidarité Internationale 22 novembre 2010

Election présidentielle : dernière ligne droite pour un vote sanction contre le Président René Préval

Par Catherine Charlemagne

MINUSTHA, tremblement de terre, cyclone, choléra, rien n'a pu stopper le processus électoral qui entame cette semaine, sa dernière ligne droite pour un vote redouté par certains, attendu par d'autres. En effet, sauf cas extrême, il y aura un avant et un après 28 novembre 2010 électoral en Haïti. Car, l'inconnu des dernières minutes n'est pas à exclure, vu les enjeux que représente ce scrutin pour divers secteurs de la société.

Enjeu politique d'abord pour un secteur qui se croit le seul capable à pouvoir diriger ce pays qu'il a grandement réduit à cet état critique dans la mesure où, le territoire et la population se sont retrouvés pieds et poings liés à la merci d'une mafia politique, contrôlant tout, à commencer par les ordures qui se répandent dans les rues de nos villes. Enjeu économique et financier ensuite, accaparé par une petite minorité, connue depuis 2006, sous le nom de « Groupe de Bourdon ». Confondant volontiers les trésors de la République et leurs héritages familiaux, ce secteur qui bénéficie du soutien inconditionnel de ceux détenant légitimement le pouvoir, pille, comme des rapaces, tout ce que compte le pays de richesses sans se soucier, le moins du monde, du sort de la population.



Ce sera un référendum « pour ou contre un troisième mandat » pour le Président Préval par le biais de son dauphin, Jude Célestin

Cette alliance inattendue du genre cape et épée depuis cinq ans, a causé le plus grand tort à une société qui, depuis la chute de la dictature des Duvalier, il y a près d'un quart de siècle, n'a toujours pas retrouvé ses repères. Puisque, nous sommes obligés, en effet, de parler de la candidature de Michel Joseph Martelly dit Sweet Micky dans un scrutin présidentiel, voire de la probabilité de sa victoire devant des personnalités

Suite à la page (15)

Des médecins cubains répondent aux besoins des Haïtiens frappés par le choléra

Par Liurka Rodríguez

Un mois après l'éclatement de l'épidémie de choléra en Haïti, la brigade médicale cubaine continue à travailler d'arrache-pied pour libérer la population de cette terrible maladie, essentiellement dans les départements de l'Artibonite, de l'ouest et du centre -les plus affectés du pays. Leur très haut niveau d'engagement envers la population implique que les hérauts cubains de la santé et de la vie continuent de lutter chaque jour contre une maladie qui a ôté la vie de près d'un millier d'Haïtiens.

L'Artibonite, est le plus grand des fleuves qui, sur quelque 240 kilomètres, traverse Haïti. Une grande partie de la population s'approvisionne de son cours principal et de ses affluents. La vue de femmes lavant le linge et d'enfants batifolant sur ses rives surprend, même en ces jours où l'on a déjà prouvé sa contamination par le vibrion cholérique.

Ainsi, un mois après l'éclatement de l'épidémie de choléra en Haïti, la brigade médicale cubaine continue à travailler d'arrache-pied pour libérer la population de cette terrible maladie, essentiellement dans les départements de l'Artibonite, de l'ouest et du centre -les plus affectés du pays.

Les coopérants cubains ont eu des difficultés au début pour affronter la situation -vu la nouveauté, dans cette région, de cette maladie seulement connue dans la littérature universelle et médicale. Ils ont déjà accumulé de l'expérience au niveau du traitement, ce qui s'est traduit par la diminution de l'indice de mortalité des patients.

Tous les membres de la brigade revendiquent avoir déjà fait face, indépendamment de leurs spécialités, au traitement de l'épidémie chez les malades haïtiens -même s'ils sont tous d'accord sur le fait que le travail d'infirmerie est vital pour une surveillance constante des patients.

Les collaborateurs cubains couvrent actuellement les besoins des malades dans les Centres de Traitement du Choléra (CTC), qui ont été créés par le gouvernement haïtien afin de décongestionner les hôpitaux et permettre à ceux-ci d'offrir leurs services à des patients d'autres pathologies.

La brigade médicale cubaine a inclus dans ses actions des échanges



La brigade médicale cubaine continue à travailler d'arrache-pied pour libérer la population de cette terrible maladie

éducatifs avec les Haïtiens locaux, au parc, au marché, dans tout endroit où ils peuvent se réunir pour les persuader de développer des habitudes d'hygiène -surtout lorsqu'ils consomment de l'eau et des aliments.

Leur très haut niveau d'engagement envers la population implique que les hérauts cubains de la santé et de la vie continuent de lutter chaque jour contre une maladie qui a ôté la vie de près d'un millier d'Haïtiens.

Campagne éducative sur le choléra dans les écoles haïtiennes

Une campagne d'information sur les causes, les symptômes et les solutions pour prévenir le choléra est mise sur pied dans les écoles d'Haïti, pays qui compte jusqu'à ce jour 917 morts de cette maladie.

Le programme, mis en place par le Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle, a débuté par un séminaire pour les directeurs et le personnel enseignant des centres.

En plus de la conscientisation des étudiants sur la nécessité des bonnes habitudes hygiéniques, l'initiative inclut la distribution de produits en rapport avec la propreté corporelle : des savons, du chlore et d'autres produits de traitement hygiénique seront livrés dans les installations.

Un volet de cette campagne se concrétisera aussi par l'installation de réservoirs d'eau potable dans les écoles, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Les enseignants devront contribuer en orientant les activités vers une plus grande information sur le choléra et la détection de cas éventuels.

Bien qu'on espère que le programme arrive dans tous les centres, le Ministère de l'Éducation prévoit de donner la priorité à cinq mille personnes qui se trouvent dans les zones les plus sensibles au germe.

Selon les derniers rapports du Ministère de la Santé, le total des décès par le germe est de 917, le nombre de contaminations de 14 mille 642.

De concert avec le personnel haïtien travaillent des coopérants d'autres pays, principalement -outre Cuba- du Vénézuéla, qui prennent en charge le diagnostic, le traitement et la prévention de la maladie détectée en octobre passé.

Avec les informations de Prensa Latina
Merci à Tlaxcala
Source: http://www.cubadebate.cu/fotorreportajes/2010/11/15/medicos-cubanos-cubren-necesidades-de-afectados-de-colera-en-haiti-fotos/
Date de parution de l'article original: 15/11/2010
Traduit par Armando García
URL de cette page: http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=2550
CSL 23 novembre 2010

La démocratie doit nourrir son monde !

Par Michel LAMBERT

Mobilisations citoyennes pour la souveraineté alimentaire

Après avoir fait les titres des journaux en 2007 et 2008, la crise alimentaire mondiale est sortie hors du champ médiatique sans être résolue. En Haïti, l'un des pays les plus touchés par la crise, le prix des produits alimentaires de base avait subitement augmenté de plus de 50% en quelques semaines. L'État tenta bien que mal de contenir les hausses en annonçant de petites réductions sur certains prix, mais ce fut peine perdue . Après plusieurs jours d'émeutes liées à la pénurie alimentaire, l'on dût se contenter de faire tomber la tête du Premier Ministre d'alors.

Le cas d'Haïti n'est pas unique, mais il est classique car la crise alimentaire a d'abord frappé les pays dépendants de l'importation. En Haïti, de 25 à 30% du budget national sont maintenant dépensés chaque année pour l'importation de produits alimentaires, dont le riz, que le pays, exportait en grande quantité dans les années 80. Pour nourrir les 76% d'Haïtiens vivant avec moins de deux dollars par jour, Haïti importe aujourd'hui riz, blé, farine, huile à friture, viande, lait et même plus de 15000 tonnes de poissons annuellement !

Des crises structurelles et prévisibles

D'une manière ou d'une autre, les pays importateurs ne peuvent échapper aux fluctuations des cours mondiaux et leurs gouvernements sont impuissants. L'intervention des organismes financiers internationaux et des puissances étrangères devient « indispensable » à la stabilisation des prix alimentaires. En avril 2008, la Banque mondiale et le FMI annoncèrent conjointement une série de « mesures » visant à atténuer la crise à court terme. Ces « nouvelles » mesures, proposées ironiquement par les deux institutions sans doute les plus responsables des crises, comprenaient plus de prêts agricoles (plus de dettes), et bien sûr davantage de distribution alimentaire d'urgence (gratuite, donc directement en compétition avec ce qui restait d'autoproduction alimentaire en Haïti).

Aucune de ces mesures, bien sûr ne visait à stimuler la production agricole en Haïti. Il est même évident que leur impact sur l'agriculture haïtienne sera négatif et donc que la dépendance haïtienne à l'importation agricole s'en trouvera augmentée. La façon dont on fait l'agriculture aujourd'hui en Haïti ne relève pas d'une industrie agricole mais bien d'une industrie de la faim ! Le séisme du 12 janvier 2010 vient ajouter un niveau de difficulté gravissime à une situation déjà intenable !

Les constats sont les mêmes ailleurs. Au cours de ces trente (30) dernières années, les pays sahéliens ont également été durement confrontés à des crises alimentaires aiguës, dont les plus dramatiques furent celles de 1984, 2005 et 2010. Là aussi, la récurrence des crises alimentaires structurelles remet en question les choix politiques opérés par les pouvoirs publics. Car même s'il est vrai que les pénuries sont en partie liées à des phénomènes naturels tels que la désertification, il est désormais admis qu'elles résultent largement de l'abandon, sous la pression des institutions financières internationales, des politiques d'autosuffisance alimentaire.

Les pays du Sahel et les pays en développement en général sont particulièrement démunis face aux crises alimentaires car les politiques imposées par le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce les ont privés des protections minimales nécessaires : réduction des terres destinées aux cultures vivrières et spécialisation dans quelques produits d'exportation, fin des systèmes de stabilisation des prix, réduction des stocks de réserve, réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales

Promouvant le droit de chaque peuple à définir ses propres politiques agricoles de protéger et réglementer la production agricole nationale et le marché interne afin d'atteindre des objectifs soutenables, la notion de souveraineté alimentaire vient donc comme une réponse politique et structurée à un système mondialisé qui a largement démontré son efficacité à concentrer la richesse produite dans les mains d'une infime minorité de grandes entreprises de l'alimentation, à engendrer et maintenir des inégalités inacceptables pour plus d'un milliard d'affamés, et qui menace maintenant de créer un gâchis environnemental sans précédent avec l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés uniformisant les espèces.

Mobilisations paysannes et citoyennes : De Rome à Sélingué.

Depuis sa création dans les années 90, l'alliance internationale de paysans Via Campesina s'est imposée comme l'une des voix incontournables de la mouvance pour la souveraineté alimentaire et contre le modèle mondialisé de l'agrobusiness. En 1996, dans le cadre du Sommet mondial de l'alimentation, organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, Via Campesina, avait déjà condamné la mainmise de l'industrie agroalimentaire sur la FAO en plus de dénoncer l'absence d'imputabilité des sociétés transnationales et des gouvernements dont les politiques en faveur de l'agriculture et de la pêche industrielles ont débouché sur la destruction des économies rurales dans le monde entier.

En février 2007, à Sélingué au Mali, le mouvement pour la souveraineté alimentaire franchissait une nouvelle étape par l'organisation du premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire. La rencontre regroupa plus de 500 participants et participantes provenant de plus de 80 pays, mais surtout, elle dépassa pour la première fois le cercle des organisations paysannes pour inclure plusieurs mouvements sociaux dont la Marche mondiale des femmes, les Amis de la terre parmi les plus reconnus. Après cette rencontre, plus aucun doute n'était permis quant à l'existence d'un mouvement international en faveur de la souveraineté alimentaire.

Suite à la page (15)

Manifestants abattus en Haïti

Tandis que le nombre de victimes du choléra dépasse le millier

Par Bill Van Auken

Haïti demeure tendue à la suite des violents affrontements survenus lundi entre des manifestants et des troupes des Nations unies qui ont fait au moins deux morts et seize blessés au Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville du pays.

La ville portuaire, située à environ 300 kilomètres au nord de la capitale Port-au-Prince, était toujours largement paralysée mardi : les écoles, les bureaux de la fonction publique et les commerces étaient fermés, des rues étaient bloquées par des barricades de pneus enflammés et on a rapporté que des fusillades étaient entendues sporadiquement. Le pont menant à l'aéroport de la ville avait été bloqué par des barrières de métal soudées entre elles.

Les Nations unies ont envoyé un contingent de troupes espagnoles pour renforcer sa garnison au Cap-Haïtien. Les violences ont éclaté lundi après que des milliers de manifestants sont sortis dans les rues pour protester contre la force d'occupation de l'ONU (connue sous le nom de MINUSTAH, Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti), que de nombreuses personnes accusent d'être responsable de l'épidémie de choléra qui a fait plus de 1000 victimes, et pour dénoncer le gouvernement du premier ministre René Préval dans sa réponse inadéquate à la propagation de la maladie.

Les troupes de l'ONU et la police haïtienne ont tenté de disperser les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes, provoquant du coup un mouvement de foule dans lequel plusieurs personnes ont été blessées. Les manifestants ont réagi en lançant des pierres, et selon les responsables de l'ONU, par des coups de feu. Les soldats ont tiré dans la foule, tuant un jeune d'une balle dans le dos au Quartier-Morin, tout juste à l'extérieur de la ville. Un autre homme a été abattu au Cap-Haïtien. On a rapporté jusqu'à 16 blessés, dont plusieurs dans un état grave.

Les manifestants ont incendié un poste de police ainsi que des voitures de police de même, ont pillé un entrepôt de nourriture.

De plus petites manifestations ont aussi été rapportées à Hinche et aux Gonaïves, au centre et au nord du pays, ainsi que dans la capitale. À Hinche, une foule de plusieurs centaines de personnes a lancé des pierres à une division népalaise des troupes onusiennes, largement blâmée pour l'épidémie de choléra. Des responsables de la santé publique soutiennent qu'il est difficile de déterminer avec certitude comment la bactérie a pu être introduite au pays, qui n'a connu aucun cas de choléra en un siècle. Cependant, l'épidémie a été déclenchée peu après l'arrivée du bataillon népalais le mois dernier. Le Népal a récemment dû faire face à sa propre épidémie de choléra.

Les reporters qui ont visité la base des troupes y ont trouvé des problèmes sanitaires, dont des excréments rejetés dans la rivière Artibonite. La région a été l'épicentre de l'épidémie de choléra, qui est attribué à la contamination de la rivière. Les scientifiques des centres américains de prévention et de contrôle des maladies, entre-temps, ont confirmé que



Les troupes de l'ONU et la police haïtienne ont tenté de disperser les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes, provoquant du coup un mouvement de foule dans lequel plusieurs personnes ont été blessées

la souche de la bactérie est courante en Asie du Sud.

Des soupçons voulant que les troupes de l'ONU aient introduit la maladie mortelle en Haïti, ont enflammé les ressentiments non exprimés envers la soi-disante force du maintien de la paix en Haïti. Elle y a été déployée après le coup d'État orchestré par les États-Unis qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide et l'a contraigni à l'exil, comptant sur quelque 12.000 soldats, la MINUSTAH dirigée par le Brésil largement considérée comme une force d'occupation dont le but est de s'opposer à l'agitation populaire.

Les fonctionnaires des Nations unies en Haïti ont tenté de rejeter les soulèvements du Cap-Haïtien comme étant le travail d'agitateurs politiques qui cherchent à déstabiliser le pays à l'approche des élections nationales prévues pour le 28 novembre.

Dans une déclaration, la MINUSTAH a affirmé que « la façon dont se sont déroulés les événements suggère que ces incidents ont été motivés politiquement, visant à créer un climat d'insécurité à la veille des élections ». La déclaration continuait, « la MINUSTAH fait appel à la population pour qu'elle reste vigilante et qu'elle ne se laisse pas manipuler par les ennemis de la stabilité et de la démocratie dans le pays ». Les officiels de l'ONU n'ont donné aucune indication quant à l'identité de ces « ennemis ».

La colère populaire au Cap-Haïtien et ailleurs dans le pays a été alimentée par la propagation rapide du choléra. Haïti Libre a rapporté que des « cadavres de personnes mortes du choléra jonchaient les rues de la ville durant la fin de semaine ». Il a cité un fonctionnaire de la ville du Cap-Haitien disant qu'« au moins vingt corps ont été ramassés par les autorités médicales depuis vendredi ».

Il y a eu des rapports similaires venant des Gonaïves, au nord du pays. « Vendredi il y a eu des rapports qu'environ 30 personnes sont « tombées mortes » dans les rues des Gonaïves », a rapporté le British Independent. « Le maire aurait rejoint des résidents pour enterrer les morts, selon Jane Moyo d'ActionAid. Dans les régions rurales entourant la ville, il y avait des rapports non confirmés de familles entières mourant sans aide, alors que les populations locales fuyaient les malades à cause de la peur de plus en plus grande face à la maladie. »

Mardi, le ministère haïtien de la Santé publique et des Populations a publié ses derniers chiffres sur le bilan du choléra, rapportant que le nombre de morts a atteint 1034 dimanche, avec 16.799 personnes ayant été hospitalisées.

Il a aussi été confirmé que le choléra est en train de se répandre à Port-au-Prince, alors qu'il a été rapporté que 875 personnes ont dû être hospitalisées et que 38 sont mortes dans la région métropolitaine. Des responsables sanitaires et des organismes humanitaires ont exprimé la crainte que la maladie pourrait devenir incontrôlable à Port-au-Prince, où plus d'un million de personnes sont toujours sans logement et doivent habiter dans des campements de tentes à cause du tremblement de terre qui a tué plus d'un quart de million d'Haïtiens en janvier dernier. Cependant, selon le coordonateur humanitaire des Nations unies en Haïti, Nigel Fisher, la maladie s'est déclarée beaucoup plus dans les bidonvilles de la ville comme Cité Soleil, qui a encore moins accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires que dans les villes tentes. « Cela ne veut pas dire que les camps seront épargnés », a-t-il averti.

Dans une vidéoconférence avec des journalistes, Fisher a contredit les responsables du gouvernement, insistant que le choléra s'est répandu aux 10 départements haïtiens (le gouvernement a prétendu que 4 d'entre eux n'avaient été témoins d'aucun cas). Faisant référence aux manifestations, il a dit que la maladie était devenue une question de « sécurité nationale ».

« Le nombre de morts va croître significativement, ce qui ne sera pas une surprise », a dit le responsable des Nations unies. Plusieurs croient que le décompte officiel du gouvernement des cas de choléra sur le nombre de morts reliés est une importante sous-estimation, vu que plusieurs cas d'infections et de morts, particulièrement dans les zones les plus rurales, ne sont pas rapportés.

Les Nations unies ont estimé que jusqu'à 200.000 Haïtiens pourraient contracter la maladie dans les prochains mois. Des experts en santé ont mis en garde que, vu les conditions de pauvreté extrêmes et d'infrastructures inadéquates en Haïti, la nation la plus pauvre de l'hémisphère ouest, le choléra va demeurer un problème pour les années à venir.

Les hôpitaux et les organisations humanitaires sont déjà

Suite à la page (15)

As Calls for UN Withdrawal Grow and Cholera Spreads:

Upcoming Elections Sow Intra-Candidate Violence and Popular Skepticism

By Kim Ives

"Down with MINUSTAH, Préval, and cholera!"

This chant by thousands of demonstrators in Port-au-Prince on Nov. 18 captures the mood in Haiti this week before the Nov. 28 elections, which aim to choose one president, 11 senators and 99 deputies.

Demonstrators around Haiti are calling for the immediate withdrawal of the 13,000-strong UN Mission to Stabilize Haiti (as the occupation force is called) as it has become clear that a Nepalese MINUSTAH contingent based near Mirebalais is the source of the cholera epidemic now sweeping Haiti over the past month. The official death toll at press time (Nov. 23) is 1,344 dead from 56,901 cases recorded.

Following two days of large anti-MINUSTAH demonstrations in Cap Haïtien on Nov. 15 and 16 (see *Haïti Liberté,* Vol. 4, No. 18, 11/17/2010) in which UN troops and the Haitian National Police (PNH) killed 2 and wounded 26, the capital Port-au-Prince saw thousands march on Nov. 17 and 18, the 207th anniversary of the 1803 Battle of Vertières, which won Haiti's war for independence from France. On that symbolically nationalist day, the capital was paralyzed as UN soldiers attempted to disperse the demonstrators at several points along their march route with tear-gas, which seriously sickened many women and children in the tent camps on the Champ de Mars in front of the collapsed National Palace.

After these deaths and injuries, MINUSTAH's civilian chief, Edmond Mulet, proved the best defense is a good offense when he called the demonstrations "*criminal and irresponsible,*" claiming they would impede Haitians from obtaining medical treatment for the disease. Meanwhile, Nigel Fisher, MINUSTAH's Humanitarian Coordinator, said the demonstrations were "*clearly orchestrated,*" supposedly by President René Préval's political opponents to scuttle the elections. (More demonstrations are planned for Nov. 24 and 25.)

In reality, the demonstrations are called by anti-imperialist popular organizations representing large swaths of Haiti that are prepared to boycott the election, despite the overwhelming desire of most Haitians to vote in their chief of state after being denied the right by the Duvalier dictatorships from 1957 until 1986. A Nov. 29, 1987 presidential vote was drowned in blood by a neo-Duvalierist military junta. Then a Jan. 17, 1988 junta show vote, which briefly installed neo-Duvalierist Leslie Manigat as President, was massively boycotted and widely considered illegitimate.

This is exactly the situation that Washington, Préval's overseer and the election's main funder to the tune of $15 million (the European Union is chipping in five million euros), fears. "*It may not be the best time to choose a president,*" warned an article in the Nov. 22 *New York Times*. "*A low turnout — below 40%, according to some analysts — could raise claims that the election was illegitimate. Many people lost their national identification cards, which are required to vote, in the quake, while others fled Port-au-Prince and have not changed their registration.*"

Furthermore, tens of thousands of people still don't have their ID cards, according to Ronald Covil, director of the National Identification Office (ONI). On Nov. 16, with less than two weeks to go, ONI still had 344,000 cards to distribute, and only 257,000, about 75% of them, were "*available,*" he told Radio Kiskeya.

"*I have gone to this trouble just to get my card which will be useful in dealing with certain administrative matters,*" one card seeker told AlterPresse. "*I want to have my card just to identify myself,*" another woman said. Even the *Times* speculated that some of the long lines to obtain the cards " *may be related to tighter banking rules, which also require the card for certain transactions.*"

But that is just the beginning of the snafues. Political science professor Mozart Deroneth sounded the alarm that the ONI listed 4,565,000 potential voters while the nine-member Provisional Electoral Council (CEP) tabulated 4,694,961, hence conjuring up 71,039 "*ghost*" voters who might swing the election. Also, the CEP has fired many voting station supervisors and replaced them, several candidates say, with partisans of Jude Célestin, the candidate of Préval's ruling party, Unity. (Demonstrators on Nov. 18 burned Célestin's picture and tried to storm Unity's Port-au-Prince headquarters.)

Even CEP member Ginette Cherubin, who represents Women, said Nov. 22 that her list of supervisors differs dramatically from that held by the Southern Department's Electoral Office president. She felt she had "*fallen into a trap*" by being lured to serve in the CEP. Dozens of demonstrations, including those against MINUSTAH in the past 10 days, have called for the CEP's replacement. It is universally seen as corrupt since it last year disqualified exiled former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family party (FL).

This point was driven home by Dr. Maryse Narcisse, the FL's spokesperson in Haiti, in an interview made in September but published last week by independent journalist Judith Scherr. "*The Haitian government and its allies are illegally preventing and excluding Fanmi Lavalas, from participation in the electoral process,*" she said, adding the "*exclusion is political, in violation of Haitian law and international human rights law.*" Narcisse recapitulated how the CEP concocted procedural games and excuses to exclude the FL and then flouted a Mar. 9, 2009 court ruling that the FL should be included. "*The CEP decided not to respect the court decision and wouldn't allow us to participate,*" she explained.

Narcisse's remarks were reinforced by Aristide, who broke his long silence with an exclusive interview with filmmaker and journalist Nicolas Rossier first published in *Haïti Liberté* on Nov. 10, causing a sensation in Haiti and its diaspora. "*They talk about democracy but they refuse to organize free and fair democratic elections,*" he said. "*Is it because of a kind of neocolonial occupation? Is it because they still want exclusion and not inclusion?... They are not planning to have free and fair democratic elections. They are planning to have a selection. They excluded the Lavalas party, which is the party of the majority.*"



Haitian police during anti-occupation demonstrations in Port-au-Prince on Nov. 18

Haiti Liberté

The interview was remarkable because Aristide replaced his diplomatic approach of recent years with frank talk, particularly concerning Haiti's occupation. "*[T]here is a kind of neo-colonial occupation of 8,900 UN soldiers with 4,400 policemen spending, more or less, fifty-one million US dollars a month in a country where 70% of the population lives with less than a dollar a day,*" he said. "*In other words it's a paradise for the occupiers. First we had the colonization of Haiti and now we have a kind of neo-colonial occupation of Haiti. In my view, they don't want me back because they still want to occupy Haiti.*"

Such blunt remarks may surely help to fuel the growing anti-occupation and anti-"selection" uprising, but outrage at the pace of the cholera crisis is the protests' wellspring. Doctors Without Borders emergency coordinator Ivan van Gayton called on the world "*to realize the urgency of this medical disaster*" unfolding in Haiti, and spreading to the Dominican Republic (four cases) and even Florida (one confirmed case).

Doctor and US Sen. Bill Frist warned in a public letter that "*the cholera outbreak is being vastly underreported and underestimated. My sources on the ground in Haiti have estimated that the current epidemic is up to 400% worse than the official numbers reflect.*" The Pan American Health Organization (PAHO) has forecast that about 2% of the population, or about 270,000, are likely to be affected. But Frist dismisses that figure as too optimistic and warned that "*we should expect an attack rate of up to 5-8%, according to the Refugee Health Manual. At this rate, we can expect as many as 500,000 to 800,000 cases of cholera. Due to the intense overcrowding, these cases might not be spread out over six months, but rip through the population in six weeks.*"

Ten days ago, the UN appealed for $164 million to address the crisis, but has only collected $6.8 million, said Elisabeth Byrs, spokeswoman for the UN's OCHA Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). "*Financing is much too weak,*" she said. "*It's a situation of extreme urgency, a question of hours. The epidemic is not waiting and is continuing to unfold.*"

This dramatic health crisis has led the lowest polling four of the 19 presidential candidates to call on Préval to postpone the election. Garaudy Laguerre of Wozo, Wilson Jeudy of Force 2010, Dr. Gérard Blot of the Dec. 16 Platform, and independent Dr. Josette Bijou issued a joint statement saying the polling would be spoiled by the "*protests, mourning among the population and the disastrous humanitarian situation.*"

Leslie Voltaire of the Together We Are Strong party concurred. "*The nation is not in the mood for the election,*" he told the *New York Times.*

But most of the other candidates want to push ahead, and there are growing reports of violent clashes between partisans of the different campaigns. On Nov. 22 in the Grande Anse department, in the town of Beaumont, security guards with the Célestin campaign opened fire on partisans of the Respect party's candidate Charles Henri Baker, killing two of his supporters, Ti Peau Plume and Jean Wilnes. That is the Baker campaign version. Sen. Joseph Lambert, the coordinator of the Célestin campaign, claims that Unity partisans were fired on for "*two or three hours*" by Baker partisans and had to be rescued by UN troops and PNH officers. He said that Unity campaign security "*did not give a riposte*" precisely to "*not give credence to the inevitable allegations that Unity resorted to violence against its rivals.*"

But former Préval prime minister Jacques Edouard Alexis, who had long expected to be Unity's candidate, renewed his charges this week that Unity was distributing weapons and preparing to sow violence and confusion during polling to carry out electoral fraud.

continued on p(18)

New York:

Demonstration Against Clinton's Role in Haiti



Marchers crossing through Harlem on Nov. 19

Tony Savino

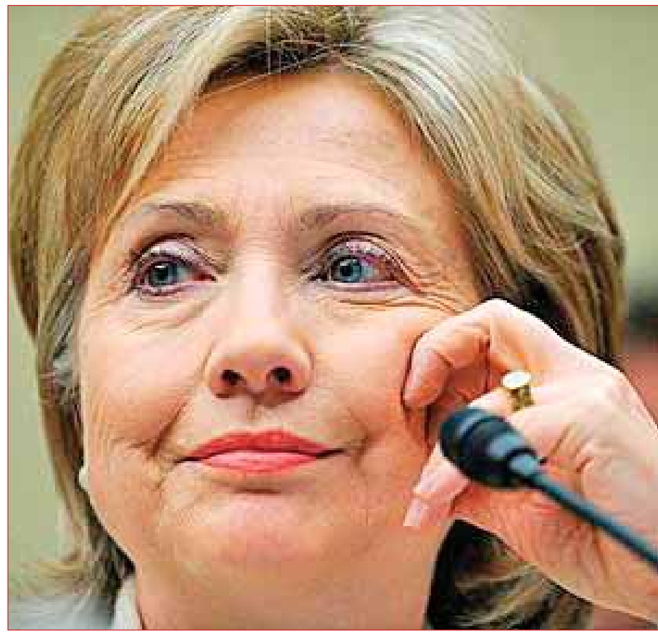
By Kim Ives

Several dozen demonstrators marched through Harlem on Nov. 19 to protest Bill Clinton's presence in both Haiti and Harlem, where his office is based. Afterwards, there was a teach-in at St. Mary's Catholic Church on West 126th Street, where the speakers included Omali Yeshitela (Chair of Black is Back), Glen Ford (Executive Editor of Black Agenda Report), Nellie Hester Bailey (Harlem Tenants Council), Ashley Smith (International Socialist Review), Kim Ives (Haiti Liberté) and Ray LaForest (International Support Haiti Network). In the evening, several films on Haiti were shown at the Maysles Cinema on Lenox Avenue, followed by a presentation by Roger Leduc of the Haitian Coalition to Support the Struggle in Haiti(Kakola), Marquez Osson (WBAI Radio, "Haiti: The Struggle Continues") and Ray Laforest.

L'AFRIQUE D
NOUVELLE AV
IMPÉRIALISMES
ET EURO



Nicolas Sarkozy, le petit homme de l'Elysée



Hillary Clinton

« N'oublies pas, ne prends pas comme une fatalité ce qui n'est pas encore advenu, ni comme impossible à réaliser ce que tu désires le plus »

Epicure (lettre à Ménécée)

Par Luis Amaro*

Les Etats-Unis d'Amérique sont les plus voraces consommateurs de pétrole au monde, consommant 21,7% de tout le pétrole extrait, alors qu'ils ne concentrent que 5% de la population mondiale, important 57% de celui qu'ils consomment, reposant de moins en moins sur leur propre production. « *Même en augmentant leur efficacité énergétique, les Etats-unis auront besoin de nouveaux fournisseurs extérieurs, on prévoit qu'en 2020 la demande sera de 22 860 millions de barils par an tandis que la production intérieure atteindra seulement 15 480 millions* », affirmait le rapport présenté par Dick Cheney au président Bush en 2001, recommandant « la diversification et l'augmentation de l'approvisionnement extérieur », mettant en garde contre le fait qu' « *une interruption significative de l'approvisionnement extérieur mettrait en danger notre économie et notre capacité à atteindre nos objectifs économiques et politiques.* »

En d'autres termes, les grandes multi-nationales du pétrole - ici représentées par Dick Cheney - trouvaient qu'il est plus profitable de voler le pétrole des autres ; et la Maison Blanche soutint cette pratique. De fait, en se basant sur ce rapport, l'administration Bush a réduit les fonds alloués à l'augmentation de la production nationale et à la recherche de solutions alternatives nationales, cherchant en cela à renforcer le discours selon lequel l'approvisionnement extérieur de pétrole continuerait à augmenter et devrait se diversifier.

C'était l'objectif des grandes multi-nationales du secteur, et c'était la proposition du Council on Foreign Relations (CFR) quand il affirmait que « *l'on devait favoriser la recherche d'approvisionnements pétroliers autres que ceux du Golfe Persique* ».

Les autres éléments, liés à la recherche de nouvelles sources de pétrole, sont de nature technique, c'est-à-dire basés sur les réserves existantes particulièrement dans la péninsule Arabique; les grands champs pétroliers d'Arabie Saoudite sont en déclin, comme celui de Ghawar, qui au lieu d'extraire 22 millions de barils par jour comme prévu pour 2025, s'en tiendra finalement à 12,5 millions. Ceci est une des raisons majeures pour lesquelles il existe une quête croissante d'autres lieux d'extraction, les plus convoités de tous, étant ceux d'Afrique occidentale.

En fait, les pays d'Afrique occidentale fournissent actuellement 18% du pétrole que les Etats-unis importent et ce chiffre atteindra les 25% en 2015; cette région, qui possède des réserves de 40 milliards de barils, est d'une importance stratégique fondamentale pour les Etats-unis et la raison pour laquelle les six pays qui font partie de l'ECOWAS (Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale - Angola, Tchad, Guinée équatoriale, Gabon et Nigeria) ont été courtisés par l'administration Bush qui est soudainement tombée amoureuse du continent africain.

Il y a, pourtant, des raisons à cet intérêt soudain

Premièrement, parce que les prévisions sur les quantités de pétrole existantes sont les plus importantes que nous connaissions à ce jour, « *on espère que l'Afrique occidentale deviendra le principal fournisseur du marché américain* »[1]; deuxièmement, parce que la concurrence est faible, puisque la Chine va focaliser son intérêt sur les pays d'Afrique orientale; troisièmement, parce que le brut est de « haute qualité et de faible teneur en souffre, idéal pour être raffiné sur la côte Est »[2] des Etats-unis; quatrièmement, car les perspectives sont colossales en ce qui concerne le Nigeria, l'Angola, le Gabon et le Congo-Brazzaville et les investissements déjà réalisés, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, dans la construction d'un oléoduc qui relie le Tchad au Cameroun sur la côte occidentale Africaine, ne sont pas négligeables.

Cinquième et dernier argument: la docilité des gouvernements par rapport aux multi-nationales et à l'impérialisme, et la corruption alimentée par les grandes entreprises, font de cette région du monde le terrain idéal pour sa transformation en une nouvelle arrière-cour américaine.

Il existe également des raisons de nature géo-politique qui se trouvent à la base de ce changement radical de politique des Etats-unis par rapport à l'Afrique qui est passé du laissez-faire à un engagement rapide et de grande ampleur politique, diplomatique et militaire, et d'ingérence dans la vie d'États souverains.

La présente croissante de la Chine, du Brésil et de l'Inde en Afrique - qui ne peuvent se comparer, ni dans la forme ni dans leurs objectifs, avec les objectifs de l'impérialisme américain - est l'autre raison expliquant ce changement de stratégie de la politique étrangère états-unienne par rapport au continent, que l'occupant de la Maison Blanche soit républicain ou démocrate.

Parlez d'une voix douce mais avec un gros bâton à la main

Ce proverbe, d'origine africaine, synthétisait la politique étrangère du président Theodore Roosevelt, qui l'utilisait fréquemment pour dire: ou les pays obéissent au diktat des intérêts américains, ou la force parlera, c'est-à-dire, l'agression militaire.

Plus de cent ans se sont écoulés, mais cela continue d'être le coeur de la politique étrangère des Etats-unis, comme l'a très bien exprimé récemment le journaliste archi-réactionnaire Thomas Friedman en affirmant: « *la main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans son poing invisible* ».

Pour défendre les intérêts des multi-nationales du pétrole en Afrique, il faut même un poing, et un poing fort. « *En 2008, Chevron a réalisé des profits de l'ordre de 23 milliards de dollars, la moitié provenant d'Afrique; Exxon-Mobil a réalisé 45,2 milliards de dollars, 43% de la même provenance, tout comme c'est le cas pour un tiers des importations de la BP* »[3], pour ne citer que ceux-là. Avec ces profits colossaux, il n'est pas étonnant que les grands monopoles soient intéressés au maintien du statu quo et il est nécessaire pour cela que quelqu'un les défende.

Le poing dont le réactionnaire Friedman parle a un nom - Africom

Le gouvernement au service des pétroliers de George Bush, donna une suite pratique aux recommandations du CSIC (Center for Strategic and International Studies) qui affirmait: « *étant donné les intérêts énergétiques croissants dans la région, nous recommandons que les Etats-unis fassent de la sécurité et de la gouvernance dans le Golfe de Guinée une priorité absolue de la politique étrangère des Etats-unis par rapport à l'Afrique, en défendant une politique ferme pour la région* », en d'autres termes - militariser les relations des Etats-unis avec l'Afrique. Ainsi, George Bush, inlassable serviteur des intérêts des multi-nationales du pétrole, a réalisé une tournée africaine en février 2008.

Ce n'était pas fini puisque George, appliqué, avait créé une structure de commandement indépendante pour l'Afrique - l'Africom, le poing - laissant la poursuite de cette politique au charismatique et candide Obama qui, sans sourciller, mettra en œuvre l'agression, cette fois à l'échelle d'un continent, confirmant que plus les choses changent, plus elles restent identiques dans la politique étrangère de l'impérialisme.

De la Françafrique à l'impérialisme européen

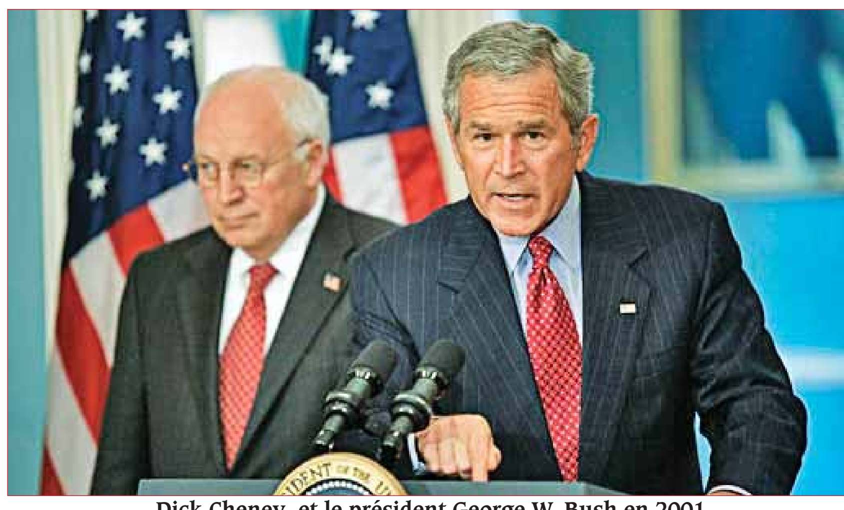
Déjà en 2005, comme préparation à ce qui a suivi, le Pentagone avait lancé l'Initiative contre-terror-



Les Etats-Unis d'Amérique les plus vora



Bush avait créé une structure de commandement indépendante pour l'Afrique, l'Africom, laissant la poursuite de cette politique au charismatique et candide Obama qui, sans sourciller, mettra en œuvre l'agression



Dick Cheney et le président George W. Bush en 2001

DE L'OUEST:
ENTURE DES
S ÉTATS-UNIEN
OPÉEN !



ces consommateurs de pétrole au monde



Conférence des grandes multi-nationales sur l'Afrique



L'impérialisme américain se soit lancé dans la militarisation de l'Afrique, les commanditaires de la politique étrangère de l'Oncle Sam





Le Pentagone désigne l'Africacom comme un commandement de combat unifié, qui combinera des fonctions militaires et civiles, cela afin de promouvoir leur image de « bons rapaces » – goodfellas

iste Trans-saharienne (TSCTI) et, auparavant, tant les Etats-unis que la France, particulièrement cette dernière, avaient une présence militaire en Afrique.

Pour dire vrai, les Américains ne sont pas les seuls à jouer les mauvais rôles dans l'affaire.

La France, comme ancienne puissance coloniale, a continué, jusqu'à récemment, à jouer le rôle de bras armé du néo-colonialisme. En Côte d'Ivoire, sont stationnés 3 000 soldats français et au Togo voisin se trouvent encore plus d'hommes et d'appareils aériens.

La France, pour des raisons budgétaires, s'est vue contrainte de commencer à mettre un terme à l'aventure néo-coloniale, réduisant les effectifs et fermant des bases entre 1997 et 2002. Sarkozy est le fossoyeur - bien à contre-cœur, en vérité - de la Françafrique, cette politique française particulière pour l'Afrique, en recherchant désormais l'européanisation de l'intervention militaire, selon le général Dominique Trinquand.

Cette prétendue européanisation nous laisse nous, portugais, soucieux tout du moins, étant donné la soumission aux intérêts impérialistes, manifestée de nombreuses fois par « nos » gouvernements.

De toute façon, le petit homme de l'Elysée ne portera pas l'idée plus loin: l'Empire commande et lui n'aura pas d'autre choix que de baisser la tête.

En fait, avant que l'impérialisme américain se soit lancé dans la militarisation de l'Afrique, les commanditaires de la politique étrangère de l'Oncle Sam avaient déjà estimé les implications/collisions possibles avec la présence française en Afrique et ont été clairs: « *alors que les français vont réduire leurs forces en Afrique, les Etats-unis augmenteront les leurs* » et « *d'autre part nous pouvons dire qu'une force Américaine en Afrique sera le signal que l'exclusivité de l'influence militaire française est terminée, concrètement* » [4]

Sarkozy l'a compris. Adieu à la France impériale!
Préambules à une occupation

Il y eut plusieurs tentatives pour localiser en Afrique le quartier-général de l'Africom, qui ont été contrariées par l'opposition de plusieurs pays confrontés à la colère populaire que de telles bases pourraient susciter, ce qui n'a pas empêché les relations publiques de l'Africom de mentir en affirmant que « *plusieurs pays africains ont déjà offert leurs services pour accueillir le Quartier-général* », rappelant en même temps que « *quelque soit la localisation du futur quartier-général, il sera nécessaire d'avoir des bases dans le Golfe de Guinée* ». Pardi! C'est là que se trouve la poule aux œufs d'or ?



Les grands champs pétroliers d'Arabie Saoudite sont en déclin, comme celui de Ghawar

Le manque d'un quartier-général n'empêche pas les militaires américains et les mercenaires qu'ils payent de lancer des opérations clandestines à partir des bases de satellites étrangers localisés au Kenya et à Djibouti.

Cependant, le budget de l'Africom est passé de 60 millions à 310 millions de dollars, hors coûts des opérations; fut nommé commandant l'un des seuls cinq afro-américains parvenus au rang de général quatre étoiles; ont été lancées des manœuvres navales de grande envergure dans le Golfe de Guinée; on développe d'intenses campagnes de persuasion, notamment en fournissant du matériel militaire, des cours et des voyages d'étude, ainsi que des formations à des hauts gradés africains officiellement désignés comme *friendly african militaries* (militaires africains amis) afin qu'ils ferment les yeux sur ce qui va suivre; sur le plan diplomatique, le mouvement est tout aussi intense, pas seulement parmi les capitales africaines mais aussi parmi celles européennes, et Lisbonne en particulier.

L'argent ne manque pas. Rien que cette année vont être dépensées, pour un seul programme de 431 activités et impliquant 40 pays, 6,3 milliards de dollars.

Le Pentagone désigne l'Africacom comme un commandement de combat unifié, qui combinera des fonctions militaires et civiles, cela afin de promouvoir leur image de « bons rapaces » - goodfellas.

Toute agression impérialiste s'est toujours présentée, publiquement, de la manière la plus altruiste possible; en Afrique, elle est présentée comme une action humanitaire pour combattre la maladie et l'analphabétisme, pour la construction de logements, l'attribution de bourses d'études et ainsi de suite que de nobles objectifs !

L'autre argument est la lutte contre le terrorisme qui a bon dos et sert même à couvrir les actions terroristes de l'impérialisme états-unien.

Les véritables objectifs de cette nouvelle agression, qui n'en est encore qu'à ses débuts - et que, en cela, il est urgent de le dénoncer dès maintenant- ont été éventés clairement dans les lignes précédentes, je l'espère.

La force occupante et l'OTAN

L'OTAN a cessé depuis longtemps d'être une organisation « défensive » de l'Atlantique-Nord, s'assumant comme un bloc militariste mondial, et donc présent aussi en Afrique où, du reste, elle a développé une intense activité, notamment sur la Corne de l'Afrique et, particulièrement, au Soudan. Si dans cette partie de l'Afrique les intérêts ne sont pas exclusifs, on peut imaginer ce qui se trame pour l'Afrique occidentale, où se trouve ce pétrole vital pour l'Amérique.

Des différents pays grands producteurs de pétrole de cette région, le Nigeria et l'Angola sont ceux qui ont le plus grand potentiel; mais on trouve également Sao Tome et Principe, dont les perspectives en termes de réserves pétrolières restent dans le secret des dieux, malgré le fait que les grandes compagnies américaines y installent des plates-formes pétrolières et perforent frénétiquement. Hillary Clinton, a visité récemment l'archipel - on perçoit ainsi que ce petit pays est sur l'agenda des priorités américaines - et « offert » la construction d'un port, ce que le premier-ministre de Sao Tome a tenu à saluer en déclarant aux médias que ce serait un grand port, ce qui a été ensuite rectifié par les américains quant à ses dimensions - il serait beaucoup plus petit, disent-ils On voit.

Selon un commandant américain en Europe, « ce petit port » comme le dit Hillary Clinton, serait une base militaire et navale de la taille de Diego Garcia dans l'Océan indien.

C'est aussi pour le sort du continent africain, et toutes ces raisons-là que nous défilions aussi à Lisbonne ce 20 novembre, sous le mot d'ordre Oui à la paix - Non à l'OTAN!

***Luis Amaro, un des coordinateurs de la campagne portugaise "Oui à la paix! Non à l'OTAN!"**

Notes

[1] Rapport de 2006 du CFR sur la dépendance énergétique des Etats-unis et ses conséquences sur la sécurité nationale, p 132

[2] Idem

[3] Rapport 2010 du Center for American progress

[4] Andrew Hansen - CFR - 8 février 2008

Traduction MA
Solidarite-Internationale 21 Novembre 2010

Colombie : déclaration des Farc sur l'assassinat du commandant Briceño

Une mort glorieuse triomphe du temps et prolonge la sublime existence jusqu'à la plus lointaine postérité.

Simón Bolívar

Jorge Briceño VIT !
Biographie de l'héroïque guérilléro

30 avions et 27 hélicoptères, 7 tonnes d'explosif tritonal* et la technologie militaire de pointe du South Command étatsunien et du Mossad israélien, une utilisation disproportionnée de la force de frappe et de la violence terroriste de l'État, tout cela réuni contre un homme installé dans ses quartiers dans la montagne. Il ne représentait pas un homme mais tout un peuple.

Ce qui s'est passé le 22 septembre très tôt le matin dans les forêts de la Macarena n'a pas été un combat mais un infâme assassinat, un massacre exécuté sans risque, bien sûr, par un État terroriste subordonné aux diktats de Washington. C'est contre le commandant Jorge Briceño, du Secrétariat des FARC, qu'ont été concentré tout le feu et toute la haine d'une caste dominante criminelle, d'extrême-droite, qui depuis des décennies met le pays à sang et l'appauvrit.

Jorge était un symbole vivant, un symbole puissant, de rébellion et d'espoir pour le peuple des plaines de Colombie, il était sorti de l'école de guerre des guérillas mobiles créée par le légendaire Manuel Marulanda Vélez. C'était un être d'une humanité exceptionnelle, et donc aimé par les gens et les troupes de la guérilla. À l'époque de la zone neutre et des dialogues de paix, lorsqu'il apparaissait, de temps en temps, au milieu de la population de La Macarena, un attroupement d'enfants pieds nus, bruyants, le suivaient dans les rues poussiéreuses. Lui, il était heureux, et les laissait lui ôter son béret et entrer dans son cœur, comme dans la chanson Jojoy de Julián Conrado. Il était comme un aimant, il entraînait le peuple sur son sillage et se fondait avec ses rêves. Paysans, ouvriers, chômeurs, maires, curés, universitaires, syndicalistes, enseignants, étudiants, afro-descendants, ménagères, tous écoutaient la magie fougueuse de ses paroles qui faisaient alusion au rêve de la Nouvelle Colombie, la Patria Grande et le Socialisme.

C'était un dur, oui, mais il était d'une grande tendresse. Fort contre l'ennemi, affectueux avec son peuple. Dans son sac à dos, le Journal du Che ne manquait jamais. Il se nourrissait avec avidité de la pensée de Guevara, et il avait appris à s'endurcir avec ce guérillero, sans jamais perdre la tendresse. Ce guerrier nourrissait une passion pour les héros et leur désir ardent de liberté et justice.

Il était entré dans les FARC en 1968. C'était à l'époque féroce du Front National bi-partiste et oligarchique, le parti de la répression et de l'exclusion brutale, qui voulait criminaliser le droit des peuples d'accéder à la politique. Il a porté bien haut les couleurs communistes, toujours à côté de Manuel et de Jacobo, et c'est par les vicissitudes de la juste guerre contre l'oppression qu'il s'est forgé les qualités de guérilléro.

Il était surnommé « Mono » pour son teint blanc ou ses cheveux clairs, blonds ou roux, et « Jojoy » pour un tic de jeunesse. Et c'est ainsi, armé de son fusil à l'épaule et de sa politique, que le jeune « Mono Jojoy » a traversé les trois cordillères des Andes, par le versant escarpé colombien.

Il a gagné sa première révolution contre lui-même. Implacable avec ses défauts humains qu'il surmontait, peu à peu, à la force du poignet, il est parvenu de façon naturelle à ce que son imposante force politique et guerrière d'homme nouveau soit reconnue de tous. De sa fibre humaine, ce qui a le plus vibré, a été sa passion pour la liberté et ce désir de dignité pour tout un chacun, si chers à son cœur.

La figure de Jorge fera son chemin dans l'immense forêt du Caguán, dans ses ports fluviaux aux eaux jaunâtres, et atteindra la dimension insolite de légende. Constructeur infatigable de parti et de milices populaires, il sera une cheville ouvrière de l'Union patriotique comme alternative politique et poussera à remplacer la culture de la coca par celle du caucho [caoutchouc] et du cacao. Conscient de l'importance de la propagande révolutionnaire, il fait installer, pour la première fois, une presse offset en plein cœur de la montagne. À Remolinos et à Santo Domingo, il est l'homme de la logistique, des uniformes, des armes, des finances. Formateur de cadres, il faisait venir les cadets tout frais diplômés de l'École Nationale, pour s'informer des nouvelles connaissances techniques enseignées. Il n'a jamais été gêné par ce qu'ils pouvaient savoir de plus que lui, au contraire, il les accueillait avec admiration et apprenait beaucoup d'eux. Il accumulait Insatiablement les connaissances.

Puis le guerrier a surgi dans les plaines indomptables et sauvages qui s'étendent sur la moitié du territoire et ont une riche histoire de rébellion contre le pouvoir central. Là, il a gravé son nom, dans le même moule doré que celui de Marulanda et de ses camarades, avec les attributs de stratège militaire et politique, combattant en première ligne et meneur de groupes guérilleros vers la capitale. Le pouvoir de Jorge, son leadership imposant, captivant, se fondait dans la direction collégiale et dans le grand amour que lui portaient les guérilleros et le peuple.



Le commandant Jorge Briceño assassiné le 22 septembre 2010



Chez les FARC nous n'avons pas l'âme de traîtres, mais celle de patriotes et de révolutionnaires

Aucun chef rebelle de Notre Amérique n'avait été attaqué avec autant de férocité. Les 50 bombes intelligentes made in USA qui ont détruit et rasé son poste de commandement, n'ont pas suffi à calmer la haine des oligarques. Après s'être assuré de la mort du commandant, le gouvernement a lancé, de toutes parts, l'attaque médiatique la plus infâme contre son image et l'exemple de dignité qu'il a donné ; chimérique et vaine tentative. La stratégie ne visait pas à tuer seulement la personne, mais aussi le rêve de cette immense foule de gens simples qui croit au projet politique libertaire des FARC-EP. Sang et feu, terre rasée, terrorisme d'État, sont les pratiques courantes du régime pour défendre les intérêts des transnationales, la bourse et le pouvoir d'une oligarchie apatride à la botte des Yankees.

Face à cette barbarie de l'État, la dynamique Catherine Ashton, Commissaire de l'Union Européenne n'a pas pipé mot, de même que ceux qui condamnent sans cesse nos modestes moyens de résistance. Nous n'en avons pas besoin ; la force morale des FARC est inébranlable. Nous savons bien que la perfidie de l'empire sexprime à travers leur voix.

Le commandant Jorge incarnait les plus profonds sentiments altruistes des FARC, dans la lutte et la résistance des populations contre le terrorisme d'État. Comme tout le monde sait, les États terroristes, telle la Colombie, cherchent toujours à projeter ce qu'ils sont sur ceux qui les combattent. C'est pour cela que le président Santos, depuis New-York, si près de son idéal de pensée, aboie comme un fou pour discréditer la lutte des populations pour la justice et déforme la réalité du conflit interne de la Colombie en essayant vainement de diaboliser le soulèvement armé et en stigmatisant Jorge, montré comme le symbole de la terreur et de la violence.

Que peut-on attendre de plus de ces sinistres personnages ? Il n'y a pas très longtemps, lorsqu'il était Ministre de la défense et des « faux positifs », Juan Manuel Santos plaisantait sur les cadavres de guérilleros tués aux Montes de María. Aujourd'hui, le chef actuel de ce ministère, monsieur Rodrigo Rivera, est plus attristé par la mort de la chienne Sasha que par les centaines de soldats morts et blessés sur les champs de bataille de La Macarena.

Le traquenard « Sodome », nom de l'opération qui a coûté la vie des nôtres, n'est rien d'autre que l'État colombien lui-même dans sa plus pure déliquescence morale. Le « terrier » du véritable monstre terroriste est le Palacio de Nariño où siège le gouvernement de Bogotá. C'est de là qu'a été planifié le désastre humanitaire dont souffre la patrie. C'est de cette antre même, que les têtes pensantes de la sécurité démocratique, si applaudie par le président Santos, ont ordonné les massacres contre la population sans défense, les exécutions extrajudiciaires (« faux positifs »), les fosses communes, les détentions massives, les disparitions et les déplacements forcés des populations, et tant d'autres crimes abominables contre l'humanité.

À ceux qui, aujourd'hui au gouvernement, ivres de triomphalisme, nous somment de nous rendre, nous répondons par les mêmes mots que le commandant Jorge Briceño adressait au général Padilla en janvier 2010, en réponse à une exigence identique : « Dommage que vous nous connaissiez si peu, Monsieur Padilla de León : en toute sincérité, sans haine ni rancœur et avec le respect que tout révolutionnaire garde pour ses adversaires, je vous réponds : Non, merci beaucoup, général. »

Chez les FARC nous n'avons pas l'âme de traîtres, mais celle de patriotes et de révolutionnaires.

Nous avons lutté et nous continuerons à le faire, avec courage, engagement et sacrifice pour renverser le régime pourri des oligarchies et construire un autre ordre social, ou parvenir à des accords qui permettent de construire une patrie pour tous.

Nous n'avons jamais proclamé le principe de la guerre pour la guerre, ni mené cette lutte comme un défi personnel, bien que nos objectifs soient ceux de parvenir à des changements profonds dans la structure sociale de la Colombie, qui prennent enfin en compte les intérêts des majorités nationales et des secteurs populaires et conduisent au renversement de l'actuel régime politique criminel, oligarchique, corrompu, absolutiste et injuste, comme nous l'avons consigné dans notre Plateforme Bolivarienne pour la Nouvelle Colombie.

Avec l'honnêteté de notre engagement pour le changement social et la loyauté que nous devons à notre peuple, nous vous garantissons que nous n'allons pas lâcher après plus de 40 ans de lutte, ni accepter une paix fallacieuse. Nous ne trahirons pas les rêves de justice de cette Colombie qui réclame la paix et la justice sociale, ni la mémoire des milliers de morts, ni les victimes des innombrables tragédies qu'a provoquées cette guerre cruelle que l'oligarchie a déclarée au peuple, il y a plus de 50 ans.

La Colombie a besoin de trouver la voie qui mette fin à cette guerre entre frères, des chemins de réconciliation qui nous mènent vers des accords de paix. Mais ça ne se fera pas par une fausse paix dans laquelle une minorité oligarchique va continuer à s'accaparer toutes les richesses, alors que l'immense majorité de la population reste écrasée par le poids de la pauvreté, la terreur militariste, la misère et la déchéance morale d'une classe dirigeante corrompue jusqu'à la moelle. La paix est le chemin le plus sûr pour arriver à reconstruire la patrie et à réconcilier tous les Colombiens.

Obtenir la paix en contrepartie d'une reddition ou d'une soumission, est une illusion de l'oligarchie. Ce serait un crime de trahison envers le peuple et ses désirs historiques d'obtenir, enfin, la justice sociale pour tous.

Des accords de paix oui, mais le point fondamental est : avec ou sans changement structurel sur le politique et le social ?

Plus de démocratie ou plus d'autoritarisme et plus de répression et de soumission à l'Empire ?

Suite à la page (16)

Nous sommes Sankara !

Par Chantal Epée

« Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons radicalement le dos à tous les modèles que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre 20 années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus là. Pas de développement en dehors de cette rupture là. Il faut ranimer la confiance du peuple en lui-même en lui rappelant qu'il a été grand hier et donc, peut-être aujourd'hui et demain. Fonder l'espoir ».

Thomas Sankara



Respects profonds et reconnaissants à ta mémoire Isidore Noël Thomas SANKARA

Quinze octobre 1987, qui se souvient qu'il a fait un peu plus froid même sous les tropiques ? Comme si une main glaciale avait étreint nos souffles. Qui remémore le fait que le monde a semblé s'arrêter ? Qui se rappelle le fait que beaucoup sont descendus du train de l'espoir croyant le message mort avec le messager ?

Le quinze octobre 1987, le héros est tombé. Nos vingt ans se sont pétrifiés comme se figeaient nos espoirs.

Etait-il possible que l'Afrique n'ait pas d'autre solution que l'acceptation servile de définitions d'elle-même et de sa destinée par d'autres ? Etait-il possible que la seule possibilité qui nous soit accessible soit celle d'accepter le mépris et l'offense faite à l'Afrique sans réagir ?

Etait-il possible que notre Thomas n'ait été qu'un combattant contre des moulins à vents le temps d'être arrêté ? Etait-il possible que la funeste et tentaculaire Françafrique ait eu à toujours le dernier mot sur nos destinées d'Afrique ? Il a soufflé sur nos cœurs un vent paralysant.

Isidore Noël Thomas SANKARA était devenu en quelques années le visage de nos rêves d'Afrique. Orateur exceptionnel il savait nous toucher dans ce que nous avions d'essentiel : notre africanité, notre dignité, notre humanité, notre appartenance pour une partie de la jeunesse à la gente féminine. Nous avions vingt ans et voici qu'un homme nous offrait par son regard, son action et ses mots des lendemains autres que le fait de marcher sur les sentiers largement battus de l'Afrique aux ordres.

Isidore Noël Thomas SANKARA, figure de la liberté, de la dignité, de l'audace, d'une jeunesse autrement. Les François Mitterrand et autres Félix Houphouet Boigny auraient voulu le réduire au rôle du jeune agité utopiste et incontrôlable. Ils auraient voulu que l'on ne voie en lui que cela. Mais voilà, Sankara était porté par un feu qui parlait aux braises de nos désirs de liberté et, en nous se levait un feu pour la terre mère, pour nos nations.

Il est une jeunesse en Afrique, jeunesse d'hier ou d'aujourd'hui qui n'a pas pour ambition de revêtir le costume de l'oncle Tom en singeant l'occident et ses valeurs. Cette jeunesse n'a pas pour fin l'entrée dans les schémas allogènes de la réussite au point de ne plus se soucier des intérêts du pays ou du continent. La force de la jeunesse c'est sa capacité à embrasser avec passion des idéaux élevés. Que communiquons-nous à notre jeunesse, laissons passer le souffle de Thomas.

Thomas Sankara a été une voix quasi prophétique pour réveiller nos esprits en somnolence pour les inviter à repenser l'Afrique autrement et avec espérance. « *La plus grande difficulté rencontrée est constituée par l'esprit de néo-colonisé qu'il y a dans ce pays. Nous avons été colonisés par un pays, la France, qui nous a donné certaines habitudes. Et pour nous, réussir dans la vie, avoir le bonheur, c'est essayer de vivre comme en France, comme le plus riche des Français. Si bien que les transformations que nous voulons opérer rencontrent des obstacles, des freins* » Thomas Sankara

Oh il ne caressait pas l'auditoire dans le sens du poil. Il lançait des défis par les mots. « *Ces aides alimentaires ( ) qui installent dans nos esprits ( ) ces réflexes de mendiant, d'assisté, nous n'en voulons vraiment plus ! Il faut produire, produire plus parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte*

Suite à la page (14)

La Révolution cubaine allant de l'avant: critique sur elle-même

Par Frei Betto

Dans le cadre des IV° Rencontres Nationales des éducateurs et éducatrices populaires qui ont eu lieu dans la capitale cubaine le 10 de ce mois, le Brésilien Frei Betto s'est adressé aux participants pour quelques considérations. Et là il a dit : La révolution cubaine bouge en étant critique sur elle-même.

Le frère dominicain Carlos Alberto Libânio Christo, plus connu sous le nom de Frei Betto, Compte tenu de leur intérêt politique et idéologique, nous reprenons à Cubadebate et à Jiribilla les paroles de Betto.



« En 2011, trente ans se seront écoulés depuis ma première visite à Cuba. Déjà je travaillais au Brésil avec la méthode de Paulo Freire. Convaincu de l'importance politique de l'éducation populaire, j'avais aimé apporter à Cuba cette contribution. Quand je suis arrivé, il y avait des préjugés non seulement envers cette méthode, mais aussi envers ce que représentait Freire. Son premier livre avait engendré une certaine méfiance entre les camarades du Parti Communiste de Cuba. Un marxiste chrétien, ça sonnait alors contradictoire: le marxisme était considéré comme une foi et on ne peut pas en avoir deux.

J'ai proposé alors à La Havane une Rencontre Latino-américaine d'Education Populaire. Les Cubains ont tout préparé, mais à la rencontre, il n'y avait pas un seul Cubain. Deux ans plus tard, je suis arrivé à ce que «Casa de las Américas» organise une seconde rencontre. Plusieurs Cubains étaient là comme simples participants et ils dirent qu'à Cuba tout était éducation populaire et qu'il n'y avait pas besoin d'un dispositif particulier pour cela. Lors de la troisième rencontre, la participation Cubaine a été active. Ainsi est née l'équipe du Centre Martin Luther King.

Mais Paulo Freire n'est pas le premier Latino-américain à parler de cette méthode. Pour rendre justice à l'histoire, le premier qui a pratiqué l'éducation populaire a été José Martí qui disait qu'il fallait emmener les maîtres dans les champs. Et avec eux, la tendresse qui faisait défaut aux hommes. Le Che avait sûrement lu cette phrase, lui qui disait qu'il fallait s'endurcir, mais sans perdre la tendresse. Pour Martí, «populaire» ne s'entendait pas au sens de «pauvre», mais de «habitant un village» [le mot «pueblo» signifie à la fois peuple et village). La distinction rigide qui s'appliquait en Europe entre classe bourgeoise et classe ouvrière, ne s'appliquait pas en Amérique Latine. La lutte, ici, a lieu entre ceux qui luttent pour la justice et ceux qui tentent de maintenir l'injustice. Tout ne s'explique pas par l'origine de classe. Si tous les pauvres avaient été révolutionnaires, il n'y aurait pas de capitalisme en Amérique Latine.

Peut-être que vous ne savez pas que les aigles peuvent vivre jusqu'à 70 ans; c'est un fait biologique. Mais, quand ils arrivent à 30 ou 40 ans, ils sont promis à la mort parce que leurs serres et leur bec ne sont déjà plus assez forts pour déchiqueter la viande dont ils se nourrissent. Aussi, quand ils sentent qu'ils peuvent mourir, ils volent jusqu'au sommet d'une montagne et s'arrachent les serres et le bec. Ils attendent ainsi des mois, jusqu'à ce qu'ils repoussent. Ainsi vivent-ils 30 ou 40 années de plus. Maintenant, l'aigle, c'est Cuba. Je le dis parce que j'achève de lire les «Lineamientos» pour le VI° Congrès du Parti Communiste: la Révolution Cubaine a la capacité d'aller de l'avant en étant critique sur elle-même. Ses réseaux d'éducation populaire ont une grande importance en cela.

J'ai assisté de très près à la chute du Mur (de Berlin) et aujourd'hui beaucoup se demandent: comment est-il possible qu'après 70 ans de socialisme, la Russie soit un pays connu pour son extrême corruption? Quelque chose n'a pas fonctionné: le socialisme a commis l'erreur de construire une maison neuve, mais il n'a pas su faire des habitants neufs. Les hommes et les femmes neufs ne se font pas automatiquement. Ceux qui naissent dans une nation socialiste, ne naissent pas nécessairement socialistes. Tout bébé est un capitaliste exemplaire: il ne pense qu'à lui!

Le socialisme est le nom politique de l'amour. Et l'amour est une production culturelle. Son objectif final est de créer une communauté d'amour, entre ses membres et à l'égard du monde. Il arrive que nous oubliions un principe marxiste. Moi, un Frère, j'ai été professeur de marxisme et ce n'est pas la seule contradiction de ma vie. L'être humain n'est pas une machine. Il y a deux choses qu'on ne peut pas prévoir mathématiquement: le mouvement des atomes et le comportement humain. La réflexion politique doit aller vers chaque humain en particulier. C'est pour cela que la Révolution Cubaine résiste, parce qu'elle n'est pas comme une perruque qui va de haut en bas, mais comme un cheveu qui pousse vers le haut. Ici, il y a eu une révolution d'un caractère éminemment populaire. «La victoria estratégica» de Fidel, ne parle pas d'éducation populaire, mais c'en est.

Je termine avec une parabole: il était une fois un homme très instruit idéologiquement, puissant dans son système, mais qui n'était pas heureux. Il est sorti dans le désert à la recherche du bonheur. Il est arrivé dans un pays arabe - comme on les décrit dans les légendes - et a voulu en acheter sur ses marchés. On lui a dit que cette marchandise n'existait pas, mais par un jeune il eut connaissance d'une boutique dans le désert où il pourrait en trouver. Il est parti avec sa caravane de chameaux, il a traversé le désert et il a vu la boutique, avec une enseigne qui disait «Ici, on trouve le bonheur». Il dit à la vendeuse: «Donne-le moi, combien ça coûte?» Et elle répondit:» Non, Monsieur, ici nous ne vendons pas le bonheur, nous le donnons gratuitement». Et elle lui apporta une petite boîte avec trois petites graines: la graine de la solidarité, celle de la générosité et celle de la camaraderie.» Cultivez-les - dit-elle - et vous serez heureux».

Merci beaucoup.

**Source: Cubadebate 14 Novembre 2010
Traduction : Alma CBL
CSL 19 Novembre 2010**

Pour ne pas mettre le Vibrion en colère…

Ak Dòk Fanfan

De temps à autre, dans les médias, on parle du «virus» du choléra. Ce n'est pas exact, car l'agent du choléra n'est pas un virus mais bien une **bactérie**. Le terme «microbe» pourrait encore passer quoique tendant à tomber en désuétude. Le terme médical, plus approprié, préférable à «microbe» est celui de «*micro-organisme*». En principe, ces micro-organismes sont pathogènes (provoquent une maladie). Un rappel tout juste pour vous mettre dans le bain. Ces *micro-organismes* comprennent :

1. Les **bactéries**, appartenant au monde animal. Ce sont :

a. des coques: bactéries arrondies, en forme de grains. Ex. L'agent de la méningite ou méningocoque; l'agent des furoncles ou staphylocoque)

b. des bacilles: bactéries allongées, en bâtonnets de formes et de dimensions variables (bacille de la typhoïde, du tétanos,)

c. des spirilles ou spirochètes. Ce sont des bactéries vrillées en forme de tire-bouchon (comme le *Tréponème pâle*, agent de la syphilis).

d. des vibrions : Ce sont des bactéries semblables à des virgules (agents du choléra).

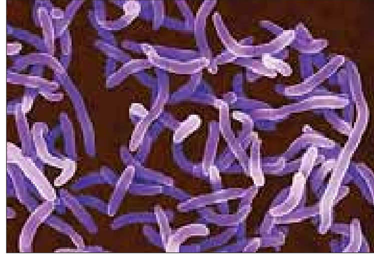
2. Les virus : visibles seulement au microscope électronique. Ils ne peuvent se développer qu'à l'intérieur des cellules d'un organisme vivant dont ils sont des parasites (virus de la grippe, de la rougeole, de la poliomyélite).

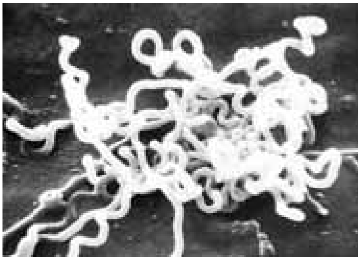
3.**Les champignons**, appartenant au monde végétal : les agents des mycoses cutanées (ex. la teigne), des mycoses pulmonaires (ex. l'aspergillose), des mycoses vaginales (ex. infections dues au *Candida albicans*), etc.

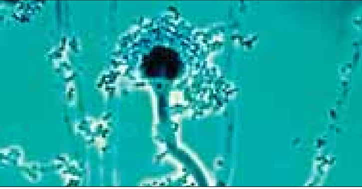
4. Les parasites divisés grosso modo en :

a. Protozoaires (unicellulaires) : les *Plasmodia*, agents de la malaria, les amibes (agents de dysenterie).

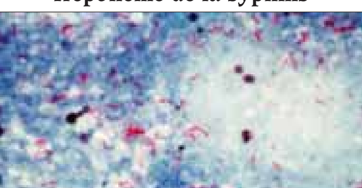
b. Métazoaires (pluricellulaires). Certains sont microscopiques comme les *Filaires*, agents de l'éléphantiasis (maladie causant un épaississement diffus de la peau [et des tissus sous-cutanés] qui ressemble à une peau d'éléphant). D'autres sont visibles à l'œil nu comme les vers (*Ascaris* et autres).

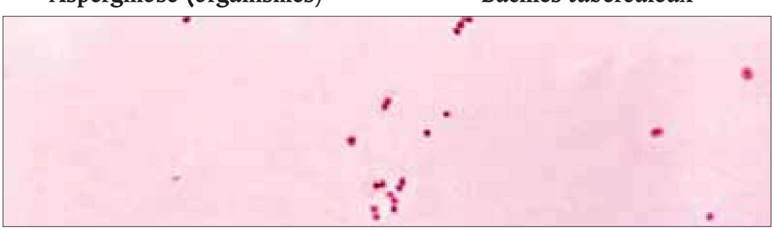

Vibrio cholerae


Tréponème de la syphilis



Aspergillose (organismes)


Bacilles tuberculeux


Méningocoques (agents de la méningite)

N.B Les 5 photos représentent des images microscopiques

« Danser avec la vie » c'est comme « naviguer avec la vie » !

Par Julien S. et Mickaël G.

Tandis que nous venons de vivre la semaine du créole, la fête du Banzil Kreyol, tandis que le CO.RE.CA. fête ses vingt ans de bons et loyaux services pour l'entraide et la fraternité qu'il sert si bien dans notre Caraïbe, tandis que notre Gwadloup va être en point de mire dans tous les médias avec la Route du Rhum qui nous tient tous en haleine, tandis qu'Haïti est en butte avec le choléra, tandis que la fête de la Toussaint nous a tous rassemblés… dans ce contexte foisonnant de nos îles, les **éditions NESTOR** viennent de sortir un livre d'un grand intérêt : **« Danser avec la vie » de Mireille NICOLAS**.

Ce livre magnifique retrace le parcours, comme une Route du Rhum réussie, du Frère Francklin ARMAND qui œuvre inlassablement depuis trente ans dans son pays Haïti pour le sortir de l'ornière. La Fraternité qu'il a fondée (Fraternité des Petites Sœurs et des Petits Frères de l'Incarnation) fait un travail de terrain remarquable, même si c'est dans le labeur et dans les larmes parfois (larmes que connaissent les navigateurs quand ils sont seuls en mer !).

La Fraternité de l'Incarnation a trouvé racine dans le monde paysan sur le Plateau Central à Pandiassou près de Hinche. Là les Fraternités ont aidé les paysans (cultures organisées, soins du cheptel, petites industries agro-alimentaires, artisanats locaux…), elles ont monté des écoles de proximité, des dispensaires, des centres de formations… et depuis trente ans tout cela a grandi et s'est répandu à travers le pays.

Dernière œuvre en date, et non des moindres, la création de lacs collinaires afin d'enrayer le déboisement si dévastateur, et faire revenir la faune et la flore. Tout cela dans un grand respect de l'environnement. Frère Francklin est en avance sur son temps ! En avance sur l'humanité qui traîne avec ses soucis d'environnement. Il a tout compris depuis le début. Il mène son « bateau » si l'on peut dire, avec une foi, une humilité et une conviction inébranlable. Et pourtant que d'embuches, que de souffrances, que de tiraillements, que d'incompréhension de la part des instances mondiales qui ne veulent faire confiance et crédit à personne en Haïti même.

Nous avons voulu interroger M. Jean-Marie GAUTHIER, notre conseiller principal d'éducation, qui est très impliqué dans la sortie de ce livre, en même temps que notre lycée professionnel de Blanchet est impliqué dans la Route du Rhum et dans la solidarité avec Haïti.

Avons-nous raison de faire le lien entre la sortie du livre « Danser avec la vie » et la Route du Rhum ?

« Bien-sûr que vous avez raison. Frère Francklin Armand est comme un capitaine de bateau qui depuis trente ans navigue, souffre, se ressaisit, travaille, œuvre inlassablement avec tout son équipage pour arriver à bon port, c'est-à-dire aider absolument le peuple haïtien à s'en sortir ! Bel idéal que tous ces navigateurs qui sont dans la Route du Rhum actuellement et vont nous donner à l'arrivée une belle leçon de fraternité et de passion ! Bel idéal, et qui concerne l'humanité entière, et pas seulement Haïti, que cette Fraternité de l'Incarnation qui ne cède pas aux sirènes de la facilité ni aux paillettes du matérialisme, mais s'ancre et œuvre dans la réalité du peuple haïtien pour l'aider concrètement et trouver des issues à ses problèmes. »

Quel est l'axe important vécu dans la Route du Rhum et quel lien avec l'œuvre du Frère Francklin, vous retenez, qui puissent aider l'humanité à aller dans le bon sens ?

« Ce qui est à retenir essentiellement chez ces navigateurs de talents (dont nous saluons tant de Guadeloupéens cette année) c'est la « passion de la mer » qu'ils ont en commun et le courage qui les animent pour aller jusqu'au bout. « La passion de la mer » se transforme chez Frère Francklin en « passion pour le peuple haïtien ». Lisez les récits des grands navigateurs, ils ont frôlé tant de précipices, mais sont restés lucides, compétents, courageux et humbles dans leur victoire. Frère Francklin ARMAND est un homme de foi, de terrain, d'espérance et de passion. De quoi faire se lever toute une jeunesse en quête de repères, d'absolu, de générosité, de talents. »

Et pourtant les embuches ne manquent pas en Haïti. La dernière en date, ce choléra qui menace tant de gens ?

« Et pourtant les Haïtiens sont debout. Et la Fraternité de l'Incarnation du Frère Francklin Armand qui est encore sollicité de partout dans ce combat là s'est mise à l'ouvrage et au service en dehors des plaintes mais avec dignité et courage. Pour gagner aussi ce défi sanitaire là. »

Un mot pour conclure ?

« Tout le monde est sur le pont dans cette Route du Rhum, si on peut dire. Que cet enthousiasme nous porte aussi pour la fraternité dans toutes les îles de la Caraïbe, comme le dit si bien Julien Mérion, et tout spécialement avec Haïti dont on peut dire qu'elle est à la proue du navire de l'Humanité ! »

Julien S. et Mickaël G.

(lycéens en 1°BAC Maritime au LPP de Blanchet

A Basse-Terre Guadeloupe)

Suite de la page (13)

également ses volontés. » 1ère conférence nationale des CDR, 4 avril 1986.

Les « aînés » africains et autres gouvernants français auraient aimé réduire sa passion et sa fougue en une exaltation de quelque illuminé, mais l'homme avait sur le monde plus qu'une œillade, il avait un regard, une vision.

Il a osé parler de et à l'occident avec fermeté : « Le pillage colonial a décimé nos forêts sans la moindre pensée réparatrice pour nos lendemains» 1983, Paris, Conférence Internationale sur l'arbre et la forêt.

Il s'est arrogé le droit de dénoncer et de s'attaquer aux fondations de la Françafrique. « *Le système néocolonial tremble quand le peuple devenu maître de sa destinée veut rendre sa justice* ! » (T. Sankara)

La pieuvre ne pouvait rester inerte elle avait un tentacule prénommé Blaise qui a opportunément oublié que Thomas et lui avaient été amis. Le tentacule osera nier cette amitié après le crime odieux. Thomas est tombé, Compaoré peut régner. Oui mais voilà après la tétanie, après la pétrification, après les colères et autres désespoirs, la voix et le souffle de Thomas éveillent encore et toujours nos esprits. Compaoré et ses comparses gouvernent (si l'on peut dire) des pays, mais ils ne règnent pas sur nos libertés de penser et d'envisager l'Afrique. Thomas et ceux qui l'on précédé ont frayé des chemins de liberté dans nos conscience. Ils ont tué un homme, ils ne l'ont pas vaincu pour autant.

Le message de Thomas Sankara était plus grand que les limites de sa peau, il continue à rappeler aux jeunes et moins jeunes qu'une Afrique autrement est possible. Les meurtriers coupables et ou complices de son assassinat n'ont pas tué le rêve ils en ont différé juste la réalisation. Un homme est mort mais il a semé des pousses d'espoir et par toute l'Afrique se lèvent et se lèveront des femmes et des hommes animés de cette sainte jalousie pour l'Afrique et qu'elle le veuille ou non la pieuvre lâchera prise et ira étendre ses ignobles tentacules ailleurs. « *Tuez Sankara, des milliers de Sankara naîtront* ! » disait Thomas Sankara.

Nous sommes des Thomas Sankara en puissance. Pour la cause de l'Afrique panafricaine et libre nous devons laisser passer le souffle qu'il portait.

Respects profonds et reconnaissants à ta mémoire Isidore Noël Thomas SANKARA. Que le souffle qui animait tes combats se ranime avec force ce jour et pour la suite des temps afin que l'Afrique, notre Afrique se lève comme un seul homme pour refuser désormais, pour refuser toute cession sur les terrains de la liberté et de la dignité.

Aussi imparfait qu'il ait été, sa fougue et ses erreurs ne l'avaient pas changé dans sa passion pour une Afrique libre et digne. Il avait rêvé l'Afrique autrement, le nom de son pays aujourd'hui est un écho de son rêve : le pays des hommes intègres.

Sommes-nous prêts à reprendre le flambeau. Le choc brutal de l'annonce de sa mort est passé, l'Afrique attend. Qu'il ne soit pas mort pour rien, pas plus que Lumumba, Nyobe, Biko et les autres.

Nous appelons des dirigeants sur le modèle de Sankara.

Sa vie, son passage élèvent notre niveau d'exigence quant à nos dirigeants.

A BAS LA FRANÇAFRIQUE ! VIVE L'AFRIQUE LIBRE DIGNE ET SOUVERAINE.

Nous sommes Sankara.

Nous sommes des héros qui ne demandent qu'à nous lever. Mais nous l'ignorons souvent.

Nous sommes africains.

Nous sommes l'Afrique.

A nous de nous lever et aux héros tombés sur le champ d'honneur de reposer en paix.

Election présidentielle



Le chanteur Gracia Delva et le candidat de l'Inite Jude Célestin

Suite de la page (7)

qui se passent de présentation au point de vue politique, moral et intellectuel.

Un quotidien sérieux de Port-au-Prince se voit même obligé de placer Michel Martelly parmi les potentiels gagnants d'une élection pour le poste de chef d'Etat d'Haïti, en omettant de citer les noms d'un Jacques Edouard Alexis ou de Lesly Voltaire, des grandes figures de l'Haïti d'aujourd'hui. Au moins, en tant qu'Haïtien on aurait l'air moins con, moins bête devant nos amis de l'étranger qui nous traitent déjà de tous les superlatifs, tant qu'on a perdu tous nos repères d'antan. En fait, le journal n'est pour rien dans l'affaire, il ne fait que suivre la tendance et pourquoi pas les sondages.

Mais à qui la faute ? Si effectivement, nous, dans nos réflexions plutôt rationnelles, nous ne comprenons pas très bien, tout en nous demandant ce que vient faire le musicien Sweet Micky dans une compétition présidentielle, puisqu'il ne s'agissait point de défilé carnavalesque ni de Rara, c'est parce que tout fout le camp. Il n'y a plus de repère. La vérité aussi est que, à travers le pays, certains, dégoûtés par les spectacles immondes offerts par l'équipe au pouvoir et ses alliés financiers depuis cinq longues années et en parlant maintenant de continuité avec leur candidat, préfèrent tenter leur chance avec un « blagueur », un comédien pour ne pas dire un Clown, quitte à faire passer tous les Haïtiens pour des rigolos.

Certes, l'on peut penser que Dieu nous épargnera cette humiliation. Que tout le monde se rassure, Sweet Micky ne sera pas élu Président de la République le 28 novembre prochain ni le 28 novembre de l'an dix mille. Pour nous, cela reste une certitude. En revanche, si cette élection présidentielle arrive à terme et si les gens veulent bien aller exprimer leur choix en tant que citoyens, ce vote sera, sans aucun doute, un vote de sanction contre le pouvoir sortant symbolisé par un Président René Garcia Préval, méconnaissable après sa métamorphose en loup contre le berger qui a conduit et poussé les brebis à l'accompagner jusqu'à la terre promise.

Cette élection du 28 novembre, si aucun oiseau de malheur du type Jacques Bernard, de triste souvenir, ne vient perturber sa réalisation, son déroulement et surtout la salle de « tabulation » où l'on peut jouer avec les chiffres et les pourcentages, on parie que ce sera un référendum « pour ou contre un troisième mandat » pour le Président Préval par le biais de son dauphin, Jude Célestin.

D'où une possibilité d'avoir un vote sanction contre celui qui a trahi sa classe sociale, son camp politique et ses amis de longue date pour embarquer avec ceux qui l'avaient toujours combattu et qui recommenceront certainement demain. En tout cas, l'enjeu de ce scrutin pour le Président Préval est à double facette : risque d'un échec personnel pour avoir investi tout le fond de tiroir de la République sur son parti *Inité* et risque d'un échec de son candidat Jude Célestin, subissant de plein fouet, l'impopularité et l'hostilité de la population à l'égard du pouvoir sortant.

Il y a aussi le cas du candidat de *Renmen Ayiti* (Aimer Haïti) le Notaire Jean Henry Céant qui, petit à petit, s'est imposé comme le véritable candidat de Lavalas dans cette élection. Or, de la manière dont les choses se présentent en cette dernière ligne droite, personne ne croit à une victoire du candidat de Préval, sauf par une fraude massive et risquée pour le pays. Et, vu que la campagne de Jacques Edouard Alexis a été, faute d'argent, très mitigée, cela ouvre d'autres perspectives pour un Céant, n'hésitant plus à haranguer la foule dans ses meetings au nom de la mouvance Lavalas et de l'ex-Président Jean-Bertrand Aristide.

C'est un secret de polichinelle en Haïti qu'un accord stratégique et tactique a été trouvé entre les principaux candidats, accord selon lequel n'importe d'entre eux arrivant en seconde position, face à Jude Célestin, bénéficiera automatiquement du soutien et de l'appui de tous les autres afin de former un front anti-Préval donc contre son candidat. Or, l'yppothèse d'un second tour n'est pas à exclure soit entre Mirlande Manigat et Jude Célestin ou entre Jean Henry Céant et Jude Célestin. Si cette hypothèse devrait se tenir, la possibilité d'une victoire de l'un ou l'autre de ces deux candidats de l'opposition est tout à fait plausible.

Sans exclure d'ailleurs un second tour entre Mirlande Manigat et Jean Henry Céant qui voit se rallier à lui de plus en plus de bases Lavalas, entre autres, l'organisation du père Gérard Jean Juste : Veye Yo. Quant au candidat de MPH, l'ancien Premier ministre Jacques Edouard Alexis en tournée dans le grand sud la semaine dernière, il a clairement déclaré, lors d'une conférence de presse aux Cayes, qu'il était disposé à soutenir le candidat le mieux placé, face au candidat Inité, si toutefois, il n'est pas qualifié pour le deuxième tour. Ce n'est un secret pour personne dans cette compétition électorale, politiquement le courant passe plus facilement entre les bases de l'ancien chef de la Primature et le Notaire que celles de la constitutionnaliste.

Pour revenir à ce qui commence à prendre de plus en plus l'allure d'un vote de sanction contre le futur ex-chef de l'Etat, donc contre son protégé Jude Célestin, le 28 novembre prochain, plusieurs meetings de celui-ci ont été perturbés à travers le pays par la population ou se sont terminées en queue de poisson tant la tension est à son comble au sein de la population qui en a ras-le-bol d'un pouvoir qui l'a ignorée pendant tout ce temps. L'épidémie de choléra est la goutte d'eau, qui a fait déborder le vase. Aujourd'hui, en Haïti, certains disent que même la nature est contre l'équipe au pouvoir, se basant des divers maux qui ont frappé le pays depuis l'avènement du Président Préval comme les signes « de la mal gouvernance ».

D'où l'urgence pour la population de se débarrasser de cette équipe au plus vite, mais de manière démocratique afin qu'il n'y ait prétexte ni de place pour des gouvernements provisoires, l'une des causes du retard dans la mise en place d'une vraie politique de développement national sur la base de la décentralisation. Si jusqu'au bout, certains doutent encore que les élections auront bien lieu à la date prévue, cela est dû justement à cette éternelle transition qui n'en finit pas, avec des régimes, ne respectant rien, ni les énoncés constitutionnelles ni les institutions de la République et enfin ni les citoyens.

Le peuple une fois encore a la parole. Qu'il saisisse cette opportunité qui lui est offerte afin de dire non à la poursuite de l'inacceptable et de l'indécence pourvu qu'on lui laisse la chance d'accéder aux isoloirs et de choisir librement, sans pression ni manipulation aucune, celui ou celle qu'il croit être le meilleur choix pour l'avenir de ses enfants, le sien et celui de son pays, Haïti.

Manifestants

Suite de la page (8)

surchargés par le nombre de malades et de mourants. Plusieurs se demandent où sont passés les milliards promis par les Etats-Unis et d'autres pays après le tremblement de terre, une partie seulement de ces milliards ayant effectivement été transférés au pays. Les Nations unies ont émis un nouvel appel pour un maigre 163,8 millions de dollars en fonds d'urgence pour confronter la présente crise.

« La situation est très alarmante », selon Stéphane Reynier, directeur des opérations pour Médecins sans frontières. Les structures de MSF sont surchargés par le nombre de patients, pas seulement à Port-au-Prince, mais nationalement. Nous sommes rapides et sur la ligne de front, mais nous ne pouvons contrôler une épidémie nationale seuls. Où sont les Nations unies? Où sont les O.N.G. ? Où sont les milliards de dollars promis après le tremblement de terre ? Il y a eu assez de réunions, maintenant nous voulons de l'action.

Le choléra, même s'il est très contagieux, peut être facilement prévenu et facilement guéri, lorsque l'on a accès à de l'eau potable, des installations sanitaires et à un service de santé. Pour la grande majorité de la population pauvre d'Haïti, toutefois, tout cela est hors de portée. Selon une étude datant de 2008, seulement 41 pour cent de la population haïtienne ont accès à des latrines et seulement la moitié a accès à de l'eau potable. Au moins 71 pour cent de la population n'ont pas accès à de l'eau potable en tout temps. A la campagne, les conditions sont encore pires. A l'Artibonite, le centre de l'épidémie, moins du tiers de la population peuvent bénéficier de l'eau potable ou d'installations sanitaires adéquates.

Ces conditions étaient présentes bien avant le tremblement de terre qui a dévasté Haïti en janvier dernier. En 2008, Partners in Health, une ONG basée à Boston ainsi que d'autres groupes d'aide ont publié un rapport intitulé « Le déni du droit à l'eau en Haïti » dans lequel on pouvait lire : « Le fait qu'il est généralement impossible d'avoir accès à une eau potable est un des principaux obstacles en Haïti lorsqu'il est question de respecter les normes les plus élémentaires des droits de l'homme. L'histoire a légué à Haïti, l'inégalité, la dictature, la corruption et une pauvreté extrême et persistante, qui tous, contribuent à leur façon à l'échec du gouvernement haïtien à offrir une eau propre à la population. Le non-accès à cette ressource cruciale continue à peser sur tous les aspects de la vie pour la vaste majorité des Haïtiens, contribuant à la mauvaise santé, à la famine et le peu d'opportunité de s'éduquer. La conséquence : un cercle vicieux de consommation d'eau contaminée, une hygiène publique inefficace, des crises de santé récurrentes et, sous-tendant tout ce qui précède, une pauvreté chronique et profondément enracinée. »



Les manifestants ont réagi en lançant des pierres, ils ont incendié un poste de police ainsi que des voitures de police de même et ont pillé un entrepôt de nourriture

Le rapport accusait les Etats-Unis et l'administration démocrate du président Bill Clinton d'avoir bloqué les prêts de la Banque interaméricaine de développement destinés à améliorer l'infrastructure d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Les tentatives de l'administration Clinton d'empêcher que ces prêts ne soient émis faisaient partie de sa campagne pour déstabiliser le gouvernement haïtien et pour mettre au pouvoir un régime plus soumis aux intérêts de Washington dans la région.

Dans la décennie qui a suivi, les conditions n'ont fait qu'empirer, alors que la politique américaine consistait à tenter de subordonner le développement du pays aux investissements des multinationales, à la recherche de travailleurs à bon marché et au même moment de contrôler l'agitation sociale au moyen du déploiement d'une myriade d'ONG et d'organismes d'aides. Un gouvernement central faible et corrompu n'a pratiquement rien fait pour développer l'infrastructure du pays. Cela a plutôt contribué à laisser le peuple haïtien sans défense devant une série de calamités, culminant dans le tremblement de terre de janvier dernier et dans celle de l'actuelle épidémie de choléra.

Wsws 18 novembre 2010

Suite de la page (8) La démocratie doit....

Du Niger à Haïti

Les organisations membres de la Fédération Alternative internationale sont elles-aussi parties prenantes de ce mouvement. En octobre 2010, Alternative-Niger, dans le cadre du processus, menant au Forum social mondial de Dakar (février 2011), organise à Niamey un forum thématique « Droit à l'alimentation et Souveraineté alimentaire ». L'objectif général de cette rencontre est de susciter une large adhésion populaire à une campagne de plaidoyer en vue, d'une part, de constitutionnaliser le droit à l'alimentation au Niger et, d'autre part, d'accroître le financement des politiques agricoles dans la perspective de réaliser la souveraineté alimentaire. Ce Forum va accueillir un millier de participant(e)s, venant de huit (8) régions du Niger et de quelques invités venant des pays du Sahel, particulièrement du Mali et du Burkina Faso. Le forum sera à la fois l'occasion d'une mobilisation populaire importante (on attend 5000 personnes à la seule marche contre la faim) et d'une réflexion collective (une dizaine d'ateliers thématiques et de conférences plénières) autour du thème général : « La démocratie doit nourrir les citoyens ».

Notre démarche ne s'arrête pas là. En septembre 2010, plusieurs groupes paysans et de la société civile haïtienne se retrouvaient à Port-au-Prince à l'invitation d'Alternatives (Montréal), de la Fondation Frantz Fanon et de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) pour discuter de souveraineté alimentaire, une thématique hautement remise à l'ordre du jour avec la catastrophe du 12 janvier 2010 (et conséquemment avec le Plan de relance agricole mis de l'avant par le gouvernement haïtien) et la forte mobilisation paysanne contre les semences transgéniques « généreusement » offertes par la multinationale Monsanto au lendemain du séisme.

De cette première discussion est clairement ressortie l'impérative nécessité pour la paysannerie haïtienne et la société civile dans son ensemble de remettre à l'ordre du jour la souveraineté alimentaire en Haïti tout spécialement dans le contexte de la mise en œuvre de la reconstruction haïtienne. Car même si le Plan gouvernemental reconnaît que l'agriculture demeure le plus important secteur pourvoyeur d'emplois en Haïti avec plus de 50 % de la main-d'œuvre, il n'est en mesure que de déployer un programme de 240 millions pour la relance agricole dont l'essentiel est pour l'achat d'intrants (semences, outils).

Mais malheureusement, la seule distribution de pioches, pelles et graines ne suffira pas à elle seule à s'imposer devant les 15 milliards de dollars annuels que les Etats-Unis versent en subvention à leur industrie agricole en mal de rendement et de dumping. La réflexion haïtienne agricole doit intégrer les notions de base de la souveraineté alimentaire pour organiser une production et une distribution alimentaires durables. Le moment est venu pour aligner les stratégies de résistance haïtienne avec celles des mouvements internationaux de la souveraineté alimentaire et du Forum social mondial !

Et c'est ainsi qu'est né un projet, un projet qui doit encore parcourir toute une société civile, mais dont l'objectif final sera la tenue en Haïti d'un Forum international sur la souveraineté alimentaire en 2012 qui serait à la fois dans la continuité du premier forum au Mali et au cœur de la lutte haïtienne pour la souveraineté. Tout est à définir encore prochaine étape, Dakar.

Alternatives Internationales 21 novembre 2010

Colombie

Suite de la page (12)

Nous vous invitons à réfléchir sur ces saines paroles pleines de bon sens et d'actualité, figurant dans le message que le commandant Manuel Marulanda Vélez avait adressé aux Forces Militaires : « L'avenir de la Colombie ne peut être celui de la guerre indéfinie, ni celui de la spoliation des richesses de la patrie, de même que notre souveraineté ne peut plus continuer à être honteusement laissée à la voracité des politiques impériales du gouvernement des USA ; nous sommes toujours prêts à nous asseoir et discuter sérieusement pour trancher nos différends, par un échange civilisé d'opinions permettant d'arriver à la suppression définitive des causes politiques, économiques et sociales qui génèrent le conflit interne, pour le bien des futures générations de compatriotes »

Pour certains analystes mercenaires, qui paraît-il sont les seuls spécialistes du conflit, le coup de la Macarena « laisse les FARC sans leader et sans possibilités de se reconstruire ». L'agent de la CIA, Alfredo Rangel, s'imagine que les FARC sont maintenant orphelines avec un moral au plus bas, pas loin [ad portas, dans le texte original (aux portes) NdT] de l'abandon de la lutte armée...S'ils pensent ça, ils se trompent lourdement. Ils sont, comme toujours, à côté de la plaque et refusent de comprendre que nous sommes une direction collective, un groupe collégial de nature politique et militaire à tous les niveaux de sa structure de commandement. Ils ne peuvent pas percevoir dans le brouillard d'une analyse partiale, fondée sur leurs propres fantasmes, le pouvoir de cohésion spécifique à l'État Major Central des FARC et de son Secrétariat. La lutte révolutionnaire a tout prévu jusqu'aux ultimes cas de figures, ainsi toutes les instances de commandement des FARC fonctionnent avec des suppléances afin de remplacer rapidement les postes devenus vacants à cause des pertes inhérentes à la confrontation ou pour d'autres motifs. C'est pour cela que le Commandant Pastor Alape, et avant la disparition de Jorge, était déjà le membre principal du Secrétariat, pendant ce temps, le Bloc Commandant Jorge Briceño a pu se restructurer, en désignant en son sein un nouveau suppléant.

Nous ne sommes pas des soldats novices, le résultat incertain d'une bataille ne nous affole pas. Nous nous battons pour la paix, la Nouvelle Colombie, la Grande patrie et le Socialisme, pour un nouveau pouvoir. Le guérillero farien porte en lui la conscience et la loyauté à la cause, et il sera toujours avide de lutte et de victoires. Comme le disait le commandant Jorge quelques jours avant son départ : « *Nous sommes des éléments de la lutte populaire et le peuple est invincible* ».

Pour le président Santos, la chute du grand guérillero signifie la fin des fins de la guérilla, la déroute de la rébellion, qui jamais n'arrivera, et qui est annoncée depuis 1964 pour justifier l'obsession militariste d'un secteur de l'oligarchie, redoutant physiquement une solution politique qui signe la fin de ses privilèges. Ils ne se rendent pas compte qu'en fermant les portes au dialogue et à la solution politique ils les ouvrent à la révolution. C'est ce que disait Fidel dans sa plus récente réflexion : *« au contraire de ce qu'affirme le gouvernement colombien, l'assassinat du commandant Jorge va accélérer le processus révolutionnaire en Colombie.* »

Nous le disons sans outrance mais avec radicalité : si Santos veut venir vers nous, qu'il vienne, mais qu'il vienne en personne sans utiliser le peuple en uniforme comme chair à canon. L'arrogance et le ton de l'ultimatum de Santos sonnent comme les ordres en anglais, que les guérilleros à l'écoute des communications de la force publique, peuvent capter lors des grandes manœuvres.

Pour cet instant de courage, nous faisons nôtre les **réflexions de Julius Fucik** au pied de l'échafaud : « Lorsque le combat est un combat à mort ;/ la haine résiste ;/ l'indécis renonce ;/ le lâche trahit ,/ le bourgeois désespère ;/ et le héros combat ».

Lorsque l'on voit l'ignominie de certains reporters minables et autres scribouillards de la grande presse, avides de sang face au cadavre du chef guérillero, hurlant leurs diatribes, il est de notre devoir moral de déplorer l'absence d'éthique de ceux qui essaient d'inciter l'opinion nationale à adhérer à la nature guerrière et au terrorisme de l'État.

Cette machine de la désinformation se consacre à diaboliser la guérilla et à sanctifier le gouvernement. Leurs canaux taisent la voix du peuple, ils ne donnent la parole qu'à des experts à la solde de la CIA et du capital financier, ils couvrent et justifient ainsi les crimes les plus immondes de l'État contre l'humanité.

Pendant 15 minutes les journaux télévisés ont montré, en boucle et aux horaires de grande écoute, les images du bombardement dévastateur avec la claire intention de légitimer le terrorisme institutionnel, inciter à remercier les criminels, conforter la population à adhérer à la politique guerrière de l'État et pousser tout le pays à percevoir le conflit avec les yeux de la droite néolibérale.

Guidés par la technologie, les pilotes et les artilleurs du terrorisme qui ont ouvert le feu ne sont pas des héros, mais de lâches instruments d'un pouvoir tyrannique et pro-yankee qui ne pense qu'à prolonger éternellement l'injustice sur le sol colombien. Ils agissent contre leur propre peuple au bénéfice d'une puissance étrangère. Ce fut une attaque perfide, sans risque. Déclencher des tirs sous couvert de l'obscurité à des milliers de mètres de haut n'a rien d'héroïque, car les moyens de combat ne sont pas équilibrés entre les forces adverses. Le résultat a été différent sur terre : 30 militaires sont morts et 70 ont été blessés.

Lorsque la triste information a été connue par la population modeste de Colombie, certains journalistes robotisés et charognards se sont précipités sur les habitants de La Macarena pour les forcer à donner un avis contre la guérilla ou pour qu'ils reconnaissent que la municipalité était libérée de son principal bourreau. Ils faisaient allusion à Jorge en sachant pourtant qu'il était le principal bienfaiteur de toute cette région. Depuis des décennies le pouvoir central s'est refusé à ouvrir une route pour désenclaver cette riche région paysanne. Jorge et ses guérilléros l'ont construite, ce qui avait permis de relier par la route La Macarena avec San Vicente del Caguán et Neiva. De même que, pour aider ces gens très pauvres, il avait aussi construit la voie qui mène jusqu'à Vistahermosa (Meta). Tendu des ponts sur des canaux et des rivières bombardés ensuite par les Forces Aériennes, une fois remis à la communauté. Sous la conduite de Jorge, les quartiers de San Vicente del Caguán ont été pavés, les routes des plaines du Yari réparées et rendues carrossables, plusieurs aqueducs restaurés et remis en état de fonctionnement, des brigades de santé ont été formées, une taxe sur les alcools avait été mis en place pour rémunérer des enseignants La population se souvient aussi avec gratitude de la façon dont le commerce avait repris sous la tutelle de la guérilla. Cette belle histoire nous montre bien le caractère social et le sens de la solidarité du commandant, et cela ne pourra pas être occulté tant que la population le gardera vivant et enraciné dans le cœur, une population oubliée qui n'a connu la présence de l'État qu'à travers les bombes et la mitraille.

Même affaibli par le diabète, le commandant Jorge était parvenu à ralentir pendant de long mois, dans la région entière de La Macarena, l'avancée de plusieurs brigades mobiles avec un effectif total de plus de 15000 hommes. Surpris par sa dynamique irrésistible, par sa volonté inébranlable, et inspirés de sa profonde admiration pour le Che, nous lui avions adressé ces mots : « Jorge, avec nos respects. Merci pour ton exemple, pour ton inépuisable capacité de travail malgré la maladie, et parce que tu nous apprends comment combattre l'adversaire. Nous sommes contents que tu aies dépassé, depuis pas mal de temps déjà, le Che, ton modèle guerrier. Avec ce que tu as réalisé, on ne peut plus dire « être » comme le Che, mais « le dépasser ». Tu nous as placé la barre très haut, frère ». Il nous répondit avec sa modestie de toujours : « Nous ne l'avons pas mise si haute, c'est nous qui ne faisons qu'en dessous de la base du travail stratégique qui est la nôtre. Nous sommes en train de réveiller un petit géant endormi ».

Le rapport militaire du Bloc Oriental au mois d'août est le suivant : Confrontations armées 166; soldats morts 157; soldats blessés 294; hélicoptères détériorés 10, bateaux détériorés 2 ; guérilleros morts 11.

Maintenant, guérilleros des FARC, c'est à nous qu'il revient d'être comme Jorge, le plus entêté des guerriers de Manuel. Bien que la tâche ne soit pas facile, c'est notre devoir. Ses mots résonnent dans les esprits des guérillas : « Nous sommes nés pour vaincre, pas pour être vaincus ».

Les soldats de Manuel Marulanda Vélez sont invincibles parce que leur drapeau est la cause du peuple, ses fusils sont la justice sociale, l'indépendance et la liberté qui combattent pour la Nouvelle Patrie, parce qu'ils marchent vers la victoire avec la puissance dévastatrice de la pensée de Marx et de Bolívar, Le Plan Stratégique et soutenus par le peuple organisé.

De la dernière partie de la vie rebelle féconde de Jorge, nous devons souligner :

Élu membre du Secrétariat des FARC par la Huitième Conférence de la Guérilla en 1993, son ascension va se poursuivre sans discontinuer jusqu'au sommet des héros. Comptes-rendus des assemblées et des conférences des guérillas en main, il continue sur la lancée du Plan Stratégique connu sous le nom de Campagne Bolivarienne pour la Nouvelle Colombie, aux côtés de son grand maître le commandant Manuel. Il réajuste les plans et les structures de commandement et s'occupe du bon fonctionnement des directions. Il est responsable de l'école des cadres Hernando González Acosta et son attention se porte sur la formation de nouveaux commandants. Organisateur de parti clandestin, animé par de profondes convictions communistes, il déclarait après ses réunions de cellules : « j'ai pris un bain de communisme, j'ai accompli mes tâches et mes devoirs de militant ». Le 29 avril 2000, pour le lancement du Mouvement Bolivarien à San Vicente, il était radieux à côté de Manuel Marulanda, Alfonso Cano et ses camarades de l'État Major. Il était heureux avec les 30.000 personnes rassemblées dans la savane, il avait été l'artisan de cet événement, de la réunion de Bolívar avec son peuple, il avait joué un rôle fondamental dans l'impressionnante logistique de la mobilisation. Quelques mois plus tard nous l'avons vu en première ligne pour la libération unilatérale de plus de 300 prisonniers de guerre capturés au cours des campagnes militaires du Bloc Oriental. « Je vous respecte - leur disait Jorge -, car vous vous êtes rendus en combattant ; méfiez-vous de ce que vous allez dire à la presse, même si vos avis nous sont favorables, car cela peut vous porter préjudice ».

Nous devons souligner bien sûr son intérêt permanent et son respect pour tous les mouvements et processus révolutionnaires dans le monde. Passionné par les études et par le dépassement de soi, il lisait avidement et il aimait autant pénétrer dans l'histoire universelle que dans celle du pays. Il dormait seulement 3 ou 4 heures par nuit pour consacrer la plus grande partie de son temps à l'organisation et à la mise en œuvre des tâches révolutionnaires. Excellent brouilleur de piste et connaissant parfaitement ses troupes, il savait écouter et être autocritique. Inflexible en tout, au combat, en politique, attentif aux changements des modalités opérationnelles de l'adversaire, il était d'une grande efficacité dans l'accomplissement des tâches du mouvement.

Homme franc, direct, réaliste, rigoureux, fraternel, loyal à la cause révolutionnaire, véritable camarade et ami, voilà certainement ses valeurs les plus chères. Nous ne permettrons pas que ces qualités de la personnalité du commandant Jorge soient déformées par des pseudo-journalistes s'obstinant à offenser sa mémoire.

De toutes manières, avec Manuel, Jacobo, Jorge, Raúl, Iván Ríoset, avec tous ceux qui sont tombés, avec le Libertador, nous, guérilleros des FARC, nous entrerons dans Bogotá, les poings du peuple levés, les pieds aux étriers de l'insurrection, pour instaurer sur la place Bolívár le nouveau gouvernement, patriotique et bolivarien inspirateur de notre lutte. Juste ; mille fois juste : un droit indispensable pour détruire ce grand mal qu'est l'oppression. Nous, les Colombiens, nous avons tous les droits à vivre dans la dignité, en paix, en démocratie, en toute souveraineté et liberté. Comme le disait Jorge, « c'est là que nous nous dirigeons.»

La consigne est, Triompher ! C'est avec Bertolt Brecht que nous disons aux révolutionnaires : « Que celui qui est toujours en vie ne dise pas "jamais"/ Le ferme n'est pas ferme / Tout ne sera pas pareil/ Lorsque ceux qui dominent auront parlé, les dominés parleront/ Qui peut oser dire "jamais" ?/ De qui dépend que l'oppression se poursuive ? De nous/ De qui dépend qu'elle s'arrête ? De nous aussi/ Que celui qui est abattu, se dresse !/ Que celui qui est perdu, se batte !/ Qui pourra retenir celui qui connaît sa condition ?/ Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain/ et le jamais, devient un aujourd'hui même ».

Gloire aux héros tombés dans la résistance à l'oppresseur, c'est le cri du commandant Jorge qui résonne au plus profond de la conscience de la guérilla. Gloire à Raúl Reyes, gloire à Iván Ríos, gloire à ceux qui sont tombés dans la région de Sucombios, gloire à tous les combattants qui ont donné leur vie pour la cause de la liberté, HASTA SIEMPRE.

Hasta Siempre, Jorge, camarade, commandant, ami. Nous vaincrons.

Honneur au commandant Jorge Briceño, héros de la liberté, de la Nouvelle Colombie, de la Grande Patrie et du socialisme.

Secrétariat de l'État Major Central des FARC-EP

Montañas de Colombia, 8 octobre 2010

Année du bicentenaire du cri de l'indépendance

Notes:

*Explosif tritonal : Mélange de TNT et d'Aluminium. Le mélange de 20%-40% de poudre d'Aluminium aux 80%-60% de TNT augmente la puissance explosive de la TNT, accentue l'effet de feu pour amplifier la combustion et provoquer une plus grande onde de choc.

Traduction : Esteban
Révision : Michèle Maliane
Source ANNCOL: "Farc se pronuncia sobre asesinato del comandante Briceño"
Article publié le 9 octobre 2010
Source: Le Tacle 31 octobre 2010

Canada :un assaut sur les droits fondamentaux des réfugiés



Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme Jason Kenney (à gauche) et le ministre de la Sécurité publique Vic Toews

Par Laurent Lafrance

Lors d'une récente allocution, le ministre de la Sécurité publique Vic Toews et le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme Jason Kenney ont annoncé les détails du projet de loi C-49 sur l'immigration clandestine et le trafic humain. La loi visant à empêcher les passeurs d'utiliser abusivement le système d'immigration canadien donnerait le pouvoir au ministre de l'Immigration de décider arbitrairement si l'arrivée d'un individu cherchant refuge au Canada est « irrégulière », entraînant un traitement de l'État plus sévère et la privation de certains droits fondamentaux pour cette nouvelle classe de réfugiés.

Le gouvernement a expliqué que la désignation « irrégulier » serait utilisée s'il jugeait qu'une organisation terroriste ou de passeurs illégaux cherchant le profit est impliquée dans le processus de passage. Mais selon les groupes de défense des droits des réfugiés, le projet de loi est rédigé si largement qu'il pourrait s'appliquer à la grande majorité des demandeurs d'asile et des organisations aidant les réfugiés. Selon ces mêmes groupes de défense, avec l'adoption du projet de loi C-49, le Canada violerait ses obligations internationales sous trois traités en plus de violer la Charte canadienne des droits et libertés. En effet, la création d'une classe de réfugiés ayant moins de droits annihile le principe d'égalité devant la loi.

Si le projet de loi C-49 devenait loi, les passeurs d'immigrants s'exposeraient à au moins 10 ans de prison s'ils étaient reconnus coupables d'avoir fait entrer au pays plus de 50 étrangers. Mais si le gouvernement prétend qu'avec sa nouvelle loi, il vise les passeurs de migrants clandestins, en fait le gros de la loi consiste en une négation des droits démocratiques des réfugiés. En d'autres termes, le gouvernement Harper a plutôt les victimes des passeurs dans sa mire que les passeurs eux-mêmes.

Avec son nouveau projet de loi, le gouvernement conservateur créerait une nouvelle classe de demandeurs d'asile dont les droits seraient bafoués dès leur arrivée au Canada. S'ils réussissaient à convaincre le gouvernement qu'ils sont des réfugiés légitimes, alors la nouvelle loi leur accorderait moins de droits qu'un réfugié n'ayant pas été désigné « irrégulier ».

Tout d'abord, le gouvernement compte rendre obligatoire la détention des demandeurs d'asile « irréguliers » - hommes femmes et enfants - pour une période pouvant aller jusqu'à un an sans que ces derniers aient droit d'être représentés en justice. Le Canada violerait ainsi la protection des réfugiés en droit international selon laquelle il est interdit pour un État de sanctionner les réfugiés pour être entrés de façon illégale et est interdit de les refouler vers la persécution.

Ensuite, ceux qui obtiennent le statut de réfugié se verraient imposer une période de probation de cinq ans, les empêchant de quitter le Canada et de poser leur candidature pour parrainer la venue de leurs enfants au pays, et ce, en violation des obligations du Canada sous la Convention sur le droit des enfants, la Charte canadienne et les obligations internationales en matière de droits de l'Homme. Finalement, ces réfugiés feraient l'objet d'une nouvelle évaluation au bout de cinq ans afin de déterminer s'ils ont toujours besoin de protection ou s'ils peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine.

Selon la convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, ceux-ci ont droit aux mêmes soins de santé que les citoyens canadiens. Or, sous la loi actuelle, ils ne reçoivent déjà que le strict minimum, ne bénéficiant pas d'une couverture de santé complète. Avec la nouvelle loi, le gouvernement Harper irait encore plus loin et leur refuserait le droit aux médicaments, chaises roulantes, canes et marchettes. Dans la même optique, les réfugiés n'ont pas droit à la même aide qu'un citoyen canadien dans le besoin, n'ayant pas, entre autres, aux prestations fiscales pour enfants.

Le projet de loi C-49 vient sur les talons d'une récente modification fortement réactionnaire d'une autre loi sur les réfugiés, la loi C-11, adoptée en juin dernier. Les conservateurs avaient obtenu la collaboration de l'opposition officielle, formée par le Parti libéral de Michael Ignatieff, pour accélérer l'adoption de ce projet de loi. En adoptant la loi C-11, intitulée Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés, le gouvernement s'est octroyé le droit de rejeter les demandeurs d'asile provenant des pays dits « démocratiques » faisant partie d'une liste arbitraire qu'il dresse de pays « sécuritaires ». Selon les officiels gouvernementaux, cette loi vise à empêcher les « faux réfugiés » et les « abuseurs » du système de s'installer au Canada. En plus, lors d'un appel, la commission

Suite à la page (18)

La tension monte d'un cran entre les deux Corées

La Corée du Nord a tiré mardi des obus sur une île de Corée du Sud, faisant au moins deux morts, ce qui a déclenché une riposte armée de la part de Séoul. La chaîne de télévision sud-coréenne YTN a indiqué que des tirs d'obus, ayant atteint l'île de Yeonpyeong avaient fait des blessés et endommagé des habitations.

L'état-major sud-coréen a confirmé que des obus avaient atteint l'île où se trouve un détachement de l'armée. D'autres sont tombés en mer, a-t-il ajouté. Selon l'agence sud-coréenne Yonhap, quatre soldats sud-coréens ont été blessés par les tirs d'obus. L'armée sud-coréenne a répliqué aux tirs d'obus nord-coréens, a annoncé le ministère de la Défense, qui a placé l'armée en état d'alerte maximum. «Une unité d'artillerie nord-coréenne a déclenché des tirs de provocation à 14h34 (5h34 GMT) et les troupes sud-coréennes ont immédiatement répliqué», a indiqué un porte-parole du ministère de la Défense.

L'armée sud-coréenne a donné l'ordre à ses avions de combat de survoler l'île, a indiqué YTN. Selon un habitant de l'île de Yeonpyeong, cité par la chaîne YTN, une cinquantaine d'obus sont tombés sur l'île, causant des dommages aux habitations. «Au moins 10 maisons ont brûlé. On nous a donné l'ordre par haut parleur de quitter nos maisons», a déclaré Lee Jong-Sik, un autre habitant de l'île située en Mer Jaune*, une zone disputée par les deux Corées où se sont produits d'autres incidents par le passé. Des images de télévision ont montré des colonnes de fumée montant de l'île. Ces tirs interviennent alors que l'émissaire américain pour la Corée du Nord Stephen Bosworth a quitté Tokyo pour Pékin. Il doit y rencontrer mardi des responsables chinois pour évoquer le dossier de la Corée du Nord, quelques jours après la révélation de l'existence d'un site d'enrichissement nucléaire dans ce pays.

La Maison Blanche a *"fermement condamné»* mardi le bombardement nord-coréen d'une île de Corée du Sud.



La Corée du Nord a tiré mardi des obus sur une île de Corée du Sud, faisant au moins deux morts, ce qui a déclenché une riposte armée de la part de Séoul



La Mer Jaune est un bras de mer de l'océan Pacifique qui sépare la Chine de la Corée

L'Humanité 23 Novembre 2010

Le Pape admet l'utilisation du préservatif "dans certains cas"

Benoît XVI, a admis l'utilisation du préservatif *"dans certains cas»*, «*pour réduire les risques de contamination»* avec le virus VIH du sida. Le Saint-Siège souligne toutefois «le caractère exceptionnel» de l'éventuelle utilisation du préservatif.

Pour la première fois, un pape, Benoît XVI, admet l'utilisation du préservatif « dans certains cas », « pour réduire les risques de contamination » avec le virus VIH du sida, dans un livre d'entretiens à paraître mardi.

Dimanche après-midi, le Saint-Siège a toutefois tenu, de manière tout à fait inhabituelle, à publier un communiqué pour souligner « le caractère exceptionnel » de l'éventuelle utilisation du préservatif, soulignant, face aux attentes de responsables et militants de la lutte contre le sida, que « *le raisonnement du pape ne peut pas être considéré comme un tournant révolutionnaire* ».

À la question : « L'Église catholique n'est pas fondamentalement contre l'utilisation de préservatifs ? », le souverain pontife répond, selon la version originale allemande dont dispose l'AFP : « *dans certains cas, quand l'intention est de réduire le risque de contamination, cela peut quand même être un premier pas pour ouvrir la voie à une sexualité plus humaine, vécue autrement* ».

Jusqu'ici, le Vatican, opposé à toute forme de contraception autre que l'abstinence, réprouvait l'usage du préservatif même pour prévenir la transmission de maladies. En mars 2009, Benoît XVI avait d'ailleurs soulevé une immense polémique, en déclarant, lors d'un voyage au Cameroun et en Angola, que l'utilisation du préservatifs « aggravait » le problème du sida, pandémie dévastatrice en Afrique.



Benoît XVI, le 20 novembre 2010, au Vatican. © AFP

«Homme prostitué»

Pour illustrer son propos, dans ce nouvel ouvrage d'entretiens avec un journaliste allemand qui aborde une multitude de sujets (pédophilie, célibat des prêtres, relation à l'Islam, ordination des femmes...), le pape donne un seul exemple, celui d'un « homme prostitué », considérant que « *cela peut être un premier pas vers une moralisation, un début de responsabilité permettant de prendre à nouveau conscience que tout n'est pas permis et que l'on ne peut pas faire tout ce que l'on veut* ».

Même s'il ouvre une brèche, Benoît XVI rappelle que pour le Vatican, le préservatif « *n'est pas la façon à proprement parler de venir à bout du mal de l'infection du VIH* ». « *Se polariser sur le préservatif signifie une banalisation du sexe et c'est exactement le danger que beaucoup de gens considèrent le sexe non plus comme une expression de leur amour, mais comme une sorte de drogue, qu'ils s'administrent eux-mêmes* », ajoute-t-il.

Réactions mitigées

Le directeur du programme Onusida, Michel Sidibé, a qualifié de « *pas en avant significatif et positif* » la position du pape : « *cette avancée reconnaît qu'un comportement*

Suite à la page (18)

Continued from page (9)

Other confrontations involving the partisans of Mirlande Manigat (the former President Leslie's wife) of the Progressive National Democratic Assembly (RNDP) and Michel "Sweet Mickey" Martelly of the Peasants Response with Unity campaigners were reported in Miragoâne, Cabaret, Grand Goâve, Aquin, and Les Cayes.

Meanwhile, there are also dueling polls. The rightward-leaning Research Office in Information and Economic and Social Development (BRIDES) has published the most polls, which always show 70-year-old Manigat leading with about 30% of the vote. The other candidates have dismissed the polling as flawed and partisan.

Meanwhile, the US-based National Organization for the Advancement of Haitians (NOAH) published a poll which said that Jean Henri Céant, the most prominent of the faux-Lavalas candidates, was leading in their poll, thanks in large measure to support from 2004-coup-supporter Chavannes Jean-Baptiste of the Papaye Peasant Movement (MPP) on Haiti's Central Plateau, who defected from Baker's party. The NOAH poll also gave Martelly high marks.

All the polls suggest that there won't be a first round victory, and some candidates may throw their support to others at the last minute. This first happened on Nov. 20 when Axan Abellard of the National Coumbite for Haiti's Development (KNDA) bowed out of the race giving his support to Manigat, who already has the support of accused death-squad leader and Senator Youri Latortue's COREH and Claire Lydie Parent's Coumbite to Remake Haiti. The National Committee of Evangelical Churches (CONAMISE) and the Protestant Network of Haiti (FRONTCIPH) also declared their support for Manigat, more or less sinking candidate Chavannes Jeunes of the Union party, who had been counting on that sector's muscle.

Meanwhile, Céant's campaign lost some steam last week following the publication of Aristide's interview, which all but calls for a boycott. "*The Céant campaign was pulling in a lot of people but many of them pulled back after Aristide's interview came out,*" said Yves Pierre-Louis, a leader of the Heads Together of Popular Organizations and *Haïti Liberté*'s Port-au-Prince bureau chief.

Despite the widespread epidemic, demonstrations, and disaffection, the US Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Arturo Valenzuela opined that the Haitian elections were proceeding "*relatively well*" and "*relatively normally.*" This position was seconded by the Organization of American States (OAS) and the Caribbean Community (CARICOM), which both encouraged Haitians to vote.

Venezuela's Hugo Chavez, however, chose to highlight the calls of Haiti's demonstrators in his Nov. 20 column, Chavez's Lines.

"*How long would the military occupation continue in Haiti behind the shield of the UN?*" he wrote. "*With what moral authority can the Haitian people be asked to cease their protests against foreign troops? Haiti does not want to be Puerto Rico, a Yankee neocolony, but that does not matter in the least to the United Nations or the Organization of American States.*"

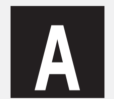
Suite de la page (3)

tombe au moment de ces déclarations de sa veuve, qui n'ont que l'odeur de la trahison et le goût de la platitude. Honte à vous, Madame Montas !

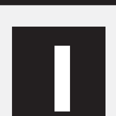
Tandis que tous les observateurs les mieux avisés s'accordent pour dire que la MINUSTAH n'est dans le pays que pour veiller au grain des ennemis de la Nation et pour violenter les masses en cas de révolte, Michèle Montas, elle, ne voit dans cette force étrangère répressive, qu'une vraie mission humanitaire et dans les soldats népalais des petits Jésus méchamment accusés par un peuple pharisien. Honte à vous, Madame Montas ! Alfred de Musset a eu raison de dire que « *la vertu se perd dans l'intérêt comme les fleuves dans la mer* ». Que faites vous de la pensée des cendres de Jean Dominique jetées dans cette rivière de l'Artibonite que les forces occupantes ont changée en poison venimeux ?

Dans la même veine, Patrick Élie, un « conseillé-restavèk » du président Préval, s'est indigné du fait que le peuple réclame non seulement le départ des soldats népalais, mais également celui de la MINUSTAH. *« La Dominicanie vient d'identifier un Haïtien infecté du bacille du choléra, est-ce que cela veut dire que les autorités dominicaines doivent déporter tous les Haïtiens ? Alors, pourquoi demander le départ des soldats népalais ?* s'est interrogé Élie.

Donc, avec ces éléments dans la poche des occupants, désoccuper le pays ne sera pas chose facile de sorte que la lutte pour la souveraineté de la Nation ne fait que commencer.









Fondation Jacques Diebels Groupe Don Bosco

Cher(e) ami(e)

Comme de coutume, la Fondation Jacques Diebels, Groupe Don Bosco, Organisation à but non lucratif, prend toujours plaisir à vénérer, par le truchement d'une messe annuelle de requiem, le très regretté révérend Prêtre Jacques Diebels. Ne pouvant porter ombrage à sa mémoire, il est impératif à tous ceux-là qui avaient bénéficié de sa mansuétude et à tous ceux qui ont emboîté le pas de sa vision de pensée, de rallumer toujours cette flamme de compassion. Ainsi, nous vous invitons à communier avec nous dans cet esprit de partage que notre très vénéré Prêtre nous inculquait.

A noter que cette messe sera dite en l'église « Holly Family » située à l'angle des avenues Flatlands et Rockaway à Brooklyn, le samedi 27 Novembre 2010 à 1hre précise de l'après-midi, suivie d'une réception donnée en la circonstance au local de « American Legion » tenant lieu au 1130 E. 92nd St (coin Conklin ave).

Comptant déjà sur votre présence, la FJDGDB vous salue fraternellement

Pour le comité :
Fritz Chancy, Président
Edner Aura, Secrétaire

Brooklyn, NY le 19 Octobre 2010

Canada :un assaut sur les droits fondamentaux des réfugiés

Suite de la page (17)

chargée d'entendre la cause « n'est pas liée par les règles légales ou techniques de présentation de la preuve », c'est-à-dire que les preuves de ouï-dire ou obtenues sous la torture pourraient être acceptées.

Non contents d'avoir réussi à imposer ces reculs sur les droits des demandeurs d'asile, les conservateurs ont exploité l'arrivée de 490 réfugiés tamouls à bord du MV Sun Sea au mois d'août dernier pour monter une opération militaire très médiatisée au cours de laquelle les réfugiés ont été présentés comme des terroristes potentiels. A l'arrivée du navire en Colombie-Britannique, Toews annonçait qu'il fallait durcir les lois canadiennes de l'immigration, ce que le gouvernement conservateur a accompli avec le projet de loi C-49.

Les libéraux et néo-démocrates ont annoncé qu'ils ne rejetteront pas ce projet de loi, mais proposeraient des amendements pour qu'il soit accepté par le parlement.

Le gouvernement conservateur tente de justifier son attaque sur les personnes fuyant la persécution et cherchant refuge au Canada par le fait qu'ils contournent le système en ne respectant pas la file d'attente. Mais la réalité est que cette loi sert l'agenda anti-crime et anti-terrorisme du gouvernement Harper, dans lequel les réfugiés et les immigrants plus généralement jouent le rôle de boucs-émissaires, alors qu'il cherche à mettre en place des politiques de droite fortement impopulaires auprès des masses.

Le renforcement de la sécurité aux frontières, liée à l'obsession pour « le respect de la file d'attente », sert aussi à garder un contrôle ferme sur la main-d'œuvre immigrante que l'État tente de subordonner le plus possible aux besoins et demandes de l'entreprise et du profit. Dans un discours propagandiste prononcé à Ottawa lors d'une cérémonie officialisant la citoyenneté canadienne de 72 immigrés, Harper a mentionné que le gouvernement veut adopter de « nouvelles lois strictes » pour endiguer « le problème croissant de l'arrivée massive d'immigrants clandestins », prévenant toutefois que l'économie canadienne « aura besoin davantage d'immigrants ».

En fait, il est si difficile pour un réfugié de faire une demande d'asile au Canada que seulement quelques dizaines de milliers de personnes ont réussi à franchir les différents obstacles sur les 42 millions de réfugiés recensés par les Nations unies l'an dernier. De ceux-ci presque quatre cinquièmes font leur demande au Canada même, et l'autre cinquième en arrivant à la frontière canadienne.

Selon le Conseil canadien pour les réfugiés, les mesures administratives adoptées par le gouvernement canadien en 2009 ont entraîné une baisse spectaculaire (possiblement du tiers) du nombre de demandeurs d'asile au Canada. L'année dernière, seule la moitié des 33.000 demandes d'asile ont été acceptées.

La plus récente attaque sur les droits démocratiques des réfugiés s'inscrit dans une longue série de mesures punitives du Canada à l'égard des réfugiés. À titre d'exemple, l'imposition de visas aux ressortissants du Zimbabwe en 2001 puis aux Mexicains et aux Roms tchèques en 2009 avaient empêché un bon nombre de personnes persécutées de trouver refuge au Canada. Après le récent séisme en Haïti, le gouvernement canadien avait émis un très faible nombre de visas aux Haïtiens, empêchant ces derniers de rejoindre les membres de leurs familles au Canada.

À l'heure actuelle, les conservateurs poussent plus que jamais l'assaut sur les droits démocratiques des réfugiés, mais tant les libéraux que les conservateurs, avec l'appui des néo-démocrates, ont travaillé au cours des dernières années à fermer la porte aux réfugiés. C'est d'ailleurs sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien en 2002 que le Canada avait conclu l'Entente sur les tiers pays sûrs, donnant le droit aux autorités canadiennes de refuser tout demandeur d'asile entrant au Canada par les États-Unis.

Certes, l'exploitation des réfugiés par les passeurs est monstrueuse (des sri lankais du MV Sun Sea ont affirmé avoir payé jusqu'à 50.000 dollars pour atteindre le Canada), mais elle est le résultat d'un système d'immigration étatique subordonné au profit qui empêche des personnes persécutées de venir au Canada. Ce processus entraîne donc de nombreuses personnes dont la vie est menacée dans leur pays d'origine à utiliser des passeurs comme dernier recours à qui ils doivent payer des sommes exorbitantes et affronter des conditions de transport extrêmement dangereuses.

De plus, comme les autres gouvernements impérialistes, le gouvernement canadien utilise une distinction entre des réfugiés politiques et économiques pour justifier de ne pas reconnaître aux travailleurs leur droit démocratique de se rendre dans le pays de leur choix pour travailler et vivre.

Bien que la nouvelle loi engendre une violation majeure des droits des réfugiés, le gouvernement canadien possède l'appui des instances internationales, de nombreux États et des médias.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, celui-là même qui a établi la Convention sur les réfugiés en 1951, a déclaré qu'il appuyait le travail important en matière de renforcement de la loi, vantant le travail exemplaire du Canada lorsqu'il a intercepté à l'aide d'avions militaires et d'une frégate des Forces armées canadiennes les 490 réfugiés tamouls, toujours emprisonnés à l'heure actuelle.

Dans le cas du Sri Lanka, le HCR a récemment fait des recommandations qui indiquent « qu'avec l'amélioration de la situation depuis la fin du conflit au Sri Lanka en mai 2009, les demandes d'asile de ce pays devraient être considérées sur une base individuelle ».

Cette recommandation est frauduleuse. Malgré la fin de la guerre communale sanglante perpétrée par la bourgeoisie singhalaise qui a duré une trentaine d'années et causé la mort de milliers de Tamouls, la persécution de la minorité tamoule se poursuit. En plus de servir l'agenda communautariste du gouvernement sri lankais, qui utilise la prétendue menace terroriste pour justifier la répression continuant à ce jour contre les Tamouls, la recommandation du HCR permet au gouvernement canadien et à tous pays recevant des réfugiés tamouls de faciliter l'emprisonnement de ces derniers et de durcir les lois en matière d'immigration.

Le gouvernement de la Thaïlande - qui fait partie des dix pays recevant le plus de demandeurs d'asile sri lankais - mène aussi une campagne anti-réfugiés, comme le démontre la récente interception par les autorités thaïlandaises d'un bateau de migrants clandestins d'origine tamoule qui s'apprêtait à partir en direction du Canada. Après cette arrestation soutenue par les médias, le ministre Kenney a souligné que le Canada avait effectivement augmenté de façon significative sa coopération avec les pays d'Asie du Sud-Est afin d'enrayer la migration clandestine vers le Canada.

Cette campagne contre les réfugiés est liée à toute la campagne anti-immigrants et anti-musulmans menée par les pays impérialistes sur la scène internationale. Tant en France qu'aux États-Unis, en passant par l'Australie, la bourgeoisie tente de diviser les travailleurs sur des bases ethniques pour détourner les tensions politiques et sociales vers des voies réactionnaires. Les élites canadiennes travaillent fort pour demeurer dans le peloton de tête.

Wsws 22 novembre 2010

Suite de la page (17) Le Pape...

sexuel responsable et l'usage du préservatif ont un rôle important dans la prévention du VIH-sida », a-t-il commenté.

En revanche, l'association française Act Up-Paris a jugé que « *le pape est encore loin du compte [...] Si le pape veut vraiment lutter contre l'épidémie, il faut qu'il aille beaucoup plus loin* ».

Ce premier livre d'entretiens depuis que le cardinal allemand Joseph Ratzinger est devenu pape en 2005 doit être traduit en 18 langues.

Concernant les affaires de pédophilie mettant en cause des prêtres, Benoît XVI, 83 ans, reconnaît que « l'ampleur » du scandale était pour lui un « *choc inouï* ». Cependant, une démission de sa part n'est pas à l'ordre du jour. « *Il ne faut pas fuir quand le danger est grand. Par conséquent, ce n'est certainement pas le moment de démissionner* », dit-il.

Avec l'islam, il prône un dialogue « sincère ». « *Il est important que nous restions intensément en contact avec toutes les forces musulmanes ouvertes au dialogue pour que des changements puissent se produire, là où l'islam lie vérité et violence* », dit-il.

Le pape évoque également le danger d'un schisme de l'Église et l'éventualité d'un Concile Vatican III, une idée qu'il repousse pour l'instant. Vatican II, organisé de 1962 à 1965, avait ouvert l'1glise catholique au monde moderne.

L'ouvrage est le fruit de 20 heures d'interviews réalisées entre le 26 et le 31 juillet dans la résidence de vacances pontificale de Castel Gandolfo avec le journaliste allemand Peter Seewald. Ce dernier est un ancien communiste reconverti au catholicisme après une rencontre avec le cardinal Ratzinger.

Jeune Afrique 22 Novembre 2010

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

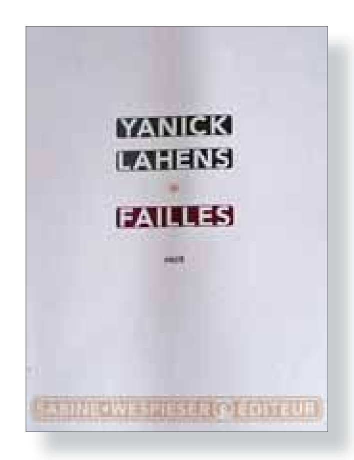
À côté d'une musique dansante un peu redondé et cabossée, jouée assez souvent par des gens qui ne choisissent pas la musique comme profession, que nous traînons jusqu'en terre étrangère, la musique haïtienne présente aussi d'autres formes très élaborées. Cette diversité fait sa force. Le *Konpa Dirèk* a rejoint au début des années 1960, une musique folklorique (Vodou) proposée par le *Jazz Des Jeunes* qui avait permis à Haïti de bien se situer sur la scène internationale.

Pendant plusieurs décennies, les Haïtiens dans les diasporas ne juraient que par ce rythme à deux temps, créée, dit-on, par Nemours Jean-Baptiste, tournant autour de trois accords parfaits (I-IV-V). Dans les grands rendez-vous de musique, il n'y avait malheureusement aucune autre représentation haïtienne que cette formation musicale aux ambitions un peu restreintes. Il a fallu attendre jusque vers la fin des années quatre-vingt pour voir réapparaître sur la scène internationale cette musique riche avec des groupes comme *Foula*, *Boukman Eksperyans*, *Boukan Ginen* et autres.

Mais d'un autre côté, nous devons reconnaître aussi que tout ce qui est musique *Vodou* n'est pas forcément valable. Tout comme il existe une musique savante de pacotille, il y a des formations de musique Vodou qui produisent une musique aussi maniérée que la plupart des groupes à tendance *Son Lari a.* Ensuite il y a la musique haïtienne véritable, englobée dans une pluralité singulière regroupant les ressources les plus aptes et les plus à même d'enrichir et de renouveler le patrimoine musical haïtien, mais qui ne sont pas appréciés à leur juste valeur.

À New York depuis quelques années, il y a des initiatives en cours pour permettre à la musique haïtienne de se frayer un chemin à travers le jazz, et la dernière en date *Kreyòl Jazz* créée par Monvelyno Alexis (*Kòd ak Po*), Markus Schwartz (*Lakou Brooklyn*) et (*Kari-Jazz*). Ce Samedi 20 Novembre, dans une soirée créole jazz, qui a convoqué un public sélect, ils ont porté ce mouvement sur les fonts baptismaux.

De la Prose aux Vers



FAILLES
Un récit de ***Yannick Lahens***
SABINE WESPIESER ÉDITEUR, 2010

Yanick Lahens est une plume très respectée en Haïti. Elle a à son actif deux romans, deux nouvelles et un essai. FAILLES est son dernier-né. Elle est Lauréate du prix RFO 2009 pour son dernier roman *La Couleur de l'aube*. Yanick Lahens vit en Haïti. La vente signature de son dernier livre est prévue en Haïti à partir de la deuxième quinzaine du mois de décembre.

Un Extrait

IL ÉTAIT UNE FOIS UNE VILLE

NOUS L'AIMONS, malgré sa façon d'être au monde qui nous prenait souvent à revers de nos songes. Nous l'aimions têtue et dévoreuse, rebelle et espiègle. Avec ses commotions d'orage et de feu. Avec sa gouaille au mitan d'un déhanchement de carnaval. Ses secrets invincibles. Ses mystères maîtres des carrefours la nuit. Ses silences hallucinés. Les cuisses lentes de ses femmes, les yeux de faim et d'étincelles de ses enfants, les apparitions phosphorescentes de ses dieux. Pour la douceur-surprise-et-couleur dans les nuages en feu dans sa baie l'après-midi.

Nous l'aimions malgré sa misère. Malgré la mort qui selon la saison longe les rues à visage découvert. Sans remords. Sans même ciller. Nous l'aimions à cause de son énergie qui déborde, de sa force qui pouvait nous manger, nous avaler. À cause des enfants des écoles en uniforme qui l'enflammaient à midi. À cause de son trop-plein de chairs et d'images. À cause des montagnes qui semblent sans cesse vouloir avancer pour l'engloutir. À cause du toujours trop. À cause de cette façon qu'elle avait de nous tenir et de ne pas nous lâcher. À cause de ses hommes et de ses femmes de foudre. À cause de À cause de

Et je l'aimais dans ces minutes fugaces où une journée inondée de lumière coule jusqu'à un crépuscule alangui de mauve et d'orange. Ces minutes où, des quatre coins de la ville, des feux montent des ordures empilées et nous brûlent les yeux. Ce moment où des pyromanes crucifient sa misère pour la faire taire. Où nous avancions apaisés, à moitié aveugles dans une brume mensongère, mais où nous avancions quand même. Ce moment où nous pouvions nous écouter les uns les autres des heures entières. Ce moment de la parole nue. Forte. Sans les oripeaux, sans les béquilles du monde. Ce moment où nous allions chercher la parole très loin ou à fleur de vie. Les paroles qui arrivaient de ces terres étaient lointaines, douces,secouées de rires, déchirées, brûlées, fragiles, puissantes, précieuses.

Le 12 janvier 2010 à 16 heures 53 minutes, dans un crépuscule qui cherchait déjà ses couleurs de fin et de commencement, Port-au-Prince a été chevauchée moins de quarante secondes par un de ces dieux dont on dit qu'ils se repaissent de chair et de sang. Chevauchée sauvagement avant de s'écrouler cheveux hirsutes, yeux révulsés, jambes disloquées, sexe béant, exhibant ses entrailles de ferraille et de poussière, ses viscères et son sang. Livrée, déshabillée, nue, Port-au-Prince n'était pourtant point obscène. Ce qui fut, c'est sa mise à nu forcée. Ce qui fut obscène et le demeure, c'est le scandale de sa pauvreté.

Le 12 janvier 2010 à 16 heures 53 minutes, le temps s'est fracturé. Dans sa faille, mil a scellé à jamais les secrets de notre ville, englouti une partie de notre âme, une âme qu'elle nous avait patiemment taillée à sa démesure. Dans sa faille, le temps a emporté notre enfance. Nous sommes désormais orphelins de cent lieux et de mille mots. Les rues jouent à collin-maillard, *lago kache*, avec nos souvenirs. Certaines façades sont des ombres, et des fantômes y rodent déjà que nous croyons toucher des yeux.

Parce qu'on se fait au temps qui passe, inexorable, mais pas à sa chute si brutale.

Nous ne saurons plus quoi raconter à nos petits-enfants. Nos paroles de vieillards résonneront à leurs oreilles comme des ritournelles. Ils nous soupçonneront d'avoir perdu la raison et ne prêteront plus attention à ce que nos lèvres balbutieront. À ce que nos gestes dessineront devant leurs visages. Nos doigts noueux pour eux resteront à jamais muets.

Il était une fois une ville où les funérailles de l'église Sainte-Anne étaient aussi animées qu'un spectacle de la *Commedia dell'arte*, où les scribes, assis sur un trottoir entre le Palais national et la direction générale des Impôts, vous refaisaient une identité à la demande.

Il était une fois une ville aux souvenirs-demoiselles et aux mots-qui-tremblent-et-sourient, cent fois réinventée par ses poètes :

Omabarigore la ville que j'ai créée pour toi
En prenant la mer dans mes bras
Et les paysages autour de ma tête
Omabarigore où sonnent
Toutes les cloches de l'amour et de la vie.*

Il était une fois une ville où des pieds calleux se mêlaient à d'autres pieds calleux dans un marché aux cheveux de feraille, qui semblait se hisser pour regarder sa sœur jumelle sur les bords du Bosphore.

Il était une fois une ville où les âges se télescopaient dans une vertigineuse agitation : Black-Berry, *tap tap*, sono à fendre les oreilles, portefaix en sueur, 4 / 4, bitume et boue.

« *Madanm fèm kado yon ti monnen tanpri***. »

Il était une fois une ville où deux cathédrales côte à côte semblaient se chuchoter les récits des ses épopées anciennes, ses soubresauts, toujours aussi imprévisibles que ses douceurs, et bien sûrs ses sortilèges.

Il était une fois une ville où les arbres et les dieux veillaient la nuit :

Port-au-Prince dort
Et tout autour vacillent les plaintes
*Menant jusqu'à nos pieds leurs causeries de bois sec ***.*

Il était une fois une ville où un homme et une femme avançaient dans le feu dévorant d'une rencontre

à Pacot. Sur ces hauteurs d'où l'on peut voir Port-au-Prince dans les feux du crépuscule.
C'est l'heure où on assiste à la montée du silence qui tamise le grand charivari des journées tournées et retournées

Il était une fois une ville.

* Davertige, Anthologie secrète, Mémoire d'encrier, Montréal, 2003.

** Madame, un peu de monnaie, s'il vous plait

*** Syto Cavé, Mémoires d'un balai, 1971

Grand Reportage

Kreyòl Jazz à Brasserie Créole

Les premiers balbutiements d'un mouvement ambitieux

Ce n'est guère un hasard si les producteurs de ***Kreyòl Jazz*** font le choix de *Brasserie Créole*, l'Antre de la musique de danse populaire à Queens pour lancer ce mouvement plutôt ambitieux, qui se donne pour entre autres missions, d'offrir à la musique haïtienne de la diaspora la possibilité de se construire de nouvelles opportunités. En effet, le 20 novembre dernier dans une *Soirée* format jazz, avec tout l'attirail ; sonorisation modérée, instruments bien accordés, jeux de bonne facture, un programme réunissant plusieurs tendances d'une musique haïtienne soumise à l'influence jazz, a réuni une cinquantaine de spectateurs et de curieux dans ce Club, connu pour son penchant pour les soirées dansantes.

Quatre groupes à raison de quatre musiques par prestations. Les festivités ont débuté, comme annoncées, sur le coup de neuf heures. L'artiste invité, Prince Guetjens a d'emblé, donné le ton, dès les premières notes d'une prestation inscrite dans une forme métissée de musique (à ne pas confondre avec fusion). Il a revisité des « classiques » appropriés par le Jazz que pratiquement toutes les grosses pointures de la voix ont interprété au moins une fois dans leur carrière, en y intégrant des bribes de chant récupérées dans le quotidien rural haïtien. Il a bénéficié du support musical de l'équipe de Monvelyno Alexis.

La formation musicale *Lakou Brooklyn* du percussionniste - chanteur Américain Markus Schwartz a pris le relais en interprétant des musiques, gravées sur son dernier CD. Cette fois encore le tambourineur émérite, qui a passé plusieurs années en Haïti à étudier le tambour et les chants traditionnels, a mis au-devant de la scène la beauté d'une musique inspirée du Vodou haïtien. Sa dextérité et sa maîtrise de l'instrument ont permis à certains des standards puisés dans le vaste répertoire de la musique haïtienne, d'accéder à une nouvelle fraîcheur. Markus Schwartz est en train timidement, mais de manière organisée, de se hisser dans le milieu New Yorkais de la musique comme l'un des meilleurs tambourineurs de la musique Vodou.

Monvelyno Alexis est revenu sur la scène accompagné de sa formation (*Kòd ak Po*) pour apporter un peu de son individualité à cette sauce collective. Fort d'un CD à peine sorti, comme c'est le cas pour ses deux prédécesseurs, le guitariste - chanteur a offert au public une occasion de plus d'apprécier ses dernières compositions. Fidèle à son image, Monvelyno a su mettre au service d'une volonté de pousser la musique dans son ultime limite, une technique sûre et éprouvée. Sa maîtrise de l'instrument lui permet parfois de laisser sa main s'occuper de la guitare afin de prendre le recul nécessaire pour entreprendre l'évasion qui octroie à la musique le statut d'art. L'artiste a confirmé, s'il en était besoin qu'il représente l'un des guitaristes sur qui la musique haïtienne peut vraiment compter pour s'enrichir et se renouveler.

Le Patriarche Buyu Ambroise qui travaille depuis plus d'une trentaine d'années pour permettre à la musique haïtienne dans la diaspora de s'ouvrir au jazz a été désigné pour clôturer la soirée. Évoluant à partir de son saxophone sur un support sonore constitué d'une batterie, d'une contrebasse et d'un piano, il arrive à produire une musique plutôt fluide, auréolée toutefois d'un étrange parfum d'Old jazz. Il a joué au cours de sa prestation des musiques traditionnelles haïtiennes, soumises à ses propres arrangements. On a senti une familiarité poussée au niveau des instruments qui composaient le corps de musique accompagnant Buyu, accouchant par moments d'un mouvement d'ensemble qui enrichit l'harmonie ainsi que les phrasés mélodiques.

Cette soirée a été organisée par le Groupe *KariJazz, Kòd ak Po* et *Lakou Brooklyn.*

Prince Guetjens
Critique d'art / Musicien



Le maître de cérémonie Hérold Dasque (Rorodas)



Buyu Ambroise



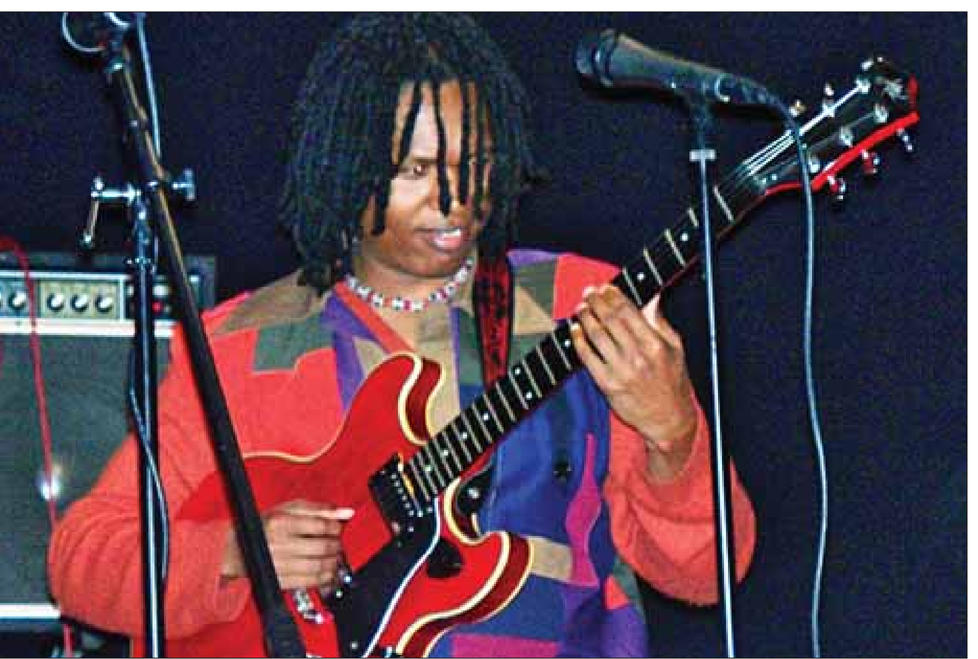
Le chanteur Prince Guetjens au centre



Markus Schwartz



Monvelyno Alexis



Le guitariste Monvelyno Alexis de Kòd ak Po



Le Patriarche Buyu Ambroise et son orchestre